



Kosovo : Milosevic cherche à négocier

- Des dirigeants yougoslaves se disent « ouverts » aux conditions des alliés
- Les Occidentaux réagissent avec prudence ● L'envoyé spécial russe Viktor Tchernomyrdine devait se rendre à Belgrade ● Reportage au Kosovo, avec les combattants de l'UCK



DEREK HUDSON

■ Cannes plein nord

Révéleé lors du Festival 1997 avec *La Vie de Jésus*, Bruno Dumont revient avec *L'Humanité*. Ce deuxième film, qui suscite enthousiasme ou rejet, a mis la Croisette cap au nord, vers la région natale du réalisateur. p. 35-36 et p. 12

■ Israël : M. Barak jugé « sur ses actes »

Souhaitant un règlement rapide du processus de paix, Bill Clinton a félicité Ehoud Barak pour sa victoire, tandis que les pays arabes entendent juger le nouveau premier ministre israélien sur le terrain. p. 4

■ Laurent Fabius en campagne

Un peu plus de deux mois après son acquittement dans l'affaire du sang contaminé, le président de l'Assemblée nationale reprend sa place à la tribune des meetings socialistes pour les élections européennes. p. 8

LES RARES indications laissant entendre que la Yougoslavie pourrait accepter les conditions de l'OTAN pour un arrêt des bombardements ont suscité, mardi 18 mai, des commentaires prudents chez les Occidentaux. L'envoyé spécial russe, Viktor Tchernomyrdine, devait s'efforcer, mercredi à Belgrade, d'obtenir confirmation auprès du président Slobodan Milosevic de ce changement d'attitude de la République fédérale de Yougoslavie (RFY). La veille, un porte-parole du ministère des affaires étrangères yougoslave avait déclaré que son pays était « ouvert » au dialogue sur la base des propositions du G-8 (les sept pays les plus industrialisés, plus la Russie), c'est-à-dire sur celles des alliés, à peu près acceptées par Moscou. Selon le ministre italien des affaires étrangères, Lamberto Dini, le président de la Serbie, Milan Milutinovic, avec lequel il s'est entretenu au téléphone, les a qualifiées « d'acceptables ». Ces maigres indications d'une évolution de la position de Belgrade ont été saluées par les alliés : « Intéressantes », a-t-on dit à Washington ; « dignes d'at-



tentation », soulignait-on à Paris. Les conditions des alliés restent inchangées : arrêt des violences au Kosovo, retrait des forces serbes, déploiement d'une force militaire internationale, retour des réfugiés, imposition d'un statut d'autonomie à la province. Un des points clé de la

négociation porte sur le rôle de l'OTAN dans la force internationale, les Occidentaux exigeant qu'il soit central. L'état-major allié va disposer de quatre-vingt-dix avions supplémentaires, ce qui portera à mille deux cents le nombre d'appareils engagés

contre la Yougoslavie. Notre envoyé spécial, Rémy Ourdan, s'est rendu au Kosovo, à Kosare, non loin de la frontière albanaise, site de la seule victoire remportée par l'UCK (Armée de libération du Kosovo). Lire pages 2, 3 et 4

Vauvert : enquête sur les tensions entre communautés en Petite Camargue

QUATRE jours après les violences de Vauvert (Gard), qui ont fait un mort et six blessés, la tension s'est, peu à peu, apaisée en Petite Camargue, mais reste perceptible. Pour les élus et les travailleurs sociaux, ces heurts sont liés au fait que les adolescents issus de l'immigration n'acceptent plus de vivre dans les ghettos construits pour leurs pères. « Les jeunes de seize à vingt-cinq ans sont plus virulents [que leurs aînés], souligne la directrice du centre de loisirs de Vauvert. Ils acceptent moins d'être tenus à l'écart. » Pour le sociologue montpelliérain Mohand Khellil, les ingrédients de ces violences sont « le chômage, une scolarité médiocre et, surtout, des jeunes qui ont pour modèle la société française, qui veulent être des jeunes comme les autres, et qui se laissent moins faire quand leur francité est niée. » Lire page 10

Le Japon s'attaque au fantasme masculin de la « Lolita »

TOKYO de notre correspondant

Pays où vidéos et magazines pédophiles abondent, et où les « Lolita » en uniforme marin de collégiennes sont un grand fantasme masculin, le Japon a adopté une loi interdisant les rapports sexuels rémunérés avec des mineurs de moins de dix-huit ans ainsi que la vente, la détention, l'importation et l'exportation de matériel pornographique pédophile. Cette loi, votée à l'unanimité par la Chambre basse, mardi 18 mai, s'applique aux Japonais dans l'archipel comme à l'étranger. Jusqu'à présent, la législation assez vague variait selon les préfectures et des poursuites ne pouvaient être engagées que si le mineur était âgé de moins de treize ans et portait plainte pour viol. La nouvelle loi vise également à enrayer la diffusion de matériel pornographique via Internet dont le Japon est l'un des principaux producteurs. Ceux qui enfreignent ses dispositions sont passibles de peines pouvant aller jusqu'à trois ans de prison et d'une amende de 1 million à 3 millions

de yens (environ 40 000 à 120 000 francs, 6 100 à 18 300 euros). Dans tous les « bons » pornoshops, on trouve une large variété de magazines ou de publications véhiculant des photographies d'enfants non pubères ou d'adolescentes dans des positions plus ou moins provocantes. La plupart sont vendues enveloppées sous un plastique transparent fermé. D'autres sont feuilletées sur place. Beaucoup des enfants photographiés sont originaires de pays d'Asie du Sud-Est. Les adolescentes sont pour la plupart japonaises. On trouve aussi des publications pornographiques dans des distributeurs automatiques. Deux phénomènes ont conduit les autorités à intervenir. D'une part, la prolifération du matériel pédophile sur des sites Internet dont, selon Interpol, le Japon serait le premier pourvoyeur. L'autre phénomène est celui, marginal mais préoccupant, de la prostitution de collégiennes. Baptisée par les médias de l'euphémisme « enjo kosai » (« soutien financier à la sociabilité »), cette

nouvelle forme de prostitution s'est développée depuis quelques années avec les clubs de rencontre par téléphone, qui ont proliféré grâce à l'explosion des portables et dont les publicités sur des affichettes autocollantes abondent dans les cabines publiques. On trouve également ces publicités sur le Web. « Enjo kosai » satisfait l'un des fantasmes masculins abondamment présent dans les publications pornographiques. Ce fantasme, baptisé « rorikon » - le « complexe Lolita », expression forgée à partir du titre du livre de Vladimir Nabokov, qui a pour thème l'obsession d'un homme mur pour une jeune fille - est depuis des décennies à l'origine de solides recettes pour l'industrie du sexe au Japon. Largement approuvée, la nouvelle loi provoque néanmoins des critiques. La définition de la pornographie pédophile demeure vague et le Conseil pour l'éthique de l'édition a publié un communiqué mettant en garde contre les risques d'atteinte à la liberté d'expression. Philippe Pons Lire pages 16 et 17

Cap sur le roman

LE FESTIVAL Etonnants voyageurs de Saint-Malo fête ses dix ans, du 20 au 24 mai. A l'occasion de cet anniversaire, *Le Monde* a laissé carte blanche à Michel Le Bris, le fondateur de ce mouvement, pour une littérature « voyageuse, aventureuse, ouverte sur le monde, soucieuse de le dire ». Le roman, chef-d'œuvre en péril ? Sept écrivains nomades ont accepté de s'interroger sur le sort de la littérature. Joseph O'Connor, Yann Queffelec, Rolo Diez, Jim Harrison, Jean Vautrin, Patrick Raynal et Patrick Rambaud disent avec ironie et enthousiasme, dans des textes inédits, leur folle envie de raconter des histoires. Lire pages 16 et 17

■ Voyage en Estrémadure

Région du centre-ouest de l'Espagne, l'Estrémadure a fourni beaucoup des conquistadors partis faire fortune en Amérique. Egalement en pages Voyages, les Pays-Bas à bicyclette, un week-end taurin dans le Gers. p. 30 à 32

■ Cotisations sociales : critiques

Après l'annonce du plan de réforme des cotisations patronales, élaboré par M^{me} Aubry et M. Strauss-Kahn, la droite se montre très critique. Des déceptions sont perceptibles dans la majorité. p. 9 et notre éditorial p. 22

■ Silence, on tond

Le jardinage peut faire du bruit, c'est la vie. Entre interdictions dominicales et voisinage grincheux, il faut faire preuve de diplomatie pour réussir à tondre sa pelouse. p. 34

■ Les objectifs d'Hachette

Après une bonne année 1998 de sa filiale presse, le groupe Lagardère pourrait lancer un nouveau titre en septembre, peut-être un mensuel masculin. p. 25

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2,50 \$.



LE TEMPS RETROUVÉ

un film de RAOUÏ RUIZ

ARIELLE DOMBASLE CHIARA MASTROLIANNI EDITH SCOB ELSA ZYLBERSTEIN CHRISTIAN VADIM MELANI POPAUD MATHILDE SEIGNER JACQUES PÉRIER HELENE SURGERE GEORGES DU FRESNE DOMINIQUE LABOURIER PHILIPPE MORIER-GENOUD

LE 19 MAI

Le désarroi des démocraties dans la guerre

FACE À LA GUERRE, les démocraties sont « unies dans la réticence », notait, il y a quelques années, le polémologue Philippe Delmas, confirmant une vieille prédiction de Kant selon laquelle les « vraies » Républiques renonceraient peu à peu à vider leurs querelles par les armes. Lorsque, à l'inverse, les démocraties s'unissent pour surmonter cette réticence et livrer une guerre, comme aujourd'hui au Kosovo, elles restent en proie aux doutes, aux scrupules et aux inquiétudes. Elles s'interrogent sans cesse - et c'est à leur honneur - sur l'efficacité et la justesse de leur combat. Ce questionnement soucieux réduit inévitablement leur liberté d'action. La perplexité, voire le désarroi, des démocraties accrues à l'usage de la force, sont d'autant plus grands que l'effondrement du communisme en Europe avait, depuis dix ans, éloigné la guerre de leur horizon. La culture de l'affrontement, qui forgea le continent pendant des siècles et le maintint aux aguets durant la guerre froide, semblait avoir déserté les vieilles puissances apaisées. Dans les Balkans, la France et la Grande-Bretagne donnèrent longtemps le sentiment de se résigner au pire, d'abdiquer devant l'indignité, de préférer la gesticulation à l'intervention. Les criminels, impunis, eurent le champ libre. L'impuissance fit des ravages, aggravée par la pesanteur du système onusien. L'entrée en scène des Etats-Unis, les accords de Dayton sur la Bosnie, l'épuration ethnique au Kosovo et l'échec des négociations de Rambouillet ont modifié les esprits des dirigeants occidentaux, finalement convertis à l'inéluctabilité du recours aux armes. Pourtant, après cinquante-cinq jours de frappes aériennes, la réticence initiale a laissé son empreinte sur les comportements. « La communauté occidentale a choisi de faire la guerre tout en expliquant au monde, et en s'expliquant à elle-même, qu'elle ne la faisait pas », observe Dominique David, chargé de mission auprès de l'Institut français des relations internationales (IFRI). D'où la mise en œuvre d'une stratégie « doublement hérétique », et étrangère à la culture militaire des Européens : la déconnexion entre les bombardements et une éventuelle opération terrestre, exclue dès l'origine ; l'autolimitation des raids aériens. Jean-Pierre Langellier Lire la suite page 22

Gare à la bulle !



JEAN-CLAUDE TRICHET FAIBLESSE de l'euro, impact de la guerre au Kosovo, bulle spéculative, gestion des finances publiques, fusions bancaires : le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, commente, dans un entretien au *Monde*, l'actualité économique et financière internationale. Et en profite pour adresser quelques recommandations à Lionel Jospin. Lire page 23

International	2	Tableau de bord	26
France	8	Aujourd'hui	29
Société	10	Météorologie, jeux	34
Régions	12	Culture	35
Carnet	14	Guide culturel	37
Horizons	16	Kiosque	38
Entreprises	23	Abonnements	38
Communication	25	Radio-Télévision	39



A Kosare, les combattants kosovars face à l'artillerie, aux mines antipersonnel et aux snipers serbes

KOSARE (Kosovo)
de notre envoyé spécial
La relève s'apprête à quitter le baraquement. Ils sont une vingtaine de soldats de l'Armée de li-

REPORTAGE

« Cette armée est jeune. Elle connaît mal la guerre »

bération du Kosovo (UCK), jeunes, souvent fraîchement arrivés de pays étrangers et sans expérience de la guerre. Le commandant Esad, trapu, barbu, une vilaine verrue plantée au-dessous de l'œil droit, passe les hommes en revue.

À ses côtés, un officier des « commandos Delta Force », considérés comme l'élite de l'UCK, donne des consignes. La nuit va bientôt tomber, ce mardi 18 mai et, comme tous les soirs, la danse macabre va commencer sur le front de Kosare.

Kosare, c'est l'unique victoire des combattants kosovars depuis le lendemain de l'opération « Force alliée » de l'OTAN en Yougoslavie. Défaite dans son bastion de la Drenica, repoussée loin des villes de Pristina, Pec, Prizren, l'UCK subit, à l'intérieur du Kosovo, revers sur revers. Elle tente, certes, de ravitailler ses troupes piégées à l'intérieur de la province, mais la forte présence militaire serbe aux frontières de l'Al-

banie, de la Macédoine et du Monténégro interdit le passage de véritables convois d'armes et de munitions. Alors, l'espoir des guérilleros est de revenir un jour en force au Kosovo à partir de leurs bases albanaises.

Le camp de Padesh, à 5 kilomètres de Kosare, de l'autre côté de la frontière, est l'une de ces bases militaires qui n'ont aucune existence officielle en Albanie. Tout à la fois camp d'entraînement, base logistique, poste de commandement, Padesh - quartier général de la brigade 138 - s'étend dans les montagnes du nord du pays, sous l'œil protecteur de l'armée de Tirana. C'est de là qu'est partie, le mois dernier, la seule offensive victorieuse menée contre les forces serbes qui gardent la frontière.

« Nous avons attaqué Kosare à l'aube, le 9 avril. C'était le point le plus important le long de la frontière, une caserne fortifiée d'où partaient les patrouilles serbes », raconte le commandant Esad Mjekva. Les Serbes ont apparemment été surpris par l'audace inhabituelle d'une guérilla kosovare qui ne mène presque jamais d'actions offensives. Dans la caserne de Kosare, ils ont abandonné des armes lourdes, des caisses de munitions, des véhicules blindés. Dans une réserve sont encore entassés des sacs de farine, de riz, de sucre et de haricots blancs.

L'UCK s'est ainsi enfoncée d'une dizaine de kilomètres au Kosovo. Mais cette conquête lui coûte très cher. Le corridor de dix kilomètres est étroit et les positions kosovares sont quotidiennement bombardées de trois côtés par l'armée serbe. Chaque jour qui se lève apporte son lot de blessés, le plus souvent par éclats d'obus de mortier. Des snipers sévissent durant la journée. Et la région est particulièrement minée. Les blessés sont conduits du front à Kosare à pied, puis de Kosare à Padesh en camion avant d'être évacués vers

Bajram Curri, principale ville de la région, dont l'hôpital réserve un bâtiment spécial aux combattants kosovars. Il y a trois jours ont été évacués deux volontaires français, vétérans des guerres de Croatie et de Bosnie-Herzégovine, engagés dans la brigade 138. L'un a été grièvement blessé en marchant sur une mine antipersonnel.

ACCROCHAGES FRÉQUENTS

Les Serbes ont tenté à trois reprises, selon le commandant Esad, de reprendre Kosare. Sans succès. L'armée de libération du Kosovo a reçu le soutien propice de l'OTAN, qui a justement bombardé des positions yougoslaves dans la région, et de l'armée albanaise dont un tank, il y a cinq jours, pilonnait une colline par-delà la frontière.

Les accrochages se sont d'ailleurs multipliés entre les deux armées. « Le dernier incident sérieux s'est produit le 11 mai lorsque les Serbes se sont avancés de deux kilomètres en Albanie durant quelques heures et que les forces de Tirana ont combattu au côté de l'UCK », raconte un observateur européen à Bajram Curri. L'armée albanaise a une stratégie assez claire de ne pas provoquer les forces serbes, mais les accrochages sont fréquents.

A Kosare, les soldats se mettent en route pour le front. Il pleut. Peu après quinze heures, les tirs commencent à retentir, venant de chaque colline. Un sniper, sorti de sa position et camouflé dans la forêt, tente de tuer dans la cour de la caserne. Cinq hommes partent en courant afin de l'affronter. Des mortiers entrent en action. « Les Serbes vont se déchaîner aujourd'hui, comme à chaque fois que le ciel est nuageux, car ils savent qu'ils n'ont pas trop à craindre les avions de l'OTAN », songe un soldat qui noue un foulard kaki autour de sa tête.

La peur se lit sur les visages, jusque dans les yeux d'un solide gaillard de « Delta Force ». Un adolescent achève de préparer le fusil kalachnikov qu'il vient de nettoyer en se trompant dans l'ordre d'assemblage des pièces. « Cette armée est jeune. Elle connaît mal la guerre », dit un soldat.

Les plus aguerris des combattants sont le plus souvent restés à l'intérieur du Kosovo lors de l'offensive serbe d'avril, réfugiés au sommet des montagnes ou dans les vallées inaccessibles. Kosare est la tête de pont de la « nouvelle UCK », celle d'Albanie, largement composée de Kosovars venus du monde entier, patriotes, déterminés, naïfs. Cette UCK-là a pour mission de ramener le peuple du Kosovo dans ses foyers. Pour l'instant, l'horizon se situe à dix kilomètres de la frontière. Un horizon de tranchées boueuses, mal creusées, et de bosquets où l'ennemi guette.

Hector Forest

Rémy Ourdan

Affaiblie, l'UCK demande des armes

L'ARMÉE de libération du Kosovo (UCK) a de nouveau plaidé, mardi 18 mai à Tirana, en faveur d'une levée de l'embargo sur les armes à destination de la province. « Cette guerre ne peut s'achever que par la victoire et il y a deux façons d'y parvenir : soit armer l'UCK, soit déployer une force de l'OTAN », a confié le porte-parole de la guérilla indépendantiste, Jakup Krasniqi.

L'UCK est aujourd'hui dans une position militaire délicate, même si les frappes de l'OTAN la protègent dorénavant du gros des opérations que les forces serbes menaient auparavant à grand renfort de blindés et d'artillerie. Il y a quelques mois encore, la guérilla revendiquait 25 000 combattants et affirmait contrôler 30 % du territoire du Kosovo. A en croire, début mai, la revue britannique spécialisée, *Jane's Defence Weekly*, l'UCK ne compte plus dans ses rangs que 4 000 combattants au Kosovo, « enfermés » dans trois petites poches de résistance difficilement accessibles aux forces serbes. L'essentiel des

troupes présentes avant les frappes de l'OTAN aurait déposé les armes pour se fondre dans les flots de réfugiés ou se serait replié sur l'Albanie où l'UCK dispose de camps d'entraînement, notamment dans les environs de Tropoja, de Kukës et de Bajram Curri - proches de la frontière albanano-yougoslave - ainsi que vers Tirana.

NOUVEAU CHEF

« Les rangs de l'UCK sont plus clairsemés qu'avant mais ceux qui sont restés se sont aguerris au combat », note toutefois un militaire occidental. Contrairement aux affirmations de Belgrade, l'activité de l'UCK n'a pas été réduite à néant. Citant un officier yougoslave, l'envoyé spécial du *Los Angeles Times* à Pristina, l'un des rares journalistes étrangers présents depuis le début des frappes, rapporte un nombre croissant d'attaques menées, depuis début mai, contre les Serbes par de petits groupes de guérilleros.

La nomination, confirmée le 13 mai, d'un nouveau chef d'état-

major de l'UCK n'y est sans doute pas étrangère. Agim Ceku (trente-neuf ans, originaire des environs de Pec), général de brigade de l'armée croate jusqu'en février 1999, dispose de l'expérience militaire qui fait tant défaut à l'UCK. Capitaine dans l'armée yougoslave avant de faire défection en 1991 dans les forces armées croates, Ceku y avait notamment dirigé en 1993 l'offensive victorieuse sur Medak. Il est l'un des stratèges de l'opération « Storm », au cours de laquelle l'armée croate avait défait les Serbes en 1995.

Agim Ceku est susceptible de réorganiser l'UCK ainsi que de renforcer la discipline et l'entraînement de base. Car la petite percée de Kosare (lire ci-dessus) est encore loin de ce « corridor » rêvé qui permettrait aux indépendantistes d'approvisionner en armes et en combattants frais l'intérieur de la province. « Tout ce qui nous parvient arrive en très petites quantités, tout le matériel est porté sur les épaules. (Nous tentons) de nous ar-

mer en reprenant aux Serbes leurs armes (...) pour réduire le plus possible leur supériorité objective », a reconnu Agim Ceku à l'UCK, un entretien publié, samedi 15 mai, par le journal croate *Novi List*.

Mais l'UCK s'organise. En octobre 1998, la police suisse démantelait une filière de trafiquants d'armes kosovars. En février, Belgrade affirmait avoir saisi pour plus d'un demi-million de dollars d'armes, de munitions et d'uniformes dissimulés dans un camion en provenance de Zagreb. Les Serbes affirment également qu'un millier de « mercenaires » d'Albanie, d'Arabie saoudite, du Yémen, d'Afghanistan, de Bosnie et de Croatie, ainsi que des instructeurs britanniques et apparemment quelques Français, ont rejoint les rangs de l'UCK. En fait, ces renforts « extérieurs » seraient surtout des volontaires de la diaspora albanaise, motivés par la cause mais largement inexpérimentés.

Christophe Châtelot

VU A LA TÉLÉVISION SERBE

« Les responsables devront payer pour les dommages infligés »

AVANT d'annoncer que la Yougoslavie était « ouverte » au dialogue sur les principes définis par le G 8 pour le règlement du conflit au Kosovo, la télévision serbe a jugé bon, mardi 18 mai, de bien préparer le terrain en dressant d'abord la liste des sites touchés par l'OTAN. Mais, comme pour montrer que c'est là tout ce que peut faire l'Alliance, la caméra a saisi au passage, parmi les images de destruction, quelques paysans occuper à travailler leur champ à côté d'un pont d'autoroute détruit. Elle a ensuite diffusé un reportage, tourné sur la frontière albanaise, montrant des soldats yougoslaves en position, leurs armes braquées vers l'ennemi. On a même distingué ce dernier au loin, en l'occurrence la silhouette d'un hélicoptère Apache, posé sur la crête d'une colline, et un second appareil qui rôde sans oser s'approcher. Puis, direction Pristina, au Kosovo : on découvre une

ville où la vie s'écoule de façon très normale : rues animées, boutiques bien approvisionnées... Un boulanger, au fournil, affirme qu'il est pour la paix et contre l'agression de l'OTAN.

Finalement, c'est Nebojsa Vujovic, porte-parole du ministère des affaires étrangères, qui a annoncé, lors d'une conférence de presse, que « la déclaration du G 8 constitue un élément du processus de paix et nous y sommes ouverts malgré certaines réserves ». De fait, « nous avons besoin d'éclaircissements supplémentaires sur la concrétisation de ces principes », ce qui sera peut-être rapidement fait puisque, « prêts au dialogue, nous attendons la prochaine visite de Viktor Tchernomyrdine », prévut jeudi. Belgrade évoque une autre condition : « Il faudra que les responsables payent pour les dommages infligés. »

Puis le journal a affirmé que, partout dans

le monde, les opinions publiques sont de plus en plus hostiles à l'action de l'OTAN. Dans ces conditions, la population serbe se doit de tenir. Surtout lorsque le pays est confronté à une « violence jamais vue dans l'histoire » face à laquelle « nous sommes tous à égalité de droit dans les souffrances », comme l'a affirmé le ministre de la santé, Leptosava Milicevic. Il ne faudrait donc surtout pas céder maintenant et écouter les voix d'une « cinquième colonne » dénoncée hier par un porte-parole du Parti socialiste serbe (SPS), en parlant de Milo Djukanovic, Zoran Djindjic et Vesna Pesic. La nuit dernière, des inconnus, comme l'a montré la télévision, ont peint en rouge la façade du siège du parti de Zoran Djindjic, en inscrivant - ce qui n'est pas apparu à l'image - « Ceci est ton sang ! ».

Hector Forest

Rémy Ourdan



Les pays arabes veulent juger Ehoud Barak « sur ses actes »

Les premières déclarations du nouveau premier ministre israélien ne sont pas très encourageantes pour les Palestiniens. Yasser Arafat demande une reprise rapide des pourparlers de paix et l'arrêt de « toute activité de colonisation et de confiscation des terres »

Les Etats-Unis ont manifesté, mardi 18 mai, leur volonté de ne pas laisser mourir les chances d'un règlement définitif de paix entre Israéliens et Palestiniens, au lendemain de la victoire du travailliste Ehoud Ba-

rak aux élections générales israéliennes. Le président Bill Clinton est « prêt à retrouver ses manches » pour faire aboutir « le plus vite possible » le processus de paix israélo-palestinien, a déclaré un haut res-

ponsable de la Maison Blanche. « C'est un solide mandat pour la paix et la sécurité », a déclaré M. Clinton, en félicitant au téléphone M. Barak. Il a également joint au téléphone le président de l'Autorité palesti-

nienne, Yasser Arafat, pour lui réaffirmer sa « détermination à faire avancer le processus de paix ». Le gouvernement palestinien, réuni en séance extraordinaire, a appelé M. Barak à stopper la colonisation. Les

pays arabes ne font pas mystère de leur soulagement après l'échec de Benyamin Nétanyahou, mais ils entendent juger le nouveau premier ministre israélien sur le terrain.

PREMIÈRES déclarations du nouveau premier ministre israélien, Ehoud Barak, premières inquiétudes palestiniennes. « Nous allons nous employer à ce que les Palestiniens se séparent en suivant quatre principes fondamentaux, a déclaré M. Barak dès son élection lundi 17 mai. Jérusalem restera unie sous notre souveraineté pour l'éternité. Il n'y aura pas de retour (...) aux frontières de 1967 (...), pas d'armée étrangère à l'ouest du Jourdain [en Cisjordanie]. Et la majorité des colons de Judée-Samarie [Cisjordanie] vivront dans les implantations sous notre souveraineté ».

« J'aimerais penser, commente Leïla Shahid, la déléguée générale de Palestine en France, que ces propos étaient le dernier discours du candidat Barak et non le pre-

mier discours du premier ministre Barak. » M^{me} Shahid est d'autant plus à l'aise pour dire son « inquiétude », qu'elle a accueilli « avec un grand soulagement la défaite de Benyamin Nétanyahou et du parti Likoud », a-t-elle déclaré au Monde, et qu'elle « considère que M. Barak peut réactiver l'héritage d'Itzhak Rabin, son ami et son mentor, et reprendre le processus de paix ».

« Deux questions essentielles pour les Palestiniens » suscitent son inquiétude : les colonies de peuplement et Jérusalem. Les colonies, rappelle-t-elle, « ont été utilisées par M. Nétanyahou comme le moyen le plus efficace pour saboter la continuité géographique et la cohérence des territoires palestiniens et tenter d'empêcher la création d'un Etat palestinien ». « D'une certaine manière, ajoute-t-elle, lorsque M. Barak dit que ces colonies vont rester sous souveraineté israélienne, il se contredit lui-même puisque c'est un arrêt de mort de l'Etat palestinien. Il est en effet impensable qu'un statut d'extraterritorialité pour ces colonies ne nécessite pas la présence de l'armée israélienne pour les protéger, ce qui conduira à labantoustanisation des territoires palestiniens. »

Quant aux déclarations d'Ehoud Barak sur Jérusalem, elles « contredisent totalement » la Déclaration de principes « signée par Itzhak Rabin et qui prévoit des dis-



ussions sur toute la ville de Jérusalem, dans le cadre des négociations finales (de paix), incluant aussi les colonies, les réfugiés, l'eau et les frontières », estime M^{me} Shahid.

Le président de l'Autorité palestinienne s'est entretenu, mardi, par téléphone avec le nouveau premier ministre israélien pour lui demander d'accélérer la reprise des pourparlers de paix. Et le gouvernement palestinien a d'ores et déjà demandé que soient arrêtés les dégâts faits par le gouverne-

ment israélien sortant, d'après un communiqué publié au terme d'une réunion extraordinaire à Gaza. M. Barak doit faire stopper « toute activité de colonisation et de confiscation des terres de la part des colons », lesquels « mettent en péril la paix », indique le communiqué. Le gouvernement palestinien exprime par ailleurs l'espoir que l'élection d'Ehoud Barak « ouvrira une nouvelle ère qui permettra aux Israéliens de jouir de la sécurité, et aux Palestiniens d'obtenir la

reconnaissance de leur droit à créer un Etat indépendant avec Jérusalem-Est pour capitale ».

De tous les gouvernants arabes, le roi Abdallah II de Jordanie est bien le seul à être « très très optimiste » pour l'avenir du processus de paix. Les autres ne cachent pas leur soulagement de voir partir Benyamin Nétanyahou et espèrent que les choses iront mieux avec son successeur. Les deux pays concernés au premier chef, et qu'un contentieux territorial oppose à l'Etat hébreu, la Syrie et le Liban, sont d'une prudence de serpent. Le premier ministre libanais, Sélim El Hoss, a même déclaré à l'Agence France-Presse qu'il ne trouvait aucune dissemblance entre M. Nétanyahou et M. Barak.

BOMBARDEMENTS QUOTIDIENS

C'est que Beyrouth est échaudé par vingt et une années d'occupation du sud du Liban par l'armée israélienne et que les gouvernements successifs israéliens – qu'ils soient de droite ou de gauche – n'ont rien changé. Pis. C'est sous des gouvernements travaillistes qu'Israël a lancé, en juillet 1993, puis en avril 1996, deux de ses plus agressives opérations « punitives » contre le Liban, sous les appellations justicières « Rendre justice » et « Raisons de la colère ». Sans oublier les bombardements quotidiens par l'artillerie ou l'aviation israélienne de cibles au sud du Li-

ban et dans la Bekaa (centre du pays). La presse syrienne faisant office de miroir des états d'âme du pouvoir, Damas se borne pour le moment à exprimer des souhaits. *Techrine*, l'organe du gouvernement, a invité M. Barak à procéder à « un changement radical » dans la politique de son pays « dans le sens d'un retrait total des territoires arabes occupés et d'une paix juste et globale, conforme aux résolutions des Nations unies ».

L'Egypte, qui a souvent joué les facilitateurs du dialogue israélo-palestinien et que le premier ministre israélien sortant avait fini par décourager totalement, veut accorder du crédit à M. Barak. Le président Hosni Moubarak s'est empressé de le féliciter. Le Caire, a déclaré le ministre des affaires étrangères Amr Moussa, est disposé à « tendre la main » au nouveau premier ministre et à « coopérer avec lui, dans la mesure où sa politique visera à sauver le processus de paix ».

La Ligue arabe, elle, ne veut pas « placer trop d'espoir dans le nouveau gouvernement israélien » et attend de le « juger sur ses actes ». Les journaux des pays du Golfe invitent leurs gouvernants à ne pas pavoiser, les différences entre la droite et la gauche israéliennes sur le processus de paix n'étant pas, selon eux, évidentes.

Mouna Naïm

La débâcle du « parti des colons »

LE SUCCÈS exceptionnel du parti séfaraïte ultraorthodoxe Shass a masqué, un temps, l'autre grande conséquence de l'élection législative de lundi 17 mai en Israël, aux incidences bien plus importantes pour l'avenir de la région. Il s'agit de l'effondrement du « parti des colons », cette coalition hétérogène qui, depuis des années, agit comme un lobby défendant quasi exclusivement les intérêts des habitants israéliens des territoires arabes occupés depuis juin 1967.

Ce « parti » qui ne dit pas son nom était sorti renforcé comme jamais de l'élection de mai 1996. Il pouvait compter sur une grosse moitié des 22 députés du Likoud, sur 6 députés sur 9 du Parti national religieux (PNR), ceux liés au Gouch Emounim, le Bloc de la foi des colons religieux ultranationalistes, sur les 5 élus du parti nationaliste laïque de l'ex-chef d'état-major Raïfaël Eytan, le Tsomet (Carrefour), sur 2 députés du Moledet (Patrie), prônant la déportation des Palestiniens hors des territoires comme « solution » à tous les problèmes, et enfin sur les 4 parlementaires du parti de la Troisième Voie d'Avigdor Kahalani, une scission « sécuritaire » des travaillistes devenue le lobby particulier des colons du plateau du Golan. Soit, au total, un bloc de 30 parlementaires – le quart de l'Assemblée.

TEL UN « BLANC-SEING »

Ce bloc est aujourd'hui en déconfiture, réduit de moitié, malgré l'entrée à la Knesset de trois élus « russes » d'extrême droite. Pinhas Wallerstein, président du Yécha, le Conseil des colonies de Judée-Samarie, a d'ailleurs démissionné dès mardi, expliquant qu'il tirait les conclusions personnelles de cet « effondrement ». Ainsi, l'Union nationale, emmenée par Benny Begin, Hanan Porat du Bloc de la foi et Rehava'am Zéévi du Moledet, ne remporte que trois sièges. Le Likoud a perdu plus du tiers de sa représentation, et les partisans du Grand Israël en son sein tout autant. Et surtout, Tsomet et la Troisième Voie ont, tout simplement, été rayés de la carte parlementaire.

La disparition de ce dernier parti, en particulier, est lourde de signification. Ce n'est sans doute pas un hasard si, dès la nuit ayant suivi sa victoire, Ehoud Barak a réitéré la promesse faite à ses électeurs de retirer les troupes israéliennes du Liban sud dans un an au plus tard. Certes, beaucoup de promesses, dans l'histoire du Proche-Orient, n'ont engagé que ceux qui y ont cru. Mais il est certain que le règlement de la question libanaise dépendra, pour beaucoup, des relations entre Jérusalem et Damas. De ce point de vue, l'élimination du parti-lobby des colons du Golan de la nouvelle Knesset induit que le nouveau premier ministre a reçu comme un « blanc-seing » pour restituer le plateau à la Syrie, dans le cadre d'un accord de paix – comme s'y était engagé Itzhak Rabin.

Sylvain Cypel

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Moins de quarante-huit heures après l'écrasante victoire d'Ehoud Barak, Israël paraît avoir oublié Benyamin Nétanyahou, dont on a peine à croire qu'il était, il y a encore quelques jours, le chef du gouvernement. A Jérusalem, non loin de la résidence officielle du premier ministre, la place de France qui, quelques jours avant l'élection, était recouverte de ses affiches et de calicots en faveur de l'un ou de l'autre des candidats, a été soigneusement nettoyée.

Que reste-t-il, le jour d'après, du passage de M. Nétanyahou aux affaires ? « C'est comme s'il avait été zappé », commente avec soulagement une jeune habitante de Jérusalem. « Vous ne pouvez pas comprendre » : la phrase revient constamment lorsqu'on interroge les adversaires de l'ancien premier ministre, à propos de leurs angoisses pré-électorales. La victoire de M. Nétanyahou, en 1996, malgré l'assassinat d'Itzhak Rabin qui, logiquement, aurait dû lui interdire tout espoir, les avait tellement traumatisés qu'ils ne pouvaient pas penser que, cette fois, le tombeur de Shimon Pérès perdrait.

Mais l'homme que ses adversaires avaient tellement diabolisé qu'il en paraissait invincible est parti, brusquement, avec même un certain panache, et personne ne glose sur son mince héritage. Pas même ses amis, qui se sont abstenus de lui rendre tout hommage

personnel. Pour l'heure ils sont surtout préoccupés d'assurer leur survie politique et celle du Likoud, qui a perdu des centaines de milliers d'électeurs.

Mardi, les dirigeants du Likoud ont désigné Ariel Sharon comme président intérimaire du parti. A cause de ses presque soixante-douze ans, M. Sharon n'est pas considéré comme un obstacle à l'ambition de ses camarades plus jeunes. Il sera notamment chargé d'organiser la procédure permettant de désigner le prochain chef du Likoud. Dès mardi, le ministre des finances sortant, Meïr Sheerit, s'est porté candidat. Un autre postulant, le maire de Jérusalem Ehoud Olmert, pourrait entrer dans la course. M. Sheerit appartient à la fraction la moins droitière de son parti, globalement favorable au processus de paix. Quant à M. Olmert, il ne faisait pas mystère de ses ambitions, ni ne cachait ses divergences avec M. Nétanyahou.

L'ALLÉGRESSE DU SHASS

Le comportement modeste et réservé des officiels du Likoud contraste avec l'allégresse du Shass, dont des milliers de partisans, mardi soir, se sont réunis dans une salle de Tel Aviv pour célébrer leur victoire. Avec dix-sept députés, contre dix précédemment, le Shass, parti ultraorthodoxe qui rassemble surtout les séfaraïtes modestes, apparaît comme l'étoile montante de la politique. Beaucoup de commentateurs pensent que son score n'est qu'un

début, qui prélude à une recomposition complète de la droite. « Sera-t-il bientôt possible d'être de droite et laïque ? », se demande ainsi le professeur Denis Charbit, en soulignant le tribut payé par le Likoud, traditionnelle formation de la droite laïque et populaire, au renforcement du Shass, désormais le parti ultraorthodoxe de très loin le plus important.

La question n'est pas que théorique. Ehoud Barak, qui a entrepris ses premières démarches en vue de construire sa majorité gouvernementale, devra rapidement décider s'il y inclut ou non le Shass. Ce dernier, qui avait soutenu M. Nétanyahou lors de la précédente campagne, a clairement laissé entendre qu'il était prêt à en faire autant avec son successeur. Mardi, son chef, Ariéh Déri, a en effet annoncé qu'il démissionnait de son poste de député, tout en gardant la direction du parti, qui est, selon lui, un « mouvement », plus social et religieux que politique. M. Déri, qui vient d'être condamné à quatre ans de prison pour corruption, est dans l'attente d'un jugement d'appel devant la Cour suprême. A en juger par le caractère accablant du dossier, la sanction a toutes les chances d'être confirmée.

Avant les élections, Ehoud Barak avait indiqué qu'il n'intégrerait pas dans son gouvernement les représentants d'un parti dont le chef est un repris de justice. La démission de M. Déri suffira-t-elle à lever l'interdit ? C'est

La droite israélienne se réorganise en vue du nouveau jeu politique

Les amputés qui ont survécu sont les témoins les plus visibles de la campagne de terreur que la rébellion sierra-léonaise mène contre les populations civiles depuis le début de 1998. Ces mutilations, ces viols, ces tortures, ces exécutions ont provoqué une fuite éperdue des populations vers la Guinée. Ce pays qui accueillait déjà des centaines de milliers de réfugiés, libériens puis sierra-léonais, en a vu arriver 200 000 en 1998, selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

Depuis le début de l'année 1999, le flux s'est tari. Non pas que la situation se soit améliorée en Sierra Leone. Mais, dans le nord du pays, à la frontière avec la Guinée, il ne reste plus personne. Les habitants ont fui ou ont été massacrés. Dans quelles proportions ? Personne ne le saura jamais.

Pour la rébellion, l'important était de s'assurer du contrôle des mines de diamant de la région de Kono, un peu plus à l'intérieur du pays, et de se venger sur la population des revers militaires qui leur ont été infligés. Ces objectifs atteints, les rebelles ont laissés les

zones frontalières se vider. Depuis quelques mois, les autorités guinéennes ont interdit aux réfugiés de retourner en Sierra Leone. « Lorsque les réfugiés regagnent leurs villages pour travailler les champs, les rebelles attaquent les zones guinéennes où ils se sont établis », explique Mamadouba Tounkara, préfet de Gueckedou.

COUPÉS DE TOUT

Dans ce coin de Guinée qui s'enfonce en territoire sierra-léonais, où – mystère des frontières coloniales –, de part et d'autre, les populations parlent les mêmes langues, les réfugiés sont coupés de tout. De nombreux camps se sont installés à proximité des villages, à moins de vingt kilomètres de Gueckedou, mais les pistes sont en si mauvais état qu'il faut deux, trois, voire cinq heures, en saison des pluies, pour y arriver. Le HCR, des agences de coopération nationales et des organisations non gouvernementales (ONG) ont aidé ces nouveaux réfugiés à s'installer à côté d'anciennes générations de Libériens et de Sierra-Léonais arrivés au rythme des guerres civiles qui ont ruiné ces pays depuis 1989.

apparemment ce qu'espèrent les dirigeants du Shass, qui savent que son réseau d'écoles et d'institutions charitables et, accessoirement, son appareil, dépendent étroitement des subventions gouvernementales et du contrôle de quelques ministères.

« LARGE UNION »

Mais, déjà, d'autres partis susceptibles d'intégrer la coalition gouvernementale, telles les formations laïques Shinoui et Meretz, ont indiqué qu'ils n'y entreraient pas s'ils devaient y côtoyer les partisans de M. Déri. Et, lundi, alors que M. Barak fêtait sa victoire sur une place de Tel Aviv, on a nettement entendu monter des rangs de la foule des cris de « Pas le Shass ! Pas le Shass ! », lorsque le nouveau premier ministre avait évoqué le gouvernement de « large union » qu'il comptait former. Dans un entretien publié, mercredi 19 mai par *Maariv*, Ehoud Barak a réaffirmé sa volonté d'un gouvernement « aussi large que possible », mais il a aussi précisé qu'il ne traiterait pas avec le Shass, « parti important et légitime », s'il avait le sentiment qu'Ariéh Déri continuait à le diriger « à distance ou par le biais d'émissaires ».

Certains croient pouvoir en conclure que M. Barak privilégierait un gouvernement comprenant les membres d'un Likoud renoué, plutôt que ceux du Shass.

Georges Marion

En Guinée, les victimes de la guerre en Sierra Leone se sentent oubliées du monde

GUECKEDOU (Guinée)

de notre envoyé spécial

Le 14 novembre 1998, les rebelles sierra-léonais ont coupé les mailles de Sayo Asoumana, Ras-

REPORTAGE

Dans les camps où s'entassent des milliers de réfugiés

heed Kamara et Fala Komba. Six mois plus tard, les trois hommes racontent leur histoire dans la cour d'un bâtiment de Gueckedou, une ville guinéenne proche de la frontière avec la Sierra Leone. « Les rebelles attaquaient, explique Fala Komba. Ils ont pris dix hommes et les ont amputés des mains, à la machette. Ils m'ont dit de partir pour la Guinée. » Fala Komba a pu sauver sa main droite, même si son poignet garde une terrible cicatrice. Sayo Asoumana a été amputé au niveau de l'avant-bras. Séparé de ses compagnons, il a survécu seul deux jours dans la brousse avant d'être recueilli par des chasseurs.

La vie dans les camps autour de Gueckedou ne donne pas une impression d'urgence. Parfois, les réfugiés sont là depuis 1994, comme ceux de Wende Kenema. Ils ont fui la rumeur de l'approche des rebelles, qu'ils n'ont jamais vus. Voilà plus de cinq ans qu'ils ressassent leur impuissance à construire une vie, confinés qu'ils sont dans ces camps isolés. Les Sierra-Léonais arrivés en 1998 ont vécu un drame plus violent, plus immédiat. Beaucoup d'entre eux ont été victimes ou témoins de violences. Au camp de Mangay, qui a poussé comme un champignon l'an passé, on trouve beaucoup de « victimes de violence », selon la terminologie humanitaire). Une victime, ce peut être une adolescente de douze ans, comme Nassou Bonga, détenue une semaine par des rebelles, à peine plus vieux qu'elle, qui l'ont violée. Son visage dur et fermé s'éclaircit brusquement lorsqu'elle raconte comment elle s'est enfuie de la case où ses tortionnaires étaient en train de manger.

La lenteur exaspérante du processus de paix en Sierra Leone, la méfiance que les réfugiés ressentent à l'égard de la volonté de

paix proclamée par la rébellion interdisent tout espoir à court terme. En attendant, les Sierra-Léonais de Guinée se débattent dans les difficultés quotidiennes de la vie des réfugiés. Ceux qui parlent l'anglais vivent l'oreille collée à leur transistor. Des reportages quotidiens sur la campagne de l'OTAN contre la Serbie, Augustine Lansana, le chef du camp de Mangay, a tiré une constatation : « On fait beaucoup de choses pour les réfugiés du Kosovo. Beaucoup plus que pour nous. Est-ce parce que nous sommes africains ? »

Thomas Sotinel

■ **Le président sierra-léonais, Ahmad Tejan Kabbah, et le chef rebelle Foday Sankoh** ont signé, mardi 18 mai à Lomé, un accord de cessez-le-feu pendant la durée des pourparlers de paix qui doivent débiter la semaine prochaine. Le président togolais Gnassingbé Eyadema et le pasteur noir américain Jesse Jackson, émissaire de la Maison Blanche aux questions africaines, assistaient à la cérémonie. – (Reuters.)

Un pacte entre modérés et radicaux place le Pays basque espagnol sous tutelle nationaliste

L'exécutif s'appuiera sur les proches de l'organisation séparatiste armée ETA

Un accord est intervenu, mardi 18 mai, entre les nationalistes modérés et les organisations politiques proches de l'organisation séparatiste ETA

MADRID

de notre correspondante

Ce n'est pas une surprise car on en discutait depuis des mois, mais, pour finir, c'est un accord de gouvernement régional, nationaliste à cent pour cent, qui a été signé, mardi 18 mai à Vitoria, suscitant les plus vives réactions dans toute l'Espagne. En effet, le Pays basque se retrouve sous la tutelle absolue des nationalistes : celle des modérés des deux partis au pouvoir depuis les élections autonomes d'octobre 1998, le Parti nationaliste basque (PNV) et Eusko Alkartasuna (EA), et celle des radicaux indépendantistes de Herri Batasuna (HB) et de sa version électorale Euskal Herritarrok (EH), véritable bras politique de l'organisation séparatiste armée ETA, qui vont fournir l'appui parlementaire nécessaire pour que ce « front nationaliste » ait la majorité absolue.

Avec le soutien actif des quatorze députés radicaux, l'exécutif, présidé par le Lehendakari (chef

de gouvernement) Juan José Ibarretxe, lui-même du PNV, dispose ainsi des voix de 41 députés sur 75 au Parlement. Plus qu'il n'en faut, en théorie, pour gouverner. Et de fait, M. Ibarretxe a déjà annoncé la couleur : « *Nous venons d'entreprendre un chemin sans retour vers la paix* », a-t-il commenté, faisant allusion aux réticences suscitées parmi les autres partis basques par cette alliance avec les plus fidèles soutiens politiques de l'ETA. Celle-ci n'est toujours pas disposée à abandonner définitivement les armes et la trêve, décrétée en septembre par l'organisation terroriste, semble s'être enlisée dans les inévitables calculs politiques engendrés par la proximité d'élections municipales, jugées cruciales au Pays basque.

Comme pour mieux répondre aux craintes des uns et aux exigences des autres, le jeune Lehendakari a parlé « *de la priorité absolue, qu'est la disparition de toute forme de violence* ». Ce qui, en

clair, signifie que le gouvernement basque se fera l'avocat auprès des radicaux pour que cesse totalement cette violence des rues, aujourd'hui en sourdine, et qui pendant tant de mois a fait régner l'insécurité au Pays basque, mais que, en échange, il aimerait moins de « pressions » ou de répression de la part du gouvernement central à Madrid. Quant aux aspirations nationalistes, elles seront, nous dit-on, « prises en compte au niveau du budget, de la politique sociale et de la culture », mais Juan José Ibarretxe, s'est prudemment contenté de ne mettre l'accent que sur l'Euskara, la langue basque, dont l'enseignement sera intensifié.

« DÉRIVE DANGEREUSE »

Cet accord, qui survient au moment où le nationalisme – Kosovo aidant – ne suscite guère les sympathies, a été accueilli par une volée de critiques, surtout de la part des socialistes et du Parti populaire, au pouvoir à Madrid. Par

à l'Assemblée régionale, a suscité de vives critiques de la part des autres formations politiques en Espagne.

la voix du ministre de l'intérieur, Jaime Mayor Oreja, les conservateurs ont stigmatisé « *cette dérive dangereuse* » qui, à leurs yeux, assujettit les nationalistes basques aux volontés de l'ETA. La tête de liste socialiste aux élections européennes, Rosa Díez, basque elle aussi, n'a pas hésité à parler « *de catastrophe* ». De fait, M. Ibarretxe, qui avait promis de ne pas signer d'accord avec les radicaux sans qu'ils aient condamné la violence, s'est particulièrement déçu, estime certains. D'autres pensent enfin que, en substituant l'ancienne coalition avec les socialistes qui avait prévalu lors de la précédente législature, ce nouveau front monochrome accentue la distance entre « *nationalistes* » et ceux qui sont considérés comme « *espagnolistes* », les socialistes et les conservateurs. Une fracture qui pourrait avoir des répercussions sur les discussions pour la paix.

Marie-Claude Decamps

San Vicente del Caguan, laboratoire de paix en Colombie

La capitale de la zone démilitarisée est administrée depuis six mois par les guérilleros

SAN VICENTE DEL CAGUAN

de notre correspondante

Depuis le 7 novembre 1998, les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) règnent à San Vicente del Caguan. Sur ordre du président de la République, Andrés Pastrana, les forces armées et de police, suivies des représentants de l'Etat ont en effet abandonné la région, afin de permettre la tenue de négociations de paix entre gouvernement et guérilla. L'expérience de cette zone dite « de détente » est unique : 42 000 kilomètres carrés (l'équivalent de deux fois la Suisse) et 100 000 habitants sont, depuis six mois, administrés par la dernière grande guérilla marxiste-léniniste d'Amérique latine.

La grosse bourgade de San Vicente del Caguan (environ 13 000 habitants), l'une des cinq municipalités démilitarisées, est devenue la capitale de la zone, une région de colonisation récente, gagnée sur la forêt amazonienne. L'agglomération vit du commerce, du bétail et du bois. La production et le transit de la cocaïne complète substantiellement, depuis plusieurs décennies, les revenus de ses habitants. Le long du fleuve Caguan, la ville est animée, les klaxons des gros camions couvrent par instant la musique stridente qui sort de tous les bistrots. Les



le maire, tout en rappelant que les habitants de San Vicente n'ont été consultés ni par le gouvernement ni par les FARC pour être le siège de cette expérience peu commune. Le commandant Jairo demande à son tour patience et compréhension en reconnaissant – une fois n'est pas coutume – « *que les FARC*

ment acceptait de proroger la démilitarisation au-delà de la date limite du 7 mai. Les gens ont eu très peur. Certains sont partis. Pourtant, ce vendredi-là, l'ambiance était calme, la relance du dialogue entre le gouvernement et la guérilla, intervenue dans les jours précédents, avait momentanément tranquillisé la population.

Toutefois, personne n'oublie que des tracts signés des paramilitaires et des coups de téléphone anonymes ont annoncé des représailles sanglantes contre tout ceux qui, dans la zone, acceptaient de collaborer avec la guérilla. « *Comment voulez-vous refuser de servir à déjeuner à des guérilleros armés jusqu'aux dents* », s'interroge le propriétaire d'un modeste restaurant. Pour le moment, tout le monde en convient, les FARC ont rétabli la sécurité dans la ville. Le père Jaime Diaz, vicaire de la région, raconte : « *Tous les matins, le village comptait ses morts. L'année passé, il m'est arrivé d'officier à quarante-cinq enterrements en un mois* ». Au cours des six derniers mois, seuls neuf homicides ont été enregistrés. « *La guerre sale* » dans laquelle guérilla, forces armées, narco-trafiquants et délinquants réglaient leurs comptes en toute impunité a pris fin.

Depuis le départ des forces de l'ordre, soixante policiers civils sont chargés de faire régner l'ordre. « *La police civile ne rend des comptes qu'à la guérilla* », se plaint le maire de la ville, Omar García, et nous n'avons aucun recours pour dénoncer les abus ». Les contraventions et les délits sont punis de quelques jours de prison ou de peine de balayage. Quand il y a crime, les suspects sont remis à la justice régulière, hors de la zone de détente.

Le bureau des réclamations de la

guérilla règle les affaires civiles depuis les questions de succession jusqu'au recouvrement des dettes. C'est une justice rapide, efficace et sans recours. Le problème le plus sérieux demeure celui des disparitions. La guérilla reconnaît qu'elle procède « *à des détentions dans le cadre d'opérations de contre-espionnage* ». Soupçonnées d'accointances avec les paramilitaires, des dizaines de personnes ont été capturées et retenues quelques jours, voire plusieurs semaines. A l'heure actuelle, dix-neuf personnes sont portées disparues auprès des services de la *Defensoria del Pueblo* (administration colombienne chargée de veiller au respect des droits de l'homme).

De l'avis du père Diaz, « *les dirigeants des FARC sont des gens intelligents et formés, qui veulent le bien de leur pays, même s'ils se trompent. Mais sur le terrain, ce sont trop souvent des soldats ignorants qui abusent de leur pouvoir. Les FARC sont une organisation militaire, certes efficace en matière de sécurité, mais elles ont du mal à traduire leur capacité d'action sur le terrain politique* ». Pour gagner le soutien de la population, la guérilla a fait goudronner plusieurs rues de la ville. En profitant de mines d'asphalte naturel et du travail « *bénévole* » de ses habitants enthousiastes ou résignés.

Le problème le plus sérieux aujourd'hui demeure celui des disparitions

Devant les caméras de télévision, le prêtre Miguel Angel Serna a récemment accusé la guérilla – entre autres griefs – de prélever des impôts auprès de tout le monde. Il a immédiatement été prié par les FARC de modérer ses propos. Comme ses collègues, la présidente de l'Association des commerçants de San Vicente est catégorique : elle dit ne jamais avoir été ranconnée. Les gens auraient-ils peur de dire la vérité ? « *C'est possible...* », répond-elle en souriant.

Venu pour le week-end inaugurer une centrale électrique dans le hameau de la Sombra, le responsable du gouvernement pour les négociations de paix, Victor Ricardo, s'insurge : « *L'Etat est toujours présent : je suis là, le maire aussi, les ministres et le président viennent et nous sommes, à San Vicente del Caguan, plus tranquilles que nulle part ailleurs* ». Et si les négociations de paix échouent ? « *San Vicente reste un territoire de paix* », dit-il, confiant. Les habitants, eux, en doutent.

Marie Delcas

Nouvelles inquiétudes

sur l'état de santé de Boris Eltsine

MOSCOU. Alors que les députés de la Douma se sont réunis en séance mercredi 19 mai pour se prononcer sur la candidature de Sergueï Stepachine, quarante-sept ans, au poste de premier ministre, l'état de santé du président Eltsine suscite de nouvelles inquiétudes. Très fatigué, se déplaçant avec difficulté, M. Eltsine, soixante-huit ans, a annulé mardi une rencontre avec le président du gouvernement espagnol, José Maria Aznar. Des informations de source diplomatique à Madrid font état d'un problème d'irrigation du cerveau du président russe. Son état de santé inspire « *une grande préoccupation* », a indiqué un responsable du ministère espagnol des affaires étrangères. A Moscou, le son de cloche est différent. Un porte-parole de la présidence a indiqué, mercredi, que M. Eltsine s'était rendu le matin même au Kremlin. Mardi soir, la présidence avait indiqué qu'il se trouvait dans sa résidence de Rous (à une centaine de kilomètres de Moscou) et qu'il allait « *très bien* ». – (AFP, Reuters.)

Epreuve de force entre Sonia Gandhi et le Parti du Congrès

NEW DELHI. A quatre mois d'élections législatives anticipées, Sonia Gandhi et la direction du Parti du Congrès sont engagés dans une épreuve de force depuis que la veuve de Rajiv Gandhi a offert, lundi 17 mai, sa démission de la présidence du parti à la suite d'une offensive de plusieurs de ses ténors contre elle. Sharad Pawar, chef du groupe parlementaire du Congrès, et deux autres leaders de poids avaient mis en doute publiquement sa capacité à gouverner et avaient demandé un amendement à la Constitution empêchant des personnes d'origine étrangère de pouvoir devenir président ou premier ministre de l'Inde. M^{me} Gandhi, née italienne, était déjà vilipendée par les nationalistes hindous pour son origine. La direction du parti tentait toujours, mercredi 19 mai, de la faire revenir sur sa décision. Un millier de ses partisans se sont rassemblés devant sa résidence de New Delhi pour lui exprimer son soutien. Les chefs de gouvernement Congrès de quatre Etats de l'Union indienne ont offert leur démission pour l'inciter à faire marche arrière. Des milliers de membres du parti ont menacé de le quitter et d'autres, à travers le pays, se sont mis en grève de la faim. – (AFP)

La rébellion au Congo-Kinshasa

de nouveau victime de ses dissensions

GOMA. La rébellion opposée au président de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre), Laurent-Désiré Kabila, est de nouveau victime de ses dissensions internes. Lundi 17 mai, la radio officielle rwandaise a annoncé que le comité exécutif du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD, principal mouvement de la rébellion) « *a été démis et remplacé par une commission intérimaire à l'issue d'une réunion* [dimanche à Goma] *des membres fondateurs* », ajoutant que cette décision est due à « *la mésentente entre les membres du comité exécutif* ». Le président « *démisionné* » du RCD, Ernest Wamba dia Wamba, a déclaré lundi qu'il s'estime victime d'un « *coup d'Etat (...)* orchestré on ne sait par qui ni comment » et qu'il n'a pas participé à la réunion au cours de laquelle a été prise la décision de dissoudre le comité exécutif. Cette nouvelle crise intervient moins d'une semaine après le bombardement de Goma par les forces loyalistes, qui a fait selon un dernier bilan 51 morts, dont 21 enfants, 28 femmes et 2 militaires, et 47 blessés. – (AFP)

DÉPÊCHES

■ **NIGERIA** : la nouvelle Constitution promulguée au début du mois et rendue publique le lundi 17 mai instaure un régime présidentiel fort tout en dotant le Parlement de larges prérogatives législatives. Cette quatrième Constitution depuis l'indépendance du pays en 1960 a été conçue par le régime militaire sortant. Publié officiellement vendredi – soit seulement deux semaines avant l'investiture du gouvernement civil le 29 mai –, le texte constitutionnel prévoit une meilleure répartition des richesses pétrolières du pays en rétrocedant 13 % (au lieu de 3 % actuellement) des revenus issus du pétrole aux populations des régions pétrolières du sud du Nigeria, répondant ainsi à une revendication essentielle de ces populations. – (AFP)

■ **SAHARA OCCIDENTAL** : le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a fixé au 31 juillet 2000 la date pour le référendum sur l'avenir du Sahara occidental. Les Sahraouis auront à choisir entre l'indépendance ou le rattachement au Maroc. Lundi 17 mai, le conseil de sécurité a accepté le maintien de forces de l'ONU sur place jusqu'au 14 septembre. – (AP)

■ **PAKISTAN** : l'ancien premier ministre Benazir Bhutto a accusé, mardi 18 mai, la police pakistanaise d'avoir voulu tuer son mari, emprisonné depuis plus de deux ans, selon ses proches. La police a, pour sa part, affirmé que Asif Ali Zardari avait tenté de se suicider dans les locaux de la police à Karachi, et qu'il s'était blessé au cou et à la main, à l'aide d'un verre, durant un interrogatoire concernant le double meurtre dans lequel il est impliqué. – (AFP)

■ **OCDE** : une « *présence massive* » d'amiante a été relevée dans les bâtiments du siège de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) à Paris, a révélé, mardi 18 mai, l'Association du personnel dans un communiqué. « *Dans les quinze derniers jours, a été découvert de l'amiante dans les conduits de ventilation desservant des salles de réunion. Par ailleurs, de nouveaux cas de pathologie viennent d'être découverts* », selon l'association. Plus de 2 000 personnes d'une vingtaine de nationalités différentes travaillent au siège de l'OCDE, dans le quartier de la Muette (16^e arrondissement). – (AFP)

Le général putschiste Sitiveni Rabuka

perd le pouvoir aux îles Fidji

SUVA. Le dirigeant syndical Mahendra Chaudhry a été nommé, mercredi 19 mai, premier ministre des îles Fidji, dans la foulée d'une victoire massive de sa coalition dominée par les travaillistes, victoire qui consacre le retour en position dominante, au Parlement, des représentants de la communauté indienne. M. Chaudhry est le premier Fidjien d'origine indienne à diriger l'archipel. Il a été investi par le président fidjien, Ratu Sir Kamisese Mara. M. Chaudhry a proclamé la victoire de sa coalition lundi, au terme d'un long processus électoral lui donnant 52 sièges sur 71 au Parlement. Le Parti travailliste obtient 37 sièges, soit suffisamment pour gouverner seul, mais a préféré constituer une coalition avec deux petits partis.

Le prédécesseur de M. Chaudhry, le général (en retraite) Sitiveni Rabuka, avait démissionné mardi. Il dirigeait l'archipel depuis 1987, quand il avait réalisé deux coups d'Etat successifs en réaction contre la montée politique des Indiens, descendants d'immigrants arrivés dans l'archipel entre 1879 et 1916, pendant l'ère coloniale britannique, pour développer la canne à sucre. – (Corresp., Reuters.)

SOCIÉTÉ

LE MONDE / JEUDI 20 MAI 1999

VIOLENCES Quatre jours après les violences de Vauvert (Gard), qui ont fait un mort et six blessés, la tension est toujours perceptible en petite Camargue. Pour les maires

comme pour les travailleurs sociaux, ces conflits sont liés au fait que les jeunes issus de l'immigration ne veulent plus vivre exclus, comme leurs pères. « Les jeunes sont plus

virulents, ils acceptent moins d'être tenus à l'écart », affirme la directrice du centre de loisirs. ● POUR L'ETHNOLOGUE FRÉDÉRIC SAUMA-DE, « Vauvert est un village-ville

qui connaît véritablement un problème de ghetto ». « La ségrégation est très visible », ajoute-t-il. ● MOULOUDE BENSALLAH, né à Oran, est le premier jeune issu de

l'immigration à avoir décroché la première place du Trophée des as, une course camarguaise de taureaux. « J'ai bien sûr mon histoire, mais je me sens camarguais », dit-il.

La soif d'intégration des jeunes beurs de la petite Camargue

Pour les maires comme pour les travailleurs sociaux, les violences de Vauvert (Gard) sont liées au fait que les jeunes n'acceptent plus de vivre dans les ghettos construits pour leurs pères. « Ils sont plus virulents, ils acceptent moins d'être tenus à l'écart », souligne la directrice du centre de loisirs

NÎMES

de notre correspondant

On peut se perdre en Petite Camargue et ne rien remarquer. Aller d'un village à l'autre sans déceler les tensions qui s'y cachent. Les affrontements qui ont fait un mort et six blessés, ce week-end, à Vauvert auraient sans doute pu se produire à Aimargues, Saint-Gilles ou Lunel. Au milieu d'un labyrinthe d'étangs, de marais et de routes, ces communes ne sont pas seulement reliées par une même identité. Elles ont aussi en commun un taux de chômage, une importance du vote en faveur du Front national (FN) et un pourcentage de population d'origine étrangère qui, pour toutes les trois, avoisinent les 20 %.

Dans cette micro-région située à cheval entre les départements de l'Hérault et du Gard, l'arrivée des premiers travailleurs algériens, dans les années 70, puis marocains dans les années 80, s'était déroulée sans heurts. L'agriculture avait alors besoin de main-d'œuvre. Ces immigrés ont travaillé dans les vergers, les vignes et les cultures maraîchères. D'abord logés dans des mas, ils ont, comme ailleurs, fait venir ensuite leurs familles. Les plus chanceux ont pu gagner de petites cités qui, comme celle des Bosquets à Vauvert, avaient été construites pour accueillir les pieds-noirs.

Ces pères de famille ne se sont pas intégrés à la vie locale, mais ils ne l'ont pas réellement perturbée non plus. « Ils étaient dans les champs du matin au soir et en dehors, ils maintenaient leurs coutumes et leur propre organisation », commente le maire socialiste de Vauvert, Gilles Roca. « Avec eux, il n'y a eu aucun problème, confirme le président de la chambre d'agriculture du Gard, Maurice Jouffert. C'étaient des gens travailleurs qui étaient occupés toute l'année et qui n'ont jamais fait parler d'eux. » Ce constat est aussi celui du maire (DL) de Beaucaire, Jean-Marie André, pour-



tant connu pour ses positions tranchées en matière d'immigration : « C'est vrai, les anciens se sont fondus dans la masse, mais pas leurs fils. »

Pour Claudine Troulet, directrice du centre de loisirs de Vauvert, le problème de générations est réel. « Il y a un changement de mentalité, même par rapport à leurs frères aînés qui ont la trentaine et qui disent : "Nous, quand on était interdits de bars, on se taisait". Les jeunes de seize à vingt-cinq ans sont plus virulents. Ils acceptent moins d'être tenus à l'écart. » Elle voit dans cette attitude une explication à l'incompréhension montante entre ces jeunes et « des villageois qui craignent de perdre leur identité ». « Mais nous sommes des Vauverdois comme les autres, nous sommes nés ici, proteste Haïb devant l'un des immeubles de la cité des Bosquets. Nous, nous tuons l'agneau, eux des taureaux, c'est tout. »

Si les pères se voulaient discrets, les fils ne restent plus vraiment dans leurs cités aujourd'hui. Ils se

montrent. Et le plus souvent en bandes. A Lunel, on les trouve à des terrasses de café, mais à Vauvert, depuis quelques mois, c'était plus difficile. Les jeunes, guidés par trois ou quatre meneurs, avaient peu à peu investi la place Gambetta, une place en escalier surplombée par l'église Notre-Dame. Réunis autour de la fontaine, ils faisaient face au bar du Louvre où, comme dans d'autres, ils étaient interdits d'accès. Ils restaient là des soirées entières et multipliaient les nuisances, souvent les insultes. C'est d'ici que sont partis les premiers coups de feu.

Sur cette même place aujourd'hui déserte, Abdel, soixante ans, marche en tenant son vélo d'une main. Il ne sait pas trop quoi penser. « J'ai habité ici pendant deux ans, je n'ai jamais mis les pieds dans un bar. On le sent quand on ne vous aime pas. Ce problème n'est pas nouveau. Les gamins étaient assis là. Ils ne faisaient rien de mal même si, à force, c'était un peu devenu la place

Pigalle. Mais le problème, c'est d'abord les gendarmes, ils ne viennent jamais quand on les appelle. Ça fait monter la mayonnaise. »

Dans une mercerie, deux rues plus loin, Blandine est d'accord. « Avec d'autres commerçants, on a décidé de réagir. On va porter plainte contre les pouvoirs publics. Ils nous ont laissé tomber. » Trois jours après les incidents, elle ne décolère pas contre les médias qui « donnent de nous l'image de gens racistes ». Elle continue évidemment d'en vouloir aux jeunes qui ont saccagé une vingtaine de voitures, quatre bars et brisé les vitrines de plusieurs commerces voisins dimanche matin, après la mort de Mounir, dix-neuf ans, tué d'une balle par un habitant qui voulait protéger sa voiture. Par contre, elle plaint les parents : « Ce jour-là, quand ils sont descendus en ville pour tout casser, les parents leur couraient derrière en leur disant de ne pas y aller, des mères pleuraient. »

Installée depuis une quinzaine d'années à Vauvert, cette quinquagénnaire a vu l'ambiance se dégrader peu à peu. « Ces jeunes n'ont pas d'avenir, alors ils se vengent sur nous, dit-elle tout en continuant à piquer à la machine. Mais nos enfants non plus n'ont pas d'avenir. Seulement, on les protège peut-être mieux. » Pour elle le problème numéro un est le désœuvrement engendré par le chômage. « Ils ont vu leurs pères travailler. Avec les asperges notamment, en saison c'était sept jours sur sept. Quand il pleuvait, ils avaient de la boue jusqu'aux genoux. Ces gens-là, aujourd'hui, sont fatigués physiquement, ils le portent sur eux, et les enfants ne veulent pas de ça. »

« Ils ne veulent pas ou ils ne peuvent pas, corrige le maire socialiste de Vauvert, Gilles Roca. Dans l'agriculture, les machines ont beaucoup remplacé les hommes. Il y a nettement moins de saisonniers. » « Et puis dans la région, enchaîne son di-

recteur de cabinet, on a souffert des difficultés de la conserverie Saint-Mamet, ou de celles de Perrier, qui a connu toute une série de plans sociaux. Avant, n'importe qui pouvait entrer à la source sans diplôme. Ils étaient engagés comme magasiniers à 7 000 francs par mois. »

A Beaucaire ou à Saint-Gilles, la situation des jeunes issus de l'immigration n'est sans doute au fond pas très différente de celle des beurs de banlieue. Pour le sociologue montpelliérain Mohand Khellil, les ingrédients sont les mêmes : « Le chômage, une scolarité médiocre et surtout des jeunes qui ont pour modèle la société française, qui veulent être des jeunes comme les autres, qui se laissent moins faire quand leur francité est niée. »

taquée à coups de pierres par une centaine de personnes.

Face à cette situation, tous les maires n'ont pas réagi de la même façon. Contre les fils « et ceux qui continuent d'arriver », le maire (DL) de Beaucaire, Jean-Marie André, a usé de la manière forte. Il a interdit les rassemblements nocturnes dans le centre de sa ville – une décision annulée par le tribunal administratif de Montpellier –, porté plainte contre un commissaire de police accusé de ne pas faire son travail, défilé un soir avec deux cents personnes dans les rues de Beaucaire « pour occuper le terrain ». Un temps, il voulait également interdire l'accès du département du Gard aux étrangers. « Mes positions ont été caricaturées. On m'a traité

« Mais nous sommes des Vauverdois comme les autres, nous sommes nés ici, proteste Haïb. Nous, nous tuons l'agneau, eux des taureaux, c'est tout »

En Petite Camargue, l'affrontement entre ces enfants de l'immigration, soupçonnés d'être des délinquants, et les habitants accusés en bloc de racisme, est le plus souvent larvé. « Ce sont des regards en biais, on se demande ce que veut l'autre », précise Blandine. Parfois, ce face à face peut devenir explosif. En janvier 1997, c'est la mosquée de Saint-Gilles qui est incendiée par trois lycéens qui voulaient s'amuser. Puis, dans cette même ville qui en 1989 avait été la première en France à tomber entre les mains du FN, ce sont des tirs échangés un soir d'août 1997 autour d'un bar pris d'assaut par des jeunes. Le même mois, c'est une bagarre générale lors d'une fête à Aimargues : deux Maghrébins blessés par des tessons de bouteilles et la gendarmerie at-

d'obsédé de la sécurité mais les événements de Vauvert prouvent que j'avais raison. La Petite Camargue vit sur un volcan. »

A Vauvert, on a choisi une autre politique. En 1995, après des incidents réguliers entre jeunes et policiers municipaux, la mairie a facilité l'accès à la citoyenneté, aidé les associations, développé la formation et mis en place un projet d'encadrement des jeunes par des médiateurs de rue. Cette politique a porté ses fruits : en 1998, la délinquance, composée à 70 % de délits de voie publique, a diminué de 28 % à Vauvert alors qu'elle ne baissait que de 2 % à Beaucaire et progressait de 6 % sur l'ensemble du département du Gard.

Richard Benguigu

Mouloud, un « razeteur » qui se « sent camarguais »

NÎMES

de notre correspondant

C'est un véritable sport avec ses règles, ses rites, ses classements et ses propres vedettes. Chaque année, dans un périmètre qui ne dépasse guère les frontières de la Camargue, on compte plus de 800 courses camarguaises de chaque côté du Rhône. Le moindre petit village a ses arènes. A la différence de la corrida, on ne tue jamais le taureau : les « razeteurs » marquent des points en accrochant des cocardes entre les cornes de l'animal. En Camargue, la passion pour la « bovine » est telle que le quotidien *Midi Libre* publie chaque semaine dans ses éditions de l'Hérault et du Gard deux pleines pages de résultats. Les meilleurs « razeteurs » sont adulés.

C'est dire la révolution quand, en juillet 1998, un jeune issu de l'immigration, Mouloud Bensallah, a décroché, à trente et un ans, la première place du Trophée des as. Du jamais vu dans ce milieu très fermé fortement attaché à une tradition qui remonte au XVI^e siècle. Né à Oran d'un père marocain et d'une mère algérienne, Mouloud Bensallah a débuté à l'âge de douze ans à l'école taurine de Pérols (Hérault). Il a ensuite franchi toutes les étapes en essayant de ne pas faire trop attention aux réflexions dé-

sagrables qui fusaient des gradins. Sa seule réponse a été de vouloir être le meilleur, même en 1997 lorsqu'il a vu la moitié des arènes le traiter de « sale Arabe » sous l'œil de sa mère.

Depuis, ce jeune homme au verbe posé semble avoir passé l'éponge. Dans la salle à manger de ses parents, où le buffet est tout juste assez grand pour accueillir toutes ses coupes, il parle des courses camarguaises en invoquant « nos traditions ». « J'ai bien sûr mon histoire, mais je me sens camarguais. J'aime les chevaux, j'aime les taureaux, j'aime l'ambiance, c'est ma vie. »

En inscrivant son nom en haut des affiches, Mouloud Bensallah a ouvert la voie à d'autres razeteurs issus de l'immigration. Même si, dans le public, les jeunes beurs sont trop rares à son goût. Car il en est persuadé, la bovine peut être un facteur d'intégration. « C'est une école de vie, souligne-t-il. On ne peut pas tricher avec les taureaux. On ne peut pas être malhonnête. Moi, ça m'a sûrement empêché de mal tourner. Ils m'ont tout apporté. » Ce razeteur projette d'ouvrir une école taurine pour les jeunes des quartiers défavorisés.

R. Be.

TROIS QUESTIONS À...

FRÉDÉRIC SAUMA-DE

1 Selon vous qui êtes ethnologue à l'université de Montpellier, la composition sociale de la ville de Vauvert explique-t-elle la virulence des affrontements qui viennent de s'y dérouler ?

Elle l'explique en partie. La ville de Vauvert est caractérisée par la coexistence d'une bourgeoisie locale de petit commerce et de petite propriété foncière – vigneronnes ou maraichères – et un sous-proletariat d'origine maghrébine, qui est employé dans les exploitations agricoles ou chômeur.

Souvent ces petits-bourgeois sont d'origine espagnole ou italienne, de deuxième ou de troisième génération. Ils sont les plus virulents lorsqu'ils dénoncent « les méfaits des Arabes » alors même qu'eux ou leurs parents ont

été l'objet du même mépris que les Arabes aujourd'hui.

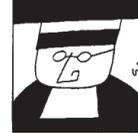
2 Y a-t-il une urbanisation singulière qui traduit ou provoque l'aiguinement des conflits ?

Vauvert est un village-ville qui connaît véritablement un problème de ghetto. Le jour du marché hebdomadaire, par exemple, une rue est réservée aux commerçants maghrébins, qui ne se mélangent pas aux autres.

Volonté de leur part, rejet des autres, volonté de la mairie, peu importe, le fait est que la ségrégation est très visible. Il n'y a pas un seul café maghrébin et ceux-ci sont si mal reçus quand ils essaient d'entrer dans les cafés de la ville qu'ils n'y vont plus. Quand on connaît l'importance du café dans la sociabilité maghrébine, on comprend la force de la ségrégation subie par ces populations.

Douze à quinze ans de réclusion requis contre Bob Denard

L'AVOCAT général Philippe Bilger a requis, mardi 18 mai, de douze à quinze ans de réclusion criminelle contre l'ancien mercenaire Robert Denard et l'un de ses compagnons d'arme, Dominique Malacrinno, responsables, selon lui – avec un troisième homme, Jean-Paul Guerrier, actuellement en fuite –, de la mort, en novembre 1989 de l'ancien président comorien Ahmed Abdallah.



PROCÈS

« Estimable », « intéressant », voire « passionnant », Bob Denard n'en est pas moins, selon le représentant du ministère public, l'auteur d'un « mensonge substantiel » à propos de la disparition de l'homme qu'il contribua à rétablir

au pouvoir aux Comores en 1978 et pour la protection duquel il avait mis sur pied une puissante garde présidentielle (GP) encadrée par une trentaine de mercenaires européens.

Écartant la thèse de l'« accident » développée par la défense, Philippe Bilger en a vite été réduit, faute de preuves matérielles, à bâtir une « stratégie de conviction ». L'avocat général a d'abord retracé la biographie de cet ancien « guerrier aventureux », dont M^e Eric Soussah, pour l'Etat comorien, venait de retracer l'« imbrication » avec l'histoire de l'archipel. Il a ensuite évoqué la modification du contexte géopolitique qui a pu pousser, en 1989, Bob Denard, à mettre sur pied un coup d'Etat factice imputé à l'armée régulière afin d'obtenir son désarmement par le président Abdallah : ce qui aurait

eu pour conséquence le renforcement, *in fine*, du pouvoir de la GP. Au rang des mobiles possibles, selon M. Bilger : la crainte de voir s'envoler, avec la disparition des mercenaires, les intérêts financiers développés, dix ans durant, dans l'archipel.

VERSION « PLAUSIBLE »

Se détachant de l'acte d'accusation, M. Bilger n'a pas repris l'idée que le dessain de tuer le président Abdallah aurait été formé avant l'attaque factice de la résidence présidentielle dans la nuit du 26 au 27 novembre 1989. Présentant une version qu'il qualifie de « plausible », l'avocat général a emprunté une partie de la version développée par un ultime témoin (*Le Monde* du 19 mai), estimant que le président Abdallah avait été forcé de signer un ordre de désarmement des

Forces armées comoriennes sous la contrainte des mercenaires, puis, la discussion s'envenimant, qu'il avait pu appeler au secours son garde du corps, le sergent-chef Jaffar, aussitôt « neutralisé » par Dominique Malacrinno. Devant l'aggravation de la situation, il aurait alors été décidé d'assassiner le président Abdallah et, en maquillant la scène, de faire porter la responsabilité du décès sur le garde du corps. Jean-Paul Guerrier, l'absent du procès, aurait été le tireur.

« *Machiavel ou Shakespeare revisité par Agatha Christie* », conclut l'avocat général. Une version « extravagante » a aussitôt rétorqué M^e Olivier Lagrave, qui a entamé les plaidoiries de la défense en réclamant l'acquiescement de Dominique Malacrinno.

Jean-Michel Dumay

Le Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (Direction de l'action sociale) organise en partenariat avec l'Organisation Nationale des Formations au Travail Social un colloque européen sur le thème :

Formations supérieures et travail social en Europe

Enjeux pour la recherche, la conception et la conduite des politiques sociales

Les 1er et 2 juin 1999 à Paris
Au Ministère de l'Emploi et de la solidarité
8 avenue de Ségur - 75007 PARIS

Différents acteurs des autres pays européens et des partenaires français confronteront leurs expériences et leurs analyses. Ce colloque s'adresse aux chercheurs, aux responsables de l'action sociale, aux acteurs de formations, aux encadrants de travailleurs sociaux.

Inscriptions (Frais : 200 F.) :
Louise GALLIER - ONFTS - 1 cité Bergère - 75009 PARIS
Tél. : 01 53 34 14 74 - Fax : 01 53 34 14 77 - Email : onfts@club-internet.fr

Le professeur Joël Ménard quitte ses fonctions à la tête de la direction générale de la santé

Il critique l'« organisation administrative interne du ministère »

Nommé directeur général de la santé le 8 octobre 1997, le professeur Joël Ménard a décidé de quitter ses fonctions pour des « raisons

strictement personnelles ». Dans un entretien au Monde, il regrette de n'avoir pu « mener son action à la tête de la direction générale de

la santé qu'au prix de grosses difficultés dues à l'actuelle organisation interne du ministère ».

MOINS DE VINGT MOIS après sa nomination, le professeur Joël Ménard va quitter la direction générale de la santé (DGS). Il y a plusieurs mois déjà qu'il avait informé Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale, de sa décision prise pour des raisons personnelles. Spécialiste renommé de la physiopathologie de l'hypertension artérielle, chef de service à l'hôpital Broussais (Paris), le professeur Ménard avait été nommé directeur général de la santé le 8 octobre 1997, en remplacement du professeur Jean-François Girard. Membre, depuis 1990, du conseil scientifique de l'Agence nationale pour le développement de l'évaluation médicale; il s'intéressait de longue date aux questions de santé publique.

A la tête de la DGS le professeur Ménard a cherché à améliorer les programmes de lutte contre les cancers, le tabagisme et l'hépatite C. « Contrairement à ce qui peut être dit ici ou là, je tiens à souligner que c'est bien pour des raisons strictement personnelles que j'ai dû

prendre la décision de quitter mes fonctions. En d'autres termes il ne s'agit en aucun cas d'une démission, a déclaré au Monde le professeur Ménard. Pour autant je dois confier que je n'ai pu mener mon action à la tête de la DGS qu'au prix de grosses difficultés dues à l'actuelle organisation administrative interne du ministère, organisation qui ne permet pas toujours d'œuvrer aussi vite et aussi efficacement qu'il le faudrait. Il est clair pour moi que l'avenir de la DGS passe, au-delà de son renforcement, par une profonde modification de ses structures afin qu'elle puisse au plus vite et aux mieux s'adapter aux bouleversements que nous observons aujourd'hui dans le champ de la santé. »

« RAISONS PERSONNELLES »

Pour le professeur Ménard, l'une des fonctions essentielles de la DGS devra dorénavant résider dans la coordination des différentes structures et agences en charge de la veille et de la sécurité sanitaires. « Les exemples récents de

la polémique sur la vaccination contre l'hépatite virale de type B ou de la nouvelle forme de la maladie de Creutzfeldt-Jakob démontrent que nous sommes désormais confrontés à des problèmes scientifiques et médicaux d'une complexité sans cesse croissante qui nous imposent de nouvelles organisations dans la recherche des compétences et la hiérarchisation des priorités sanitaires » explique-t-il. L'autre fonction essentielle devrait, selon lui, être la définition et la mise en œuvre de « plans de santé » organisant, dans différents secteurs de la pathologie humaine, des programmes quinquennaux. « Au-delà de ce qui a, fort heureusement, été réalisé avec la création des agences de sécurité sanitaire, seule une telle programmation nous permettra de progresser dans la définition d'un véritable politique de santé, estime le professeur Ménard. La DGS de demain devra parvenir être à la fois, dans le champ sanitaire, un pôle d'expertise et un pôle de synthèse pouvant dans certains cas dépasser le strict cadre actuel d'intervention

et de compétence du ministère de la santé. »

« Je regrette profondément le départ de Joël Ménard, spécialiste incontesté des problèmes de santé publique, a déclaré au Monde Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale. Notre priorité aujourd'hui est le renforcement de la direction générale de la santé dans laquelle nous allons intégrer des experts médicaux. Après tout ce qui a été réalisé dans le champ de la prévention, un certain nombre de pôles d'expertise, concernant les professions médicales, la recherche et la santé, vont être créés ou étoffés au sein de cette direction. Ceci est d'ores et déjà prévu dans le programme de réforme du ministère ». Pour M. Kouchner, « loin de réaliser un démantèlement du ministère de la santé, la récente création des différentes structures concernant la veille sanitaire, la sécurité alimentaire et celle des produits de santé a permis de créer une véritable direction de la santé. »

Jean-Yves Nau

Les syndicats d'enseignants face au rapport Dubet

INVITÉS à prendre la parole, mardi 18 mai à la Sorbonne, après la présentation du rapport Dubet sur le collège (*Le Monde* du 19 mai), les syndicats de personnels de l'éducation nationale et les fédérations de parents d'élèves sont au moins tombés d'accord sur deux points : tous ont rendu hommage au travail accompli par le comité de pilotage du « Collège de l'an 2000 » et tous ont interpellé Ségolène Royal, ministre déléguée à l'enseignement scolaire, pour lui demander, comme Christian Janet, président de la PEEP, « une ordonnance en rapport avec la gravité du mal ».

Pour Monique Vuailat, secrétaire générale de la FSU (Fédération syndicale unitaire), « s'il est vrai que les enseignants ont beaucoup donné de leur personne ces dernières années, beaucoup inventé, ils sont aujourd'hui au bord de la rupture ». Elle a ensuite désigné les deux écueils que devrait éviter le collège de demain : celui d'une trop grande uniformité ou celui d'une adaptation « socio-culturelle » excessive, en renonçant « à sortir les élèves d'eux-mêmes ». Bref, il faut « introduire la diversité

pédagogique en conservant l'égalité républicaine ».

Hervé Baro, secrétaire général du SE-FEN (Syndicat des enseignants), a fait valoir qu'une évaluation finale du collège restait à inventer en lieu et place du brevet et demandé que trois heures du service des enseignants soient affectées à la concertation.

La FSU souhaite que les études dirigées (obligatoires en sixième) soient intégrées dans le temps de travail hebdomadaire des enseignants.

Quant au Syndicat national des personnels de direction (SNPDEN), il a souligné que l'on « tentait trop de remédier à l'échec sans chercher à le prévenir » et manifesté « son inquiétude quant à l'évolution de la voie professionnelle ». L'un des intervenants a conclu en lançant à Ségolène Royal : « Mme la ministre, le plus dur reste à faire. »

Enfin, dans un communiqué, le PS a déclaré « partager la philosophie » du rapport Dubet et souhaité « qu'il se traduise par des mesures concrètes ».

Béatrice Gurrey

Annulation des élections à la MNEF

AVEC une nouvelle équipe dirigeante installée à l'issue des élections de février, la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF) espérait repartir sur des bases plus sereines, malgré la cascade d'enquêtes judiciaires et administratives portant sur sa gestion passée. Un jugement, prononcé le mardi 18 mai par le tribunal de grande instance de Paris, a brusquement remis en cause ce processus. Saisi par Matthieu Séguéla, le trésorier de la MNEF évincé le 2 juillet 1998 par l'ancienne direction, qui contestait les modalités d'organisation de ces élections, les magistrats ont donné raison à ce dernier.

Constatant un vice de forme dans la convocation de l'assemblée générale qui, le 24 juillet 1998, a décidé une modification des statuts préalable au scrutin, ils ont annulé l'ensemble des décisions adoptées ce jour-là ainsi que les élections du mois de février. Par voie de conséquence, l'équipe dirigeante actuelle, présidée par Pouria Amirshahi, ancien président de l'UNEF-ID, est invalidée. De même, toutes les décisions que M. Amirshahi a été amené à prendre depuis son arrivée au mois de mars pourraient être remises en cause (*Le Monde* du 20 avril). Dans leurs attendus, les magistrats ont retenu les objections soulevées par Matthieu Séguéla concernant un nouveau découpage électoral. Ils ont surtout affirmé que l'assemblée générale décisive aurait

dû être convoquée par le conseil d'administration et non par la présidente de l'époque, Marie-Dominique Linalle.

« VIDE JURIDIQUE »

Rendu « exécutoire provisoirement », donc immédiatement, ce jugement place la MNEF dans une position délicate. Dès l'origine opposé à l'organisation des élections, Matthieu Séguéla entend pousser son avantage. Sur la base du jugement prononcé par le tribunal, il envisage de demander, en référé, la nomination d'un administrateur judiciaire pour combler le « vide juridique » dans lequel se retrouve la mutuelle.

Lors d'une conférence de presse, mercredi 19 mai en fin de matinée, Pouria Amirshahi, l'actuel président invalidé, devait annoncer son intention de faire appel du jugement et de saisir le juge des référés afin de demander la suspension de l'exécution provisoire. Selon lui, la décision du tribunal « est disproportionnée par rapport aux faits relevés et a pour conséquence de porter un coup d'arrêt à la rénovation engagée sur la base d'un processus démocratique ». Comble du paradoxe, elle revient aussi, précise-t-il, à rétablir l'ancienne direction en remplaçant Marie-Dominique Linalle à la présidence et Olivier Spithakis à la direction générale.

Michel Delberghe

NESPRESSO
TOUTE LA SAVEUR
D'UN GRAND ESPRESSO
DANS UNE capsule.

Le système Nespresso, c'est tout un savoir-faire où rien n'est laissé au hasard. Une capsule exclusive où les grains sélectionnés sont torréfiés, fraîchement moulus, dosés et scellés. Une gamme de machines espresso de haute technologie, Krups - Magimix, spécialement adaptées à cette capsule, vous garantit le meilleur des espressos. Tasse après tasse.

Nestlé
NESPRESSO
POUR CONNAISSEUR

Pour toute information, contactez Nespresso Club au 0800 55 52 53 ou www.nespresso.com
AMSTERDAM BARCELONA BRUXELLES DUSSELDORF LAUSANNE LONDON NEW YORK PARIS SYDNEY TOKYO WIEN ZURICH

RÉGIONS

LE MONDE / JEUDI 20 MAI 1999

Provence-Alpes-Côte d'Azur fait son cinéma

Au-delà du Festival de Cannes, Marseille et sa région – de la gare de La Ciotat au quartier de l'Estaque, des frères Lumière à Robert Guédiguian – ont toujours attiré les équipes de tournage. Question de lumière, d'atmosphère. Les collectivités locales, elles, ne se mobilisent pas

MARSEILLE

de notre correspondant régional
Pendant que Cannes monte les marches de son Festival, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et sa capitale, Marseille, continuent à tourner des films. Depuis que les Lyonnais Lumière ont immortalisé *L'Arrivée d'un train en gare de La Ciotat*, ces décors provençaux ont été et sont encore des lieux cinématographiques avec des films aussi différents que *Taxi, Marius et Jeannette, Les Compères* ou *Coûte que coûte*.

Pourtant, à la différence d'autres régions, qui ont constitué des structures de coproduction (*Le Monde* du 4 mars), les aides publiques sont ici très minimes. Aucune politique du cinéma n'a été impulsée depuis la fin de l'expérience lancée par le conseil régional dans les années 70 et dirigée par René Allio à Vitrolles, le Centre méditerranéen de création cinématographique, aujourd'hui disparu.

Le conseil régional ne veut pas se transformer en producteur. Il limite ses interventions pour aider à boucler un budget, dans la mesure où le film – documentaire ou fiction – a à voir avec la culture, l'art

ou l'ethnologie régionale. Mais cela reste dérisoire : à titre d'exemple, en 1997 les aides venant du budget culture de la région se sont élevées à 500 000 francs.

La nouvelle majorité de gauche a, pour le moment, gelé son budget cinéma : elle est en train de négocier une convention avec le Centre national du cinéma (CNC), qui pourrait aboutir à la mi-juillet. En attendant, le conseil régional cherche d'abord, comme dans les autres régions, à animer une politique fondée sur un travail de pédagogie de l'image en direction de la jeunesse, en travaillant dans les lycées avec les professionnels. Il s'agit aussi d'aider aux actions de création que mènent, par exemple, l'équipe du cinéma L'Alhambra, à Marseille, ou l'Institut de l'image d'Aix.

C'est aussi dans ce cadre que doit être confirmée l'aide au Festival des scénaristes de La Ciotat. Les subventions aux différentes manifestations, initiées dans la

mandature précédente, doivent se poursuivre : le festival documentaire *Vue* sur les docs à Marseille, le *Tout Court* d'Aix, comme Cines-tival, une opération de soutien ta-

rifaire aux salles, bénéficieront encore de l'appui du conseil régional. Selon les nouveaux responsables, le budget consacré à cette action devrait être notablement augmenté par rapport aux précédentes.

LES BUREAUX DU CINÉMA

Autre facette de l'action régionale : les bureaux du cinéma. Le travail de ces centres de ressources semble apprécié des professionnels désireux de travailler sur le territoire. Le bureau régional fonctionne en réseau avec celui du Var et avec ceux des villes d'Aix et de Marseille. Il n'accorde aucune aide financière, mais repère des sites et des lieux afin d'être capable de répondre à toute demande concernant fictions, documentaires ou publicités, et facilite l'obtention des autorisations administratives pour les tournages, et leur logistique.

Mais le plus important est d'aider les producteurs à recruter sur place. En relation avec l'ANPE, il s'emploie à trouver les compétences dans une large réserve de main-d'œuvre. Un chargé de mission audiovisuel est par ailleurs au service de la ville de Marseille, qui,

entre 1989 et 1995, avait été la première ville de France à disposer d'un outil d'intervention, créé et animé par Dominique Wallon avant son départ vers le CNC.

Finalement, 1 100 jours de tournage ont eu lieu en 1998 en PACA, dont 500 pour la seule ville de Marseille, qui a recensé 90 tournages dont 19 courts métrages, 3 longs, 14 documentaires et 9 films de publicité. Ces chiffres sont certainement sous-estimés, car ils ne prennent pas en compte les tournages réalisés hors de toute demande d'autorisation. Si les différents partenaires restent prudents en matière de retombées, on estime, sur la base des

fiches que les productions veulent bien communiquer à la fin des tournages, que 40 millions de francs auraient été dépensés sur place en 1997.

La production en région reste rare. Paul Saadoun dirige Treize productions, une des rares sociétés pérennes à conserver son siège social hors de Paris : il produit plus d'une dizaine de films par an. Mais il a aussi un bureau à Paris : « *Il n'existe aucun système de décentralisation*, explique-t-il. *Il faut donc être aussi à la capitale.* » Pour lui, qui trouve sur place une main-d'œuvre qualifiée, des sources d'inspiration, des propositions, « *les politiques publiques n'ont eu*

aucun poids » dans tout ce qui s'est fait ici depuis des années. Regardant en arrière, il souligne aussi que la région a toujours été une grande région de cinéma pour la fiction et le documentaire.

Finalement, c'est peut-être cette facilité et la nostalgie de l'époque des grands studios à Marseille et Nice, que chacun a rêvé de reconstituer, qui explique que les collectivités locales – région, départements ou villes – ont du retard par rapport aux autres régions qui ont mis en place depuis quelques années des politiques actives d'aide à la production.

Michel Samson

Pourquoi ils tournent dans le Midi

MARSEILLE

de notre correspondant régional
Robert Guédiguian, l'auteur de *Marius et Jeannette*, tourne actuellement deux films à Marseille : en dix-sept semaines de tournage, sans compter la préparation, 75 personnes, outre les 12 acteurs, auront travaillé sur ses

films. Pour le premier, un conte, il occupe un garage de studio au fond du vallon de Riaux, à l'Estaque, et se prépare à diriger 500 figurants sous le soleil.

Pourquoi tourne-t-il à Marseille ? « *Je suis né ici, mon langage c'est cette ville, mon vocabulaire ce sont ces murs, cette lumière, ces figuiers ; et la mer toujours proche* », dit-il. Mais pourquoi ses films sont-ils reconnus au-delà de la région ? « *Parce que plus les choses sont ancrées, plus elles sont universelles. Pas parce que Marseille est à la mode, même si Marius et Jeannette a participé de cette mode.* »

S'il trouve sur place des techniciens, il utilise comme chefs d'équipe des professionnels qui ne vivent pas ici, des gens plutôt comme lui, originaires de la région mais qui ont amélioré leur métier à Paris ou ailleurs, dans l'impalpable pays du cinéma.

Jean-Louis Comolli vit à Paris, mais il a tourné *L'Ombre rouge* à Marseille en 1981 et réalise une bonne part de son travail documentaire dans la région. Il sait pourquoi : « *Un cinéaste cherche toujours un lieu de récits : à Marseille il y a plus de récits qu'ailleurs. C'est une ville lourde d'histoire, elle est donc pleine d'histoires, de celles qui alimentent les récits contemporains.* » C'est pourquoi, selon lui, « *les gens sont plus passionnés dans cette région qu'ils ne le seraient ailleurs* ». Il ne sent pas ce frémissement à Paris même quand il cherche les traces de la Commune. Il a l'impression qu'à Paris « *tout a été gommé du passé invisible qui nourrit le cinéma* ». En filmant dans le Midi, il cherche à capter « *cette électricité de la ville que les gens portent sur eux et qui nous dit que les fantômes sont toujours là* ».

M. S.

En Gironde, une distillerie polluée depuis vingt-cinq ans

BORDEAUX

de notre correspondante
Jeudi 20 mai, Michel Douence a deux rendez-vous. Ce PDG d'une distillerie d'alcool, la société Douence, nichée dans une vallée verdoyante de l'Entre-deux-Mers au sud de Bordeaux, a été mis en examen le 15 mars pour « *rejet en eau douce de substances nuisibles à la faune piscicole et à son habitat* », et « *infractions à la législation sur les installations classées* ». Le 5 mai, le juge d'instruction bordelais Alain Bressy avait ordonné le placement sous contrôle judiciaire de la société et sa fermeture à compter du 8 mai.

Jeudi matin, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Bordeaux doit examiner une requête du procureur général aux fins d'annuler, pour une erreur de procédure, la mise en examen, les procès-verbaux d'audition et l'ordonnance de placement sous contrôle judiciaire. L'après-midi, M. Douence est convoqué au conseil départemental d'hygiène, qui va donner son avis sur un projet d'arrêté préfectoral visant la suspension d'activité de la distillerie.

« ÇA PUE DOUENCE »

Depuis cinquante ans, cette affaire familiale produit de l'alcool à partir de la distillation de marcs de vins, de lies et d'excédents vinniques. Ces résidus sont traités, désalcoolisés puis séchés. La société réalise plus de 75 millions de francs de chiffre d'affaires (11,3 millions d'euros) et emploie 37 personnes à temps plein.

Dans cette vallée classée zone naturelle d'intérêts écologique, faunistique et floristique, la distillerie a sombre allure. Au-dessus d'un conglomérat de hangars, de cuves et de tôles, les cheminées crachent une fumée âcre et nauséabonde. D'énormes terrils de marcs séchés et de rafles (restes de grappes), s'entassent sur plusieurs mètres de haut, sans confinement. A quelques pas de là, les épandages de vinasses génèrent des effluves fétides et détruisent la flore. « *Ça*

pue Douence », est devenue l'expression consacrée des riverains qui, certains soirs, sont obligés de fermer portes et fenêtres.

De multiples infractions ont été constatées depuis 1975. En 1998, le PDG a bien réalisé des investissements. Mais les fonctionnaires de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt (DDAF) constatent toujours un trop-plein du système de lagunage (bassins de décantation), des excédents de ruissellement provenant de champs d'épandage saturés, l'utilisation de terrains inadaptés et non autorisés pour cette pratique, ou encore un épandage illicite d'eaux résiduaires à proximité d'habitats sur une terre labourée. Le fond du ruisseau à proximité est « *noirâtre* », « *colmaté par des matières organiques induisant une importante colonisation du milieu par des bactéries filamenteuses sur plusieurs kilomètres en aval de la distillerie* ».

Malgré plaintes, pétitions, PV de la DDAF et du Conseil supérieur de la pêche, il aura fallu attendre fin 1998 et l'insistance du ministère de l'environnement pour qu'une information judiciaire soit ouverte. En décembre, une association locale de défense de l'environnement a déposé un recours au tribunal administratif contre le préfet de région. Elle lui reproche son « *inertie* ».

Deux arrêtés préfectoraux ont bien été pris, en 1975 et 1985, sans être respectés par le PDG. Car ces arrêtés doivent être appliqués par le maire de la commune. Dans le cas présent, le premier magistrat de Saint-Genès-de-Lombaud et le PDG ne font qu'un : M. Douence est un élu (PPDF), un employeur local important et un homme influent, président du Crédit agricole de Créon, administrateur de la caisse régionale de la même banque, membre du bureau de l'association des maires de Gironde et membre du comité consultatif des marchés publics...

Claudia Courtois



Les téléphones mobiles permettant l'accès aux services internet* viennent de l'est de la Silicon Valley. De France, pour être précis.

ALCATEL EST LE PREMIER CONSTRUCTEUR DE TÉLÉPHONES MOBILES AU MONDE À PROPOSER DEUX GSM INTÉGRANT UN MINI NAVIGATEUR QUI OFFRE L'ACCÈS À DES SERVICES INTERACTIFS : LE ONE TOUCH™ POCKET ET LE ONE TOUCH™ VIEW. À PARTIR DE CES MOBILES VOUS SEREZ EN MESURE D'ACCÉDER À VOTRE COMPTE EN BANQUE, DE CHOISIR UN RESTAURANT, DE TROUVER UN ITINÉRAIRE ET BIEN D'AUTRES CHOSSES ENCORE. POUR EN SAVOIR PLUS, CONNECTEZ-VOUS À NOTRE SITE : www.alcatel.fr

*DISPONIBLES UNIQUEMENT DANS LES PACKS SFR "LES UNS... LES AUTRES" (ONE TOUCH™ POCKET) ET "E.MEDI@" (ONE TOUCH™ VIEW).



The Hi-Speed Company

DISPARITION

■ LEON THOMAS, chanteur de jazz américain, est mort, dimanche 16 mai, des suites d'une leucémie. Il était âgé de soixante et un ans. Né à East Saint Louis (Illinois) le 4 octobre 1937, Amos Jr. Leon Thomas avait fait ses débuts dans l'orchestre du saxophoniste Jimmy Forrest avant de s'installer à New York à la fin des années 50. Il participe à des revues de music-hall, remplace le chanteur Joe Williams dans l'orchestre de Count Basie puis rejoint Pharoah Sanders de 1969 à 1972. C'est au sein des groupes du saxophoniste, qui fait la synthèse entre le free jazz et les musiques du monde (Afrique et Orient), que Leon Thomas va développer son chant caractérisé par un mélange de voix gospel grave et intense et d'effets proches du yodel tyrolien (ses interventions dans le morceau The Creator Has a Master Plan, en 1969, font date). Il est ensuite l'un des membres du groupe du guitariste Carlos Santana dans la période où le guitariste témoigne de l'influence du saxophoniste John Coltrane sur sa musique. A partir du milieu des années 70, Leon Thomas va mener une double carrière comme leader ou en rejoignant diverses formations, sans retrouver la popularité de ses deux participations prestigieuses. Ces dernières années, il chantait régulièrement au Lenox Lounge, dans le quartier de Harlem.

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du mercredi 19 mai est publié :
● Droits de l'homme : un décret relatif à la Commission nationale consultative des droits de l'homme ; un arrêté portant nomination à la Commission nationale consultative des droits de l'homme ; un arrêté portant nomination du président (Pierre Truche) et des vice-présidents.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

- Cabourg. Paris.
Nicolas QUERCY
est né de
Natalie,
le 14 mai 1999,
pour la joie de ses grands-parents,
Françoise et Jacques VERNE.

Anniversaires de naissance

- 20 mai 1959-20 mai 1999.
Aujourd'hui, notre artiste, notre
Didier
a quarante ans.
Joyeux anniversaire.
Avec toute la tendresse de papa,
maman, Françoise.

Mariages

- 20 mai 1981-20 mai 1999.
Julien,
Dix-huit ans déjà.
Sois heureux.
Le monde t'appartient.
Que la force de ton papy t'accompagne
longtemps encore.
Bon anniversaire à tous les deux.
Maud et Mamounette embrassent leur
bichon chéri.

Mariages

Marie GILLOOTS
et Jean MENECHAL
sont très heureux de faire part de leur
mariage, à Saint-Astier, le 14 mai.
46, rue des Fossés-Saint-Bernard,
75005 Paris.
13, rue Henri-IV,
69002 Lyon.

Jean-Claude
et Geneviève BÉCANE-PASCAUD,
Dominique et Florence BLADIER
sont heureux d'annoncer le mariage de
leurs enfants,

Marie-Cécile
et Jean-Baptiste.

La cérémonie religieuse aura lieu
le samedi 22 mai 1999, à 15 heures, en
l'église Saint-Sulpice, à Paris.

Décès

- Nelly Sabatier,
sa compagne,
Lucas,
son fils,
Sa famille en France et en Italie.
Et tous ses collègues et amis du
département d'hébreu et de l'université
Paris-VIII,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Armando BERRONE,
professeur de littérature ancienne d'Israël
à l'université Paris-VIII,

survenu à Paris, le 16 mai 1999, dans sa
cinquante-troisième année.

La levée du corps aura lieu le samedi
22 mai, à 9 heures, au funérarium du
cimetière des Batignolles, rue Pierre-
Rebière.

Une cérémonie aura lieu au
columbarium du Père-Lachaise, le
même jour, à 9 h 30.

- Batz-sur-Mer (Loire-Atlantique).

Mme Marie-Rose Berthelet,
son épouse,
à la profonde tristesse d'annoncer le décès de

M. Jacques BERTHELET,

survenu le dimanche 16 mai 1999, à l'âge
de soixante-neuf ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi
21 mai, à 14 h 30, dans l'ancien cimetière
de Batz-sur-Mer.

36, Grande-Rue,
44740 Batz-sur-Mer.

- Saint-Innocent. Rome. Paris.

Humbert-Emmanuel Carcel,
Arnaud et Constance Carcel,
ses petits-enfants,
Les familles Carcel, Blanchard, parents
et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

Charles CARCEL,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national
du Mérite,
commandeur des Palmes académiques,
T. Colonello, ruolo d'onore
della Legione garibaldina,

le lundi 17 mai 1999, dans sa quatre-vingt-
dixième année.

La messe de funérailles aura lieu
le jeudi 20 mai, à 14 h 30, en l'église de
Brisson - Saint-Innocent (Savoie), où l'on
se réunira.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

224, via della Balduina,
00137 Rome.
32, rue de Chazelles,
75017 Paris.

paringer

A partir de
6 500 F
ou version
simple
4 500 F
Le corps est votre monture la
plus sûre ! Ne le flâtez pas,
ne le désarticulez pas.
Voici un nouvel art de dormir.
Lit double gigogne
directoire sur
lattes, métal
noir. 2 matelas
laine et crin,
comme en 1800.
Modèle déposé
Doubles housses déhoussables,
coton écru, 2 oreillers, 2 traversins.
121, rue du Cherche-midi, 66 - Tél. 01 42 22 22 08
12, rue de la Chaise, 76 - Tél. 01 45 44 10 44

- Nadine, Marianne et Marie Bouvaist,
Jacqueline, Fanny et Francine,
ses sœurs,
Sa belle-sœur, ses beaux-frères,
Ses nièces et neveux,
Gilles Colleu,
Celles qui l'ont aimé,
ont la douleur immense de faire savoir
que

Jean-Marie BOUVAIST

nous a quittés tranquillement, lundi
17 mai 1999.

Une cérémonie aura lieu en l'église
Notre-Dame-de-la-Chapelle, à Abbeville
(Somme), le jeudi 20 mai, à 11 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Ses amis des personnels administra-
tifs et enseignants du département « Mé-
tiers du livre » de l'IUT d'Aix-en-Pro-
vence (université de la Méditerranée),
Les étudiants qu'il y a formés, pour
beaucoup devenus ses amis,
ont la très grande douleur de faire part du
décès de

Jean-Marie BOUVAIST,

écrivain et professeur des universités.

De ce département, dont il a
déterminé contribué à forger l'identité
et qu'il a longtemps dirigé, Jean-Marie
Bouvaist aura été sans cesse, même aux
temps les plus difficiles de la maladie, le
catalyseur, la force théorique première -
dans la rigueur et l'écoute ; dans
l'inventivité et l'affection.

« Etre du bond.
N'être pas du festin, son épilogue. »
(René Char.)

- Le Centre de recherches sur les très
basses températures du CNRS à
Grenoble,
Tous ses collègues et amis,
ont le regret d'informer du décès de

Mélicha CHARALAMBOUS,

survenu à Athènes, lundi 17 mai 1999.

- Sa famille,
Et ses amis,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Alain FURBURY,

survenu à Nice, le 12 mai 1999, à l'issue
d'une courte et implacable maladie.

Ils vous invitent à assister à la messe
qui sera dite à son intention, le vendredi
21 mai, à 11 heures, dans la chapelle
Sainte-Anne, rue Sainte-Anne (cathédrale
Saint-Etienne) à Toulouse (Haute-
Garonne).

- Le bâtonnier,
Et les membres du conseil de l'ordre
des avocats au barreau de Toulouse,
ont la tristesse de faire part du décès de
leur confrère,

Alain FURBURY,

survenu à Nice, le 12 mai 1999.

Une messe sera prononcée à sa
mémoire, le vendredi 21 mai, à
11 heures, dans la chapelle Sainte-Anne,
rue Sainte-Anne (cathédrale Saint-
Etienne) à Toulouse (Haute-Garonne).

Associations
communiquent vos
Assemblées
générales
tous les jours
dans le Carnet

Tarif à la ligne
120 F TTC / 18,29 €
☎ 01.42.17.39.80
Fax : 01.42.17.21.36

- Le proviseur et la communauté
scolaire du lycée Janson-de-Sailly
ont la profonde tristesse de faire part du
décès de

Mme Catherine DEVULDER,

professeur d'histoire
et docteur d'Etat,

à l'âge de cinquante et un ans.

Les obsèques ont eu lieu mardi 18 mai
1999, en l'église de Sampigny (Meuse).

Ils s'associent au deuil de ses parents et
de sa famille.

- Pontoise.

La famille de M. Jean Matisse (†),
La famille Schreppel,
Ses sœur, frère, neveux et nièces,
font part du décès de

Mme Maria MATISSE,

survenue le 16 mai 1999, à Pontoise.

La bénédiction a lieu ce mercredi
19 mai, à 16 heures, en l'église Saint-Ma-
clou de Pontoise.

Condoléances sur registre.

L'inhumation aura lieu le jeudi 20 mai,
à 14 h 30, au cimetière de Tain-
l'Hermitage (Drôme).

- Mme Pierre Philiponeau,
son épouse,
Ses enfants, petits-enfants et arrière-
petits-enfants
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre PHILIPONEAU,

ingénieur général de l'armement,
commandeur de la Légion d'honneur,

survenu à Sanary-sur-Mer, le 18 mai 1999.

La cérémonie religieuse aura lieu le
vendredi 21 mai, à 16 h 30, en l'église de
Trébeurden (Côtes-d'Armor), suivie de
l'inhumation au cimetière de Trébeurden.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Le docteur Jacques Postel,
son époux,
Le docteur et Mme Olivier Jourdain
et leurs enfants,
M. et Mme Alain Beauvieux
et leurs enfants,
Yves Postel, François Postel,
Ses enfants et petits-enfants,
Et tous ses proches,
ont la grande tristesse de faire part
du décès de

Mme Madeleine POSTEL,

née BERNUY,

survenue le 17 mai 1999, à l'âge de
soixante-dix ans.

La cérémonie religieuse aura lieu en
l'église Notre-Dame de Saint-Mandé, le
jeudi 20 mai, à 15 h 45, et sera suivie de
l'inhumation au cimetière sud de Saint-
Mandé.

8, rue de l'Alouette,
94160 Saint-Mandé.

- Mme Paul Vignal,
Mme Hélène Vignal,
Guy et Violaine Vignal,
Edith et Jean Marie Delcoustal,
leurs enfants et petits-enfants,
La famille du pasteur Jean Faure,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Robert VIGNAL,

née Madeleine FAURE,

le 12 mai 1999, à Chambéry, dans sa
quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans
l'intimité, à Beaumont-lès-Valence
(Drôme).

« L'Eternel est mon berger »
(Psaume 23).

Anniversaires de décès

- In memoriam.

Renée CHALON,
née LANGLAIS,
1902-1998.

De la part de
Colette-Frédérique,
sa fille.

92, avenue Philippe-Auguste,
75011 Paris.

« Tant qu'il y aura des vivants,
les morts vivront. »
(Vincent Van Gogh).

Pierre LEROUX,

20 juin 1996.

Georges LEROUX,

19 mai 1997.

- Niort. Versailles. Port-au-Prince
(Haïti).

Le 20 mai 1997,

la baronne
Clara SARKAS-KELLER

nous quitte, courageuse et digne jusque
dans la mort.
Tout notre amour et toutes nos pensées
vont vers elle.

Nominations

- Le Syndicat des énergies
renouvelables
a le plaisir de faire part de la nomination
de son président,

André ANTOLINI,
chevalier de la Légion d'honneur,
au grade d'officier de l'ordre national
du Mérite.

Syndicat des énergies renouvelables,
16, rue Saint-Paul,
92200 Neuilly-sur-Seine.

CARNET DU MONDE

Fax : 01-42-17-21-36

souhaitez
la fête des mères
le 30 mai
dans le carnet

Spécial
*
fête
des
mères

tarif: 83 F TTC la ligne
tel: 01 42 17 29 96
tel: 01 42 17 29 94
fax: 01 42 17 21 36

CAHIERS DU CINEMA
TODD SOBIE MI MADRE
ALMODOVAR - LE CINEMA
A CŒUR OUVERT
CONVERSATION AVEC
CATHERINE DENEUVE
PAR OLIVIER ASSAYAS
RAOUL RUIZ GAGNE SON PARI -
PROUST EN SCENE
535
CHIARA MASTROIANNI -
OLIVEIRA À LA LETTRE
NUMÉRO 535 - MAI 99
SPÉCIAL CANNES
40F - Chez votre marchand de journaux

SPÉCIAL VACANCES :
J'ai bien noté
que je pouvais
faire suspendre
ou suivre mon
abonnement
pendant mes vacances.
Pour les vacances ou un
déménagement, un numéro
exclusif : 0 803 022 021

Abonnez-vous en toute liberté
Vous faites arrêter votre
abonnement quand bon
vous semble
Vous ne payez rien
d'avance
Vous êtes sur de ne
manquer aucun numéro

Bulletin d'abonnement
OUI, je désire m'abonner au Monde pour
seulement 173 F (26,37€) par mois pour
26 numéros par prélèvement automatique
Important: merci de joindre un relevé d'identité bancaire
ou postal à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier
M. Mme Mlle 901MQ002
Prénom:
Nom:
Adresse:
Code Postal: Ville:
J'autorise l'établissement tireur de mon
compte à effectuer sur ce dernier les prélè-
vements pour mon abonnement au journal
Le Monde. Je pourrai suspendre à tout
moment mon service au journal Le Monde.
Date et signature obligatoires:

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR
ORGANISME CRÉANCIER Le Monde
21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris CEDEX 05
TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER
Nom:
Prénom:
N°: rue: ville:
Code postal:
NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT
DU COMPTE À DÉBITER (votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)
N°: rue: ville:
Code postal:
DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER
Code Établissement Code Guichet N° de compte Clé RIB

Recevez Le Monde
chez vous pour seulement
173F* par mois
En vous abonnant au Monde
vous êtes certain de ne manquer
aucun rendez-vous avec l'actualité,
aucun dossier, reportage, article
correspondant à vos centres
d'intérêt. Vous recevez bien sûr
tous les suppléments et cahiers
spéciaux à paraître dans l'année.
* Offre d'abonnement postal valable uniquement en France métropolitaine jusqu'au 31/12/1999.

HORIZONS

LITTÉRATURES



Le roman, chef-d'œuvre en péril ?

LA « LITTÉRATURE » EST TOUJOURS VIVANTE, HÉLAS

Comme la plupart des romanciers, Le « roman » ne m'intéresse pas du tout. Ce qui m'intéresse en revanche, c'est le roman, celui que je suis en train d'essayer d'écrire à un moment donné. Écrire est quelque chose de si difficile : je me rends



DK

compte, avec tristesse, que cela prend la plus grande partie du temps que je pourrais autrement consacrer à des spéculations littéraires totalement inutiles. En réalité, pour être complètement franc, comme la plupart des auteurs littéraires, je ne m'intéresse pas du tout à la « littérature » non plus. Pour ma part, ceux qui parlent avec grandiloquence de la « littérature », comme si ce mot avait voulu, voudrait ou pouvait vouloir dire un jour une seule chose en particulier, sans rire ni rougir de honte de leur propre suffisance, sont des gens que j'essaie d'éviter.

Dans les universités irlandaises, nombreux sont les jeunes qui étudient une matière intitulée « littérature anglo-irlandaise ». Je l'ai moi-même enseignée, mais je n'ai aucune idée de ce qu'est la littérature anglo-irlandaise, et personne d'autre ne le sait non plus. Prenez *Finnegans Wake*, de Joyce. Est-ce anglo ? Est-ce irlandais ? Est-ce de la littérature ? Je peux dire sans mentir que je ne connais pas un seul écrivain irlandais contemporain qui utiliserait le terme « littérature » pour définir ce qu'il fait. Je trouve d'ailleurs que c'est une évolution très saine. Avec l'émergence d'auteurs comme Roddy Doyle, Dermot Bolger et Colm Toibin, l'écriture irlandaise est enfin parvenue à se débarrasser de cet élément « littéraire » excessivement luxueux et lassant qui la rendait parfaitement illisible pendant si longtemps. Le fantôme de Joyce hante depuis les années 20 tant d'affreux romans irlandais, si mélancoliquement masturbatoires, bourrés à craquer d'adjectifs, chargés de timides « épiphanies ». Ils s'achèvent en général par une scène où le héros regarde par la fenêtre, d'un air lugubre, un marais détrempé par la pluie, se gratte les fesses en attendant que quelque chose d'intéressant se passe, et finit par décider d'émigrer en Angleterre. Le message tacite de presque chaque roman irlandais antérieur aux *Commitments* de Roddy Doyle était que « la personne qui a écrit ceci était très intelligente et très malheureuse et connaissait beaucoup de mots polysyllabiques, et il fallait travailler très dur pour obtenir le droit de pénétrer dans son esprit magnifiquement abîmé, ce que vous ne méritez pas, espèce de misérable vermine ».

Notre rapport à la « littérature » impliquait la peur, et non le désir. Nous abordions la « littérature » comme Monica Lewinsky Bill Clinton : avec un grand respect, à genoux et en baissant sa fermeture Éclair. A mon avis, il est temps que

nous nous relevions. Le but du roman est de changer le monde. Ni plus ni moins. Écrire un roman est quelque chose de profondément politique. Mais ce sont les petits détails qui changent le monde. En invitant le lecteur à voir les choses d'un autre œil, à percevoir des liens qu'il n'avait pas remarqués. Un grand roman illumine les coins sombres de ce que Yeats appelait « la répugnante boutique de chiffonnier qu'est le cœur ».

Voilà la « littérature », s'il faut une définition : des romans qui montrent à quel point les romanciers sont intéressants, fins et attirants sexuellement, si seulement nous, pauvres lecteurs, voulions bien faire l'effort de le voir. « *Regardez-moi* », murmure, au travers du texte, l'auteur littéraire. « *Je suis si fin. Je suis si sensible. Le genre de type qui voudrait que vous ayez un orgasme aussi. (Une fois mon propre orgasme assuré, évidemment.)* »

Alors, quand ces temps-ci on me demande si la « littérature » est toujours vivante, je réponds : « *Malheureusement, oui.* » J'aimerais vraiment qu'elle ait partagé le sort du dinosaure.

En ce qui concerne la présumée « crise » du roman, je pense que ce sont des balivernes. Certains des meilleurs écrivains qu'il m'ait été donné de lire sont vivants et écrivent. Je pense à des personnes aussi différentes que Richard Ford, Toni Morrison, Don De Lillo, Salman Rushdie, Martin Amis, Ian McEwan. Tous ces gens qui font de longs discours sur la mort du roman, mais que veulent-ils donc, bon sang ? Il s'agit de la génération de romanciers anglophones la plus excitante, la plus explosive de tous les temps. Je défie quiconque d'indiquer une période plus prolifique pour le roman depuis que le genre a été inventé. Personnellement, j'échangerais tout Dickens – et j'aime bien Dickens – pour une seule page de *Independence Day* de Ford ou un seul paragraphe de *Jazz* de Morrison. Oui, certains des pires écrivains de tous les temps sont en vie, pondent d'exécrables nullités en série et sont extrêmement bien payés pour cela. Mais cela ne me dérange pas vraiment. En fait, je suis heureux pour eux ! Les mauvais textes ont toujours existé. La plupart des gens adorent les mauvais textes. Ils préfèrent ça. Ils n'en ont jamais assez ! De la même façon que la plupart des gens préfèrent la mauvaise pop music. Et alors ?

Mais il n'y a pas du tout de pénurie d'excellents écrivains. Alors, quand des discussions enfiévrées sur l'« état de la crise du roman contemporain » éclatent, je peux à peine maîtriser mon indifférence. De toute façon, le terme « crise » ne devrait jamais apparaître dans la même phrase que le mot « littérature ». La prétention amoralisée même de cette façon de parler me met vraiment hors de moi. Ce qui se passe en Yougoslavie est une « crise ». Ce qui se passe dans le monde de la « littérature » est précisément ce qui s'est toujours passé dans ce monde depuis que Herr Gutenberg a inventé sa presse et nous a donné un moyen si intéressant de passer le temps : à savoir,

A l'occasion des dix ans du festival Etonnants voyageurs de Saint-Malo, « Le Monde » a laissé carte blanche à son fondateur, Michel Le Bris. Des écrivains nomades, étrangers et français, s'interrogent sur le sort de la littérature. De l'enthousiasme, de l'ironie, et une folle envie de raconter des histoires

ETONNANTS voyageurs est né il y a dix ans d'une volonté têtue : affirmer, contre les modes du temps, l'urgence d'une littérature « voyageuse, aventureuse, ouverte sur le monde, soucieuse de le dire ». Un monde sombre devant nous, un autre était en train de naître, dans les convulsions, les embrasements et les tumultes, et l'on se satisfaisait de s'absorber dans la contemplation de son nombril. Il me fallait un autre espace, où respirer un peu plus large. Et pour cela, se battre. Ce fut à Saint-Malo, la vieille cité corsaire.

Je sais : la mode serait au minimal, au transparent, au chuchotis frileux. Un amateur de radio, dont on n'avait guère remarqué jusqu'ici qu'il brillait par le style, annonce à grands fracas qu'il publiera à la rentrée un roman « *désécri* ». Ici, on nous annonce le surgissement d'un puissant courant littéraire qui, refusant le monde, la politique, le souffle, s'attacherait à révéler les « *profondeurs insoupçonnées* » du quotidien en sa banalité même, par la grâce d'une écriture dont le chic, bien sûr, est de s'être rendue « *invisible* ». Là, une autre bataille « *contre l'imagination* ». Tandis que de jeunes branchés militent pour l'« *autofiction* ». Et l'on se croit rimbaldien en diable de se revendiquer « *résolument moderne* » – sans se douter que, loin d'être le mot d'ordre de Rimbaud, c'est au contraire ainsi que le poète résumait ce qui lui paraissait être l'imbécillité de son temps...

Eloge du repli, des petits égoïsmes, des petits cynismes, des petites médiocrités. Fini le souffle, finies les grandes envolées, et finie la croyance en d'autres valeurs que la « réussite ». Dépassés Homère, Rabelais, Shakespeare. Dépassés Melville, Dostoïevski, Ringard, sans doute, Hugo. Et Ringard, Artaud ? Voici le vide promu triomphe de la légèreté,

le « *désécri* » devenu le dernier chic littéraire. Le tout appuyé sur un matraquage médiatique hystérique. Alors quoi ? La littérature est-elle à jeter au rayon des vieilleries, remplacée par des logiques de « communication » ? Est-elle en crise, en danger de mort ? Ou bien est-elle vivante, au contraire ? Et si oui, sous quelles formes ? Le roman a-t-il encore l'ambition de dire le monde ? Cette question, avec *Le Monde*, nous avions envie de la poser aux écrivains eux-mêmes, plus qu'à ceux qui se font profession de discourir sur elle, Français et étrangers, pour sortir des scènes de ménage du VI^e arrondissement. Ces extraits ne sont que le début d'un vaste débat. L'ensemble des réponses fera l'objet d'un livre, à l'automne.

Entendons-nous : nul souci, chez personne, d'opposer une « littérature du Dehors » à une « littérature du Dedans », de l'intime, mais la conviction que c'est la *diversité* qui fait la richesse d'une littérature, non la réduction à une supposée tradition, un supposé esprit « français ». Française, la tradition du « roman psychologique » ? Je veux bien. Mais français, aussi bien, Malraux, Kessel, Cendrars, Mac Orlan. Et français, Hugo, Nerval, Rimbaud. Française, donc, tout autant la littérature du Dehors. Elles s'opposent d'autant moins, d'ailleurs, ces littératures, qu'elles paraissent nécessairement liées. Ce qui est jeu dans l'expérience du Dehors, c'est l'épreuve de l'altérité, la dérangeante, l'inquiétante, la bouleversante *étrangeté de l'autre* – laquelle, seule, peut nous faire découvrir, au plus intime, *notre propre étrangeté* : cet « autre » qui est en nous, avec lequel tout écrivain fait œuvre. Alors, oui, et alors seulement nous pouvons parler des « *profondeurs de l'âme humaine* », et plus seulement de nombrilisme.

Michel Le Bris

la grande majorité des livres qui sont publiés ne sont pas très bons, mais certains livres sont merveilleux. J'ai le sentiment qu'il en sera toujours ainsi.

Joseph O'Connor

LA BOUGIE BLAGUEUSE

Fastoche, la littérature. On écrit, on publie, on guette un chèque au courrier. Et, pour les honneurs du podium, ne suffit-il pas de s'être longtemps couché de bonne heure avec une légère migraine ? On se lève tard, le tour est joué : A c a d é m i e française, immortali-té brevetée, lauriers à gogo. A partir de là, qu'irions-nous chercher noise au roman, le



LJUNGGRASSET

suspecter d'être gâteux, ringard, le bassiner avec l'an 2000 et les arborescences du virtuel, songer à l'interdire, mais oui, comme on inter-

dirait à des garnements de jouer avec le cadavre de mémé ?

Les temps changent, le calendrier s'ébroue, il veut du neuf. L'art contemporain ? Quel feignant ! La musique ? Vieux caramel ! La littérature ? Céline et Céline encore, multipliée comme les petits pains ou les statuettes de Napoléon à Waterloo. Elle roupille, la vieille. Elle est en encore à désigner la faille, le destin : dieu-qui-viendra-viendra-pas, *l'inconvénient d'être né*, l'amour - la mort, la nuit des temps recroquevillée dans la moindre particule élémentaire ou le truisme du jour. *Has been* le roman ? Il proteste. Il arrive au tribunal en grand tralala. Il a des amis haut placés. Ça va barder.

La paranoïa souffle au tournant des époques. On se demande si ça tient toujours, les mythes, la baraque aux merveilles héritée des anciens. On a tout fait pour la dégommer, pour évincer la narration du roman, pour bâillonner Alice. On a tordu le cou aux adjectifs, au style, aux personnages en quête d'auteur, aux auteurs habités par

les âmes errantes d'Oblomov ou de Madame Bovary ; on a glosé, décrit, distribué des bons points et des blâmes ; on a voulu bazarder l'émotion, vieille bécane et vieux tuyaux goudronnés ou cochonnés aux triglycérides ; on s'est partagé la dépouille entre gens bien ; on a même embringué le public dans un chantage au mépris dont il ose à peine se relever ; on s'est pâmé à l'unisson devant des os de seiche à faire pleurer Bélise, mais pas Margot.

Soufflée sur la charlotte aux fraises, la bougie blagueuse se rallume illico par autocombustion. Le roman *idem*. Il est toujours d'attaque. Il poursuit son œuvre, à savoir, *inlassablement régénérée, l'histoire de Titine et de Frisepoulet*. On les connaît bien ces deux-là. Ça franchit allègrement les an 1000 ou 2000, ça porte culotte, mini-jupe ou péplum. C'est yin et yang. C'est Rachel et Jacob, Athos et Milady. C'est Angélique, Tancred et les autres, fleurs bleues, orties déshirées. C'est très amoureux, ça triche et ça tue. C'est en bisbille

avec les autofictifs, les témoins du moi-je qui, régulièrement, ont à cœur de fusiller la liberté d'être un autre par le roman.

Le roman, d'ailleurs, fit-il jamais autre chose que hasarder les mots d'un perpétuel « il était une fois » ; chuchoter un conte un peu triste à l'oreille de l'enfant qui s'éveille, une planète entre les mains ; manger Hansel ou Gretel dans la chaumière en sucre ; raconter les cent mille et une vies où nous traînons plus ou moins grands méchants loups, plus ou moins blessés, à la recherche d'une bonne âme ou d'une proie. Le reste est littérature, cuisine et recette, pourquoi pas *happy end* et planning familial harmonieux pour des personnages exsangues et théoriquement suicidés ? L'écrivain, lui, se reconnaît à l'art de marquer son refrain dans les mots de la tribu, loin des idées maintes fois pollinisées par l'air du temps.

Rien de ce qui est humain ne m'est étranger : credo du roman, il s'y tient. Il a dit les premiers craquements du Globe et la rosée colloïdale où frémit la Genèse ; l'histoire historique ou cette fable de siècles envolés que nous livrons au par cœur des enfants. Il dira bien la suite, et ce jusqu'à la dernière syllabe du registre des temps. Il se cherche un nouvel Homère, un nouveau Joyce. Avis aux amateurs.

Yann Queffelec

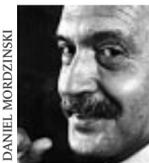
CRISE, RÉSURRECTION, ETC.

Emilio Salgari, un des écrivains ayant généré les plus grands succès éditoriaux de tous les temps et pays de cette planète, s'est ôté la vie en 1911, à l'âge de quarante ans, le métier d'écrivain ne lui permettant pas de nourrir sa famille. Aujourd'hui, Monica Lewinsky perçoit des millions de dollars pour le récit de ses fellations, chiffres dont n'avaient certes jamais entendu parler Cervantès, Kafka, Dostoïevski, Vallejo, Shakespeare, Dante Alighieri, ni les auteurs de la Bible et du Coran réunis. La devinette que nous proposons est la suivante : lequel de ces deux faits évoque une crise dans la littérature ?

Autrement dit, et pensant à Raymond Carver : de quoi parlons-nous lorsque nous parlons littérature ?

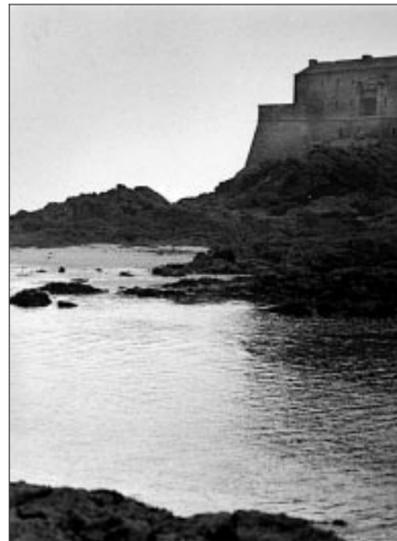
Il est possible qu'il y ait autant de confusion dans les réponses que dans les questions. De fait, quelle est la question littéraire ? De quel point de vue la considérons-nous ? Basée sur quels critères et sur quelles valeurs ? Quelle règle utilisons-nous pour mesurer sa décadence ou son apogée ? En trois mots... De quoi parlons-nous ?

Je ne dispose pas de chiffres pour pouvoir affirmer qu'actuellement on publie plus que jamais, mais je sais voir et je suis raisonnablement informé pour observer que l'on publie beaucoup. A moins qu'il ne s'agisse de cette mythique



DANIEL MORDZINSKI

Pour que la littérature s'ouvre au grand large, respire, il lui fallait un cap d'espérance. C'est à Saint-Malo, la vieille cité corsaire, qu'elle a, pour la dixième année, jeté ses amarres. Le Grand Bé, photographié par Bertrand Desprez.



– peut-être littéraire – amélioration qu'expérimentent certains malades aux portes de la mort, mais du moins, en principe, l'information ne semble pas soutenir la thèse de la crise.

Certains diront que l'on publie actuellement beaucoup d'ordures, et les raisons ne leur manqueraient pas, et bien qu'un tel jugement nous placerait dans le subjectivisme des opinions et des goûts personnels, nous pourrions cependant nous demander... N'était-ce pas ainsi auparavant ? Est-ce que, dans le passé, seules les œuvres d'écrivains comme celles de Góngora ou Camus se publiaient ? Les bons ont-ils vraiment jamais gagné ?

De quoi disposons-nous en faveur d'une théorie de crise ? La concurrence du cinéma qui allait tuer le livre, les assauts de la télévision qui tuaient le livre, et l'irruption d'Internet qui tuera le livre... On n'observe pas pour autant que la santé d'aucun soit menacée. Il semblerait plutôt que la diversité éclaircit les offres et sépare les différents publics. Les caractéristiques « commerciales », c'est-à-dire « propres de l'argent », bien que plus accentuées dans le cinéma et la télévision que dans la littérature, génèrent inévitablement des propositions diverses. Ni les jolies filles ni les programmes de concours ne sont une menace pour Borges, ni les effets spéciaux ne devraient trop inquiéter Simenon.

Il est aussi arbitraire d'affirmer que la littérature agonise, comme il l'est de jurer qu'elle vit ses années les plus glorieuses. Elle est tout simplement en turbulence, comme elle l'a toujours été. Je crois qu'en l'an 2000, ni le monde ne touche pas à sa fin ni ne meurt la littérature, et que pour améliorer la vie nous devrions continuer de compter sur des citoyens et écrivains responsables et inquiets.

Rolo Diez

TRENTE-TROIS BONS ROMANCIERS VIVANTS

Il y a bien longtemps, à la fin des années 50 et au début des années 60, j'ai subi l'épreuve affreusement douloureuse qui consiste à préparer une licence et une maîtrise de littérature comparée. Un jour, j'ai été viré de mes études et je suis devenu ouvrier du bâtiment, pour finalement retourner passer ces diplômes essentiellement inutiles.

Je me souviens d'avoir pris des notes, voilà près de quarante ans, en vue d'un essai que j'intitulais *L'Effet capitale en littérature*. De même que ce que nous considérons comme les petits primates et autres espèces mammifères et volatiles, nous sommes, nous humains, profondément xénophobes. (Un exemple absurde : je suis allé dans des dizaines d'endroits aux États-Unis où les habitants parlent de leur localité comme du « pays de Dieu ».) En matière littéraire, l'effet capitale se concentre dans les querelles sans fin qu'engendrent les lieux de la critique, que ce soit New York, Paris, Londres, Rome, Berlin ou Saint-Petersbourg, avec des différences historiques. La capitale domine tout le domaine littéraire sauf, bien sûr, la création, à côté de

laquelle elle se tient impuissante comme une mère toujours inquiète du prochain texte à venir. Les capitales sont des centres de l'ambition et, si un écrivain souhaite faire une carrière à succès, mieux vaut qu'il leur lèche un peu les bottes. Il est d'autres bien meilleures raisons, évidemment, de se rendre dans ces capitales, comme les bons restaurants, les musées d'art et le désir ardent de conversations intelligentes. Même William Faulkner ne pouvait s'empêcher d'aller de temps en temps à New York, où, jusqu'à son prix Nobel, les critiques importants jugeaient bon de l'appeler « Monsieur Épi-de-Mais ».

Je considère la situation de la littérature aujourd'hui, au sein d'une diaspora apparemment permanente, comme ayant un grand nombre des qualités de ce que les physiiciens contemporains traitent actuellement en termes de théorie du chaos. La structure publique de la communauté littéraire est comique. En Amérique, les professeurs d'écriture créative ont en grande partie ravi le contrôle aux élitistes de la côte Est, mais ce contrôle est sottement une victoire à la Pyrrhus. Des dizaines et des dizaines de prix sont distribués par des jurys éminemment médiocres. Si je calcule bien, je crois qu'on m'a offert cinq récompenses pour mon dernier livre, mais qui sont susceptibles de m'être retirés si je ne me montre pas dans quelque centre urbain et autres lieux de parole.

Les écrivains sérieux que je connais semblent être, de façon écrasante, internationalistes. A ne pas confondre avec la vénalité éhontée de l'« économie globale ». Ainsi, comme, pour des raisons de caractère, je dois vivre tout à fait retiré, j'ai récemment parlé au téléphone avec d'autres écrivains au sujet de Paco Taibo, un auteur mexicain attachant, de même que des diverses conceptions de Maurice Blanchot sur la forme, de ce que Gabriel Marquez pourrait publier bientôt, d'un auteur américain bizarre mais subtil du nom de Merle Gilfillan que personne, à ma connaissance, n'a jamais rencontré et qui a choisi de vivre en ermite. Les écrivains sont tout naturellement obsédés par le lieu où ils vivent, l'esprit du lieu, mais cela n'est pas à prendre pour du nationalisme.

J'associe le millénaire aux sentiments que j'éprouve très précisément quand ma voiture arrive à 77 777 miles. L'excitation se dissipe en quelques instants. L'écriture de qualité est un bien des plus rares ici à la fin du millénaire. L'écriture de qualité a toujours été plutôt rare. Le roman se meurt comme tout. Le roman mourait déjà, de façon plus bruyante encore, quand j'étais étudiant. Presque tous les livres ressemblent au prêt-à-manger, et sont masturbatoires en plus. Ils ne dilatent pas le cœur et l'esprit, ni ne sont mémorables comme l'est, disons, de faire l'amour avec Lucrece Borgia qui réciterait la poésie de Gaspara Stampa. Et le lauréat de l'an dernier paraît si souvent minuscule et précieuse, une collection de fleurs de papier extraordinaires quand seul un jardin sauvage, une forêt ou la jungle, est nourriture satisfaisante pour l'âme.

Finalement, à soixante-six ans, je dois me désintéresser de presque toutes les questions littéraires, car je crains de ne pouvoir achever le travail que je me suis fixé avant de

mourir. Le roman mourra quand tous les bons romanciers seront morts, et il y a une heure, sortant promener mon chien et cherchant des morilles, j'ai recensé trente-trois bons romanciers vivants. Si vous leur disiez que cette forme est morte, ils bâilleraient tous à l'unisson.

Jim Harrison
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Sylvette Gleize

QUI N'A PAS ENVIE D'ÉCRIRE DES CHOSE MAGNIQUES ?

Et tout d'abord, il faut bien comprendre le piège : l'écrit n'est pas une obligation. Le cinglé qui le pratique est un malade qui fait semblant d'être joufflu. Un type qui fuit la vie et dérive sur une mer démontée. Un parano consentant qui obéit à un besoin confus, déraisonnable et empirique de son ego, de ses glandes, de son ventre.

Somme ambigüe engeance, le veuve d'encre fait le pari de l'orgueil. Oh, pas plus que n'importe quel créateur, pardi ! Mais c'est vrai, il est miné par un grand germe de maladie, de violence. Il est vite ensaqué dans des obsessions qu'il allaite plus soigneusement qu'une nourrice sur son lieu. Il est consumé de l'intérieur par une insidieuse fièvre quart. Il est bombardé au virus équilibriste. Une envie folle de grimper la marche d'un hausse-mioche le prend. N'importe si l'escabelle est posée en équilibre impossible sur la corniche effritée d'un building de soixante étages. Il va se risquer. Il pense qu'il a sa place tout en haut.

On connaît la chansonnette. N'est pas écrivain qui veut. Le candidat à l'écriture du premier, du deuxième roman, n'a aucune chance a priori de réussir l'exploit. Mais allez raisonner le futur écrivain ! Le pied tendre du Klondike littéraire a beau savoir que la nature est une force énorme qui ceinture les ambitions de l'homme, il aura toujours envie de dérober le feu et de marcher sur les pépites.

Il y a de la fureur à écrire. De la rage à tenir le style. C'est dur, le style. C'est du remettez-moi ça sur la planche. Ça crève jusqu'au soir sous la lampe. N'empêche que la langue, tenez. Rien que le plaisir de la langue, voilà déjà un cap important vers lequel cingler ! Un pari avec l'exigence qui hausse le vagabond de l'esprit jusqu'à la lisière du dépassement de soi-même. Et puis, dites ! Attaque au mot ! La musique des phrases ! Le mystère du voyage sur le fleuve quadrillé ! Voilà qui n'a pas forcément un paisible goût de sucre !

Il faut de l'endurance pour tenir un roman. Se présenter chaque matin devant son établi. Traverser sans crainte des cavernes vides. Ne pas céder à ses gouttes de cœur. Ne pas se décourager si la vie devient furtive sur la page à peine noircie de quelques pattes de mouche et d'un petit dessin d'impatience. Imaginer une histoire, les yeux défaillants de doute, c'est courir après des empreintes de pas qui s'évanouissent aux abords d'un horizon prématuré.

Pourtant, dites-moi qu'il n'a pas envie d'écrire des choses magni-

ques ? Pour ma part, je ne torcherai jamais un petit boulot d'écrivain tranquille. Toujours, il faut que j'aie fouillé les mots. Que je les détrouse, gratte, repègne, attise.

C'est un exercice musculaire, presque. Un très puissant bazar qui m'a fait fuir le ronron fricailleur de la société où nous sommes, et comprendre que la langue parlée a toujours un mal fou à passer dans la langue écrite. De nos jours, vous m'entendez !

Seulement, les barons de la langue française n'admettent pas les origines de la langue vulgaire. Et wroutt, messieurs ! Excusez-nous si le français est une langue qui sent le sabot et la sève. Jusqu'à preuve du contraire, c'est Villon qui respire le grand air. C'est Rabelais qui est le plus grand.

Il y a du mystérieux à faire revenir en surface les pépites de la langue restées au fond de la carrière. Argot, vieux français, dialecte de Charente, mots nés au XX^e siècle, quelle différence ? C'est la façon de bander l'arc qui compte. Le centre de la cible devient une réflexion. En tamisant le vieux terreau qu'on a perdu, en criblant la terre de remblai que l'usage familial et la vie moderne nous livrent, on s'aperçoit de la belle force de la langue française. Jadis, elle coulait large comme une cuisse de Rubens, dans la tête, dans les tripes, les mots ne grouillaient pas froid. Je vous le redis après Céline, Rabelais avait de la glotte. Il marchait au rire, à la ventrée. Il avait le vin sur la table. Tandis que, maintenant, la mode est ailleurs. Dessinée à la taille de nos égoïsmes de gens pressés.

Jean Vautrin

RESPIRER DANS LA MARGE

Au début des années 80, quand mon deuxième roman est paru, mon père a pris l'objet, l'a regardé avec un mélange de fierté et de commisération et m'a demandé quand j'allais enfin me décider à écrire un « vrai livre ».

C'était un polar bien sûr, un petit bouquin bon marché imprimé sur du mauvais papier, qui faisait tout ce qu'il pouvait pour ressembler aux pulps

où s'étaient illustrés avant moi Raymond Chandler, Horace McCoy et la plupart des écrivains américains que j'adorais depuis que j'avais découvert la Série noire dans la bibliothèque de ma mère. Inutile de dire que le mépris amusé de mon père me renforça, ce jour-là, dans la certitude d'avoir choisi la bonne voie.

En fait, mon père avait cessé de me considérer comme un type tout à fait normal le jour où je lui avais annoncé que j'avais plus envie de me consacrer à la propagation du marxisme-léninisme (chinois de surcroît) qu'à l'enseignement de la littérature. Il trouvait normal qu'on fût révolutionnaire à vingt ans, pas que l'on persistât au-delà des désordres hormonaux de la jeunesse. Aussi ne fut-il que médiocrement étonné de me voir plus tard écrire des bouquins dans un genre que l'université et l'Académie s'accordaient à qualifier poliment de sous-littérature. Pour lui, le polar n'était qu'une erreur d'aiguillage de plus dans une

éducation bourgeoise qu'il croyait pourtant rectiligne. Il avait bien sûr raison de lier la révolution et la littérature noire, elles furent longtemps seules passions, mais, en bon réactionnaire, il attribuait le début de cette mini-catastrophe à l'embrigadement idéologique alors que mes lectures romanesques, la musique et le cinéma avaient depuis longtemps creusé la voie.

Jazz, rock'n roll, blues, Jack London, Stevenson, Kerouac, Ginsberg, Hemingway, Steinbeck, la Série noire, Mitchum, Bogart, Dylan, Jimi Hendrix et les Rolling Stones, tout se mélange quand je regarde derrière moi. Suis-je le rejeton un peu confus de Marx, Lénine ou Mao, ou le bâtard arrogant des convulsions puissantes et fertiles de la seconde moitié du siècle ? Vue d'où je suis maintenant, la question ne se pose même pas. Je viens d'un temps où seule la marge était belle. La Marge ! Le seul endroit où respirer librement était enfin possible. Trop occupés à nous barder d'étiquettes aussi braves que réductrices, nous ne savions pas encore que le terme de marginaux était celui qui nous collait le mieux à la peau, celui qui, malgré tout, mettait durablement nos cerveaux à l'abri du gros de la moisissure ambiante, et, si certains d'entre nous sont allés jusqu'à l'overdose, c'est que souvent l'air libre fait éclater les poumons.

Mon père avait tort, ce n'est ni Marx ni Mao qui m'ont poussé vers la Série noire, mais c'est bien elle qui m'a dévoilé le monde qu'ils voulaient changer. Le boulot du romancier n'est pas d'apporter des solutions mais de donner du théâtre des opérations – le terme est de Maurice Dantec – une vue claire et dégagée, sans naïveté ni engagement flamboyant. En nous donnant à lire, dès les années 50, leurs vues sur l'état du rêve américain, les romanciers de la Série noire ont fait plus pour la vérité que ceux qui proclamaient qu'elle seule était révolutionnaire alors qu'ils s'approprièrent déjà à mentir.

Quand on demande à Didier Daeninckx les raisons de son engagement dans le roman noir, il répond simplement qu'il n'aime pas la littérature qui tire à blanc. De toutes, c'est la réponse que je préfère, celle que je revendique. Elle a le mérite d'être à la fois d'une précision mortelle et, en dehors de toutes catégories éditoriales et marchandes, d'élargir le champ à tous les écrivains dont nous nous sentons proches. C'est à ceux qui ont fait le choix de la marge que revient le droit de reconnaître les autres membres de la tribu.

Patrick Raynal

VIVE LA LITTÉRATURE FACILE... À LIRE !

Le plus beau roman du temps qui passe, c'est *Le Vicomte de Bragelonne*. Les mousquetaires noirs de Monsieur de Trévillat ont habité mon enfance, avec Sherlock Holmes et Fantomas. D'Artagnan, nous le connaissons, il est de la famille, un cousin efflanqué, batailleur et fidèle à sa parole dans un siècle d'intrigues. Il reste capitaine quand ses meilleurs amis ont réussi ; il n'a pas de titre, pas d'héritage, pas de fortune, rien que sa voix forte et son inutile probité.

Trente ans ont passé sur l'amitié des mousquetaires, leurs destins les éloignent, mais quand le hasard les rassemble ou qu'ils s'affrontent, une ancienne affection resurgit. Dumas ne démontre jamais, il montre. Il a raison. Cela suffit. A une réplique, à un geste, à un mouvement de cape on a compris, et l'émotion vient de l'action, sans discours, sans que la nostalgie engourdisse.

Ce n'est pas regretter le passé que l'évoquer. L'Histoire, quand on l'utilise pour un roman, donne de la couleur dans une époque qui en manque, celle où vit l'auteur. Eh oui, le présent nous paraît toujours rétro, mais les hommes n'ont pas changé depuis qu'ils parlent, alors embarquons-nous dans le temps. Il s'agit bien d'un voyage, pour celles ou ceux qui lisent, comme pour celui ou celle qui écrit. J'aurais peu de joie à pousser de chapitre en chapitre des contemporains, leur préférant désormais le chèvrefeuille qui pousse devant ma fenêtre normande, ou ce buisson d'estragon que j'aperçois et qui m'ouvre l'appétit. Voilà : il faut écrire avec appétit, sinon les mots sont fades. Dumas l'expliquait : « Il y a deux sortes de littérature, la littérature ennuyeuse et la littérature facile, moi je fais de la littérature facile. » Il faut traduire : facile à lire parce qu'entraînant, quand on meurt d'envie de connaître la suite, qu'on tourne la page avec une certaine fébrilité et pas mal de curiosité. J'adapte cette formule à nos années molles : « Il y a deux sortes de littératures, la littérature nombriliste et la littérature de grand air. » Les deux coexistent, comme des films en noir et blanc avec le cinémascope couleur. J'ai une nette préférence pour l'écran large. L'Histoire, justement, exige le cinérama.

J'écris parce que ça me fait plaisir. Comme en cuisine, je tente toujours de simplifier pour relever le goût. Plus il y a d'ingrédients dans un bouillon de pot-au-feu et mieux ils se contredisent ; plus il y a d'adjectifs dans une phrase et mieux elle devient pâteuse. Tout est question de dosage et de rythme. Dès que vous avez placé vos personnages au premier chapitre, ils vous emmènent, ils ont des exigences car vous leur avez donné des droits en leur inventant une logique. A ce stade on se passionne, on les jette dans des situations pour voir comment ils vont se débrouiller. Ainsi se définit l'excitation du roman qu'on écrit : que va-t-il leur arriver ? Comment vont-ils se comporter ? Ces questions que je me pose chaque jour devant ma feuille, elles me plaisent, me relient, m'agacent, m'amuse. Je dois être le premier surpris par la machine que j'ai lancée, pour que le lecteur le soit. L'Histoire ? C'est aussi un cadre, une contrainte supplémentaire pour compliquer le jeu. Les embûches et les problèmes sont les bienvenus, je m'efforce de résoudre ceux-ci et d'éviter celles-là. Le roman n'est pas un genre anémié. Il durera tant que les humains auront besoin qu'on leur raconte des histoires, s'ils ont envie d'apprendre, de burlinquer, de ressentir et d'inventer ; n'oublions pas, en effet, que l'imagination du lecteur parcourt la moitié du chemin, et que pour cette raison les hébétés ne lisent point.

Patrick Rambaud

Les photographies des auteurs proviennent de l'ouvrage « Saint-Malo, étonnants voyageurs », éd. Arthaud.



18 / LE MONDE / JEUDI 20 MAI 1999

AU COURRIER DU « MONDE »

LA PENSÉE INIQUE

Déportation, meurtres, viols, pillages... oui, bien sûr, mais juste quelques jours et puis il faut comprendre...

Contre la pensée unique, Régis Debray ose la pensée inique. Ah ! le superbe isolement, la posture du héros, de l'élite éclairée qui pourchasse les évidences.

Mais le rebelle est fatigué et succombe à la tentation négationniste. Jusqu'ou peut mener la haine du coca, du McDo et de la vidéo ?

Frédéric Giraut
Grenoble (Isère)

LES CHEMINS DE L'EXODE

Parlant des réfugiés kosovars, Régis Debray dit avoir été « *bouleversé* » et admet que les récits ont « *un fond indéniable de réalité* ». Mais il expédie cette question en cinq ou six lignes sur les six cents de son article. De sa semaine passée en Macédoine, il n'a vu que les « *convois de chars* » américains qui remontent de Salonique vers Skopje. Pour quelqu'un qui n'aime pas les « *à-peu-près grandiloquents et péremptoires* », il arrive en deux semaines de séjour à une conclusion opposée à celle du HCR, MSF, la FIDH et d'autres organisations humanitaires pour qui il y a une volonté de déporter les populations et pour qui les exactions relèvent des crimes contre l'humanité. En fait, le but de la démonstration est d'amener une charge contre l'OTAN et, si on regarde bien la trame de son article, on s'aperçoit qu'elle suit à peu près celle développée par Slobodan Milosevic pour la télévision américaine il y a quelques semaines, à savoir : ce sont les bombardements de l'OTAN qui sont la cause de tout l'exode. Régis Debray y ajoute l'UCK, qui à l'en croire aura été redoutablement efficace.

Il y a cependant une question que l'on aimerait poser à M. Debray : pourquoi, sur les 710 000 réfugiés ayant quitté le Kosovo, aucun ou très peu ne va en Serbie ?

Joseph Lleres
L'Haÿ-les-Roses (Val-de-Marne)

UN VOYAGEUR PRESSÉ

Pardonnez ma stupéfaction, mais la lecture du petit « *J'accuse* », publié sous la plume de Régis Debray, me laisse pantois ! (...) Ne s'agit-il pas sur le fond d'un essai de falsification de la réalité, ce qui ne peut être que le cas de tout voyageur pressé qui ne parle pas les langues du pays ? N'étant qu'un simple enseignant provincial, qui a passé presque trente ans de sa vie à tenter de faire comprendre le monde à des générations de Seynois, je me révolte contre cette tentative de nature révisionniste. (...)

Où est le contrôle minutieux des faits dans des affirmations si importantes ? Où sont les accumulations de témoignages, qui, seuls, peuvent convaincre lorsqu'ils font masse ? Ou est même le débat contradictoire, lorsque la parole n'est donnée qu'à ceux sur lesquels planent de terribles suspicions ? (...)

J'ai éprouvé un grand sentiment de honte à la lecture du compte rendu de cet étrange voyage, aux marges de la pensée totalitaire.

Bernard Brunel
Toulon (Var)

OSER

Décidément, la mitterrandie frappe encore très fort. Il y en a qui ne s'en remettront pas. Nos amis milesovitchiens seront bien contents. J'espère que M. Debray leur a adressé un double de sa copie. Pour les remercier du beau voyage dans la paisible et riante campagne, dans ces villes heureuses et animées qu'on lui a permis de visiter pendant ses quatre jours de tourisme.

Il serait risible, dérisoire, si ce n'était ignoble, scandaleux.

Il vieillit mal le Debray : suffisant, pontifiant, péremptoire, figure de vieux bonhomme figé dans ses idéologies successives ! Oser renvoyer dos à dos les Serbes et les Albanais du Kosovo, privés depuis dix ans de tous leurs droits, renvoyés de partout, puis, enfin, chassés.

Michelle Baubet
Marseille (Bouches-du-Rhône)

PRÉCISIONS SUR L'OCCUPATION

Aussi peu soucieux de la réalité historique que des événements contemporains, M. Régis Debray

a cette incidente dans sa *Lettre (Le Monde* du 13 mai) : « *Après tout, il y a eu pendant l'Occupation des divisions SS albanaise, musulmane et croate – jamais serbe.* »

Sans retirer au peuple serbe son attitude héroïque face à l'occupant nazi, on se doit de rappeler que la Serbie occupée après août 1941 eut son Pétain en la personne du général Milan Nedic, ancien ministre de la guerre, chef d'un gouvernement fantoche. Il accepta la création d'une gendarmerie serbe (*Serbische Staatswache*, 20 000 hommes environ, selon Raul Hilberg) qui, avec la police allemande (3 400 hommes) et sous l'autorité d'un chef suprême des SS et de la police – d'abord Fuchs, chef de l'*Einsatzgruppe* de RSHA, puis Schäler –, participa directement à la destruction de la communauté juive. Les avoirs juifs confisqués devaient être remis à « l'Etat serbe » du général Nedic, mais étaient pour 60 % accaparés par les Allemands. En outre, la Serbie est également son Déat avec Dimitrije Ljotic, ancien ministre du roi Alexandre, rival de Nedic, antisémite et ultranationaliste, qui organisa une milice au service de l'occupant et un corps de volontaires serbes.

M. Debray aurait pu encore préciser que la résistance en Yougoslavie n'était pas seulement serbe (Tito était d'ailleurs croate), mais aussi musulmane, croate et albanaise. Il doit savoir que, si la population albanaise du Kosovo avait d'abord bien accueilli les forces italo-albanaïses de la « Grande Albanie » fasciste, plusieurs groupes de résistance s'organisèrent en 1942-1943 ; un Conseil de libération nationale du Kosovo et de la plaine de Dukagjin se réunit pour la première fois à Bujan, le 31 décembre 1943, et les principaux combats pour la libération du Kosovo furent livrés par cette résistance en octobre et novembre 1944.

Mais, en 1943, l'avenir du Kosovo et de l'Albanie était déjà l'objet de conflits politiques intenses entre les partisans de Tito et ceux d'Enver Hoxha.

Jean-Yves Potel
Paris

CAUCHEMARS

Réveille-toi Régis, un jour seulement au milieu d'un camp de réfugiés kosovars et raconte-nous un peu leurs cauchemars. Car telle est la réalité : pourquoi des gens ont-ils quitté leurs villages ou leurs villes ? Laissons de côté les manipulations médiatiques et nos états d'âme.

Claude Molinier
Béziers (Hérault)

DÉBAT

Bernard-Henri Lévy, après avoir passé une semaine en Algérie, n'a pas hésité dans deux très longs articles à défendre le régime militaire algérien. Il me paraît bien mal placé pour donner des leçons à M. Debray.

Ce dernier, même s'il se montre parfois d'une naïveté confondante, a le mérite de poser quelques vraies questions et de rompre un consensus général qui repose aussi sur une méconnaissance profonde des Balkans. (...)

Ce n'est pas en raillant l'écriture de Régis Debray que Bernard-Henri Lévy fera avancer un débat qui n'a malheureusement pas encore eu lieu en France et qui, évidemment, gêne la presse puisqu'il a l'air de mettre en doute une partie de ce qu'elle nous raconte depuis plus de sept semaines.

Marcel Cuvelier
par courrier électronique

INCERTITUDE

L'article de Régis Debray dérangeait, c'était son mérite. Sans rien prouver, il interrogeait notre bonne conscience, introduisait un coin dans nos certitudes.

Certes Debray n'est pas Drieu, Bernard-Henri Lévy reste pour sa part égal à lui-même, plus que vain et désespérément propre sur lui.

Jean-Michel Rodinet
Paris

PERTINENCE ET SUBTILITÉ

Saluons le courage et l'honnêteté de Régis Debray. (...) Il rompt avec la langue de bois et la pensée politiquement correcte qui veut placer tout le mal d'un seul côté afin de mieux le bombarder. Qu'on ne nous dise surtout pas que l'Europe sera plus forte avec les bombes des Américains – le totalitarisme commence

là où l'on nous prend tous pour des imbéciles ! (...) Force est de constater la pertinence, l'équilibre et la subtilité des observations de M. Debray. Si d'autres personnalités ont une opinion différente, elles n'ont qu'à s'attaquer à ses idées, et non à sa personne.

Danielle et Adrien Soldea
Montpellier (Hérault)

INVECTIVE ET CALOMNIE

Ce n'est pas vraiment nouveau. Déjà, des articles de votre journal m'ont plusieurs fois choqué, tant ils outrepassaient ce qu'autorise la liberté d'expression. Mais, cette fois-ci, je ne puis rester silencieux, écœuré que je suis par les points de vue de Bernard-Henri Lévy et d'Alain Joxe contre Régis Debray (*Le Monde* du 14 mai). Que ces messieurs soient d'un avis opposé à celui de Régis Debray et l'fassent savoir, cela est tout à fait légitime. Ce ils se livrent à l'invective et s'en prennent à la personne elle-même, cela est inadmissible. Et que *Le Monde*, si prompt à donner des leçons de morale dans ses éditoriaux quotidiens, prête si complaisamment ses colonnes à leur calomnie me révolue davantage encore. Ces points de vue n'apprennent rien et ne réfutent rien, sauf qu'ils donnent raison à Régis Debray, lorsque celui-ci en appelle au calme, à la prise de distance, à l'exercice du doute et du sens critique, au refus de sombrer dans ce dualisme facile et mortifère qui, en nous donnant la figure de l'ange blanc exterminateur et aux autres celle du noir démon, incite à la haine contre tout un peuple. Car tel est le message que j'ai lu dans l'article de Régis Debray et non l'apologie du régime de Milosevic.

Maurice Sachot
Strasbourg (Bas-Rhin)

NÉCROPHAGES

Merci M. Régis Debray d'expliquer à nos pseudo-intellectuels nécrophages qu'il est temps d'arrêter de se servir d'une dramatique guerre comme tremplin d'accension au cercle fermé du show-business. La guerre n'est pas un spectacle, et une bonne analyse du conflit en cours ne peut pas se faire à l'aide du déchainement hystérique de ses passions.

Muriel Falk-Vairant
par courrier électronique

NOS INTELLECTUELS

Enfin, me dis-je ! Des propos qui ouvrent un vrai débat ! La possibilité offerte aux politiques et aux intellectuels d'analyser lucidement la situation et d'en dégager les enjeux !

Hélas ! Dès le lendemain, nos intellectuels va-t-en guerre (BHL, Alain Joxe) crachent sur cet odieux pacifiste. Ainsi donc, Régis Debray « déraille », « son point de vue est scandaleux », « il s'agit de la pure tartuferie d'un crétin international » chez qui « le grotesque le dispute à l'ignoble ». On en profite pour ressortir les thèses révisionnistes et le cadavre d'Hitler (qui a déjà beaucoup servi depuis Nasser et Saddam Hussein). Et, pour finir, cette phrase superbe : « J'espère que Chirac va résister à cette tentative de ramollissement » (...).

Je pensais naïvement que le rôle de l'intellectuel était d'engager le débat sur le fond : l'histoire, la culture, les rapports de forces, la géopolitique et avant tout d'écouter l'autre, celui qui ne pense pas tout à fait comme vous et vous le dit sans haine (...).

Georges Bernard
Saint-Genis-Laval (Rhône)

FÉLICITATIONS

Je remercie M. Régis Debray d'avoir apporté d'autres éléments à la connaissance des lecteurs.

Dans le débordement d'opinions sur le sujet et qui vont souvent dans le même sens, c'est le point de vue différent et rare d'un intellectuel de renom et je vous félicite de l'avoir publié.

Alain Joxe y répond par l'anathème, inutile de vous dire que je suis opposé au mépris qui se dégage de son article. Même si ses appels à des événements antérieurs méritent d'être pris en compte, il faudra bien qu'il admette que la guerre totale au Kosovo et la fuite en grand nombre de sa population coïncident avec le début des bombardements, sinon il est inutile de prolonger le débat sur les responsabilités des uns et des autres.

Pierre Lasselin
par courrier électronique

HORIZONS - DÉBATS

Dormez tranquille, Bernard-Henri Lévy

par *Michel Eltchaninoff*

COMME certains lecteurs inquiets ou un peu pervers, j'ouvre rituellement mon journal à la page nécrologique. Ravissement ! Un récent numéro (*Le Monde* du 14 mai) en contenait deux. L'habituelle, en page 10, plus une, en première page, saluant la mémoire d'un « *grand intellectuel* », doué de « *courage* », de « *talent* », de « *panache* » : l'illustre ex-révolutionnaire et médiologue néo-gaulliste Régis Debray. Autre bonheur, c'est Bernard-Henri Lévy lui-même qui rédige cete oraison funèbre et la conclut par un fraternel « *Adieu, Régis.* » Il ne manque que l'hommage ému du président de la République, néogaulliste lui aussi, auquel le philosophe avait adressé sa dernière lettre ouverte (page « Débats » du 13 mai). Mais, contrairement au défunt dont le style, paraît-il, était brusquement devenu d'une atroce « *platitude* », Bernard-Henri Lévy est un grand écrivain. Il s'agissait d'un effet de style : Régis Debray est toujours vivant. Mais rien que vivant. Il a quitté pour toujours le monde des idées. Sa voix n'est plus digne d'être écoutée depuis qu'il a fait paraître son ignominieux témoignage d'un bref séjour en Macédoine, en Serbie et au Kosovo. Régis Debray osait réfuter, à l'épreuve des choses vues et entendues « *sur place* », les propos de Jacques Chirac sur la situation yougoslave.

Bref, lorsque Régis Debray exprime ses doutes quant au sérieux du discours officiel (civilisation contre barbarie, mémoire historique contre néofascisme), Bernard-Henri Lévy expulse Régis Debray de la sphère intellectuelle. L'époque des controverses courtoises et des disputes spéculatives est dernière nous. Il faut frapper fort, car « *nous y sommes* », comme dit si bien Bernard-Henri Lévy. Où ça ? A l'heure du jugement de l'Histoire. Certes, « *Debray n'est pas Drieu. Ni Belgrade Berlin. Mais enfin...* ». En parcourant librement les régions en guerre avec un traducteur digne de confiance, Régis Debray aurait inconsciemment répété le geste autodestructeur de ces écri-

Bonjour, Régis Debray

par *Lilly Marcou*

MERCI d'avoir osé nous faire sortir d'un consensus franco-français qui n'existe guère ailleurs dans le monde : ni en Europe (Est-Ouest confondus), ni aux Etats-Unis. Merci de nous avoir aidés à débloquer un débat soutenu surtout par ceux qui sont pour les frappes et qui souhaitent l'anéantissement de la Serbie. Coûte que coûte ! Merci de nous secouer avec votre témoignage qui, comme tout témoignage humain, est fragile, fondé sur des parcelles de réalités inédites, sincère dans la quête d'une autre vérité. Et tans pis pour ceux qui n'acceptent pas l'autre volet d'une situation tragique et difficile à cerner dans toute sa complexité.

Mais quel lynchage !

Si on n'est pas sur les positions du Comité Kosovo, on perd dans la foulée et le talent et le courage, et le panache et la noblesse. Du grand intellectuel et écrivain remarquable, reconnu par tous, vous êtes devenu tout simplement un « *chevènement-fiste* » (depuis quand et pourquoi être éruche de notre ministre de l'intérieur est-il regrettable, voire nuisible ? et rester fidèle aux valeurs républicaines, une abjection ?). Par conséquent plus de talent, ni de style, ni de pensée... Quant à votre voyage à Belgrade : une infamie ; dénoncer aussi les exactions de l'UCK – pourtant bien réelles : un sacrilège ; enfin, évoquer le calvaire du peuple serbe : un scandale.

D'ici à ce que vous soyez devenu un nouveau Gide de retour, cette fois-ci, non de l'URSS, mais de Yougoslavie... Et la ritournelle (chien incongrue) qui veut que Berlin hier et Belgrade aujourd'hui soient la même chose, ne peut que confirmer le bien-fondé de votre démarche. Vous n'avez pas prétendu nous en

vains « *tentés de choisir le pire* ». Il a rejoint la cohorte de la pire espèce des collabos, celle des penseurs fascinés par le sang.

Je ne reviens pas sur les arguments de l'un et de l'autre. Le lecteur est juge de leur pertinence respective. Je ne veux même pas défendre les intellectuels modérés – les autres se discréditent eux-mêmes – qui critiquent les bombardements de l'OTAN et affirment que la situation yougoslave est plus complexe, les responsabilités plus partagées que l'on ne croit souvent. Après tout, la violence verbale des « *bellicistes* » n'a pas entravé la liberté d'expression des uns ni des autres. Le texte de Régis Debray a été publié et diffusé. Je souhaite seulement revenir sur un point essentiel qui expliquera peut-être pour quelle raison Bernard-Henri Lévy a voulu jouer à la statue du commandeur.

Si l'UCK était aussi criminelle que les forces serbes ? Alors ? Alors il faut suicider Régis Debray

par *Michel Eltchaninoff*

Il s'agit du « *jugement de l'Histoire* » prononcé par Bernard-Henri Lévy. Je suis persuadé que l'opinion publique soutient la participation de la France aux bombardements en vertu d'un argument fondateur... et traumatisant. Il s'agit de la comparaison avec la seconde guerre mondiale : syndrome de Munich, collaboration, complicité active dans le processus de déportation et d'extermination des juifs. Et Jacques Chirac, qui n'a pas craint de rappeler officiellement le rôle indigne joué par l'Etat français, incarne mieux que personne cette mémoire vivante. Certains faits indubitables semblent donner raison à ce parallèle, notamment l'agressivité nationaliste incarnée par la politique serbe des dix dernières années. Mais l'analogie et le

Bonjour, Régis Debray

par *Lilly Marcou*

MERCI d'avoir osé nous faire sortir d'un consensus franco-français qui n'existe guère ailleurs dans le monde : ni en Europe (Est-Ouest confondus), ni aux Etats-Unis. Merci de nous avoir aidés à débloquer un débat soutenu surtout par ceux qui sont pour les frappes et qui souhaitent l'anéantissement de la Serbie. Coûte que coûte ! Merci de nous secouer avec votre témoignage qui, comme tout témoignage humain, est fragile, fondé sur des parcelles de réalités inédites, sincère dans la quête d'une autre vérité. Et tans pis pour ceux qui n'acceptent pas l'autre volet d'une situation tragique et difficile à cerner dans toute sa complexité.

Mais quel lynchage !

Poser simplement des questions, c'est hérétique. Dire que Milosevic n'est pas un dictateur sanguinaire mais un populiste post-communiste, une abomination

Cette guerre inique est une des conséquences du post-communisme. Si le communisme de type léniniste fut épuisé en 1989, il fut remplacé par un nationalisme à multiples facettes, selon les pays, aboutissant à l'éclatement de l'URSS, de la Yougoslavie, de la Tchécoslovaquie, etc. Des foyers de guerre interethnique ou entre ex-républiques fédérées existent partout dans l'espace du défunt camp socialiste. Et plus qu'ailleurs dans l'Europe du Sud-Est.

Milosevic est le produit de cette évolution historique autant qu'Elt-sine, parmi tant d'autres. Sauf que la guerre en Tchétchénie (1994-1996) ne devait guère émuouvoir les intellectuels, tandis que la Serbie plus proche, plus pauvre et donc plus vulnérable, pouvait être punie et sa souveraineté nationale bafouée, parce que, dit-on, c'est un

syllogisme (les Serbes font aux Kosovars ce que les Allemands ont fait aux juifs, donc il faut faire aux Serbes ce que les Alliés ont fait aux Allemands) ne tiennent pas la route. A l'époque, l'Allemagne nazie était puissante économiquement, politiquement, militairement. Aujourd'hui, la Serbie est un pays pauvre et isolé. Contre elle, une coalition surpuissante, absolument sûre de pouvoir l'emporter sur le plan militaire et de rembourser les frais des destructions en chaîne qu'elle a provoquées.

Mais, pour autant, pouvait-on laisser un peuple commettre un génocide ? C'est précisément cette manière de poser la question que Régis Debray, par son témoignage direct, remet en question. Sur place, la situation est beaucoup plus nuancée. Il y a eu et il y a une sale guerre entre deux adversaires inégaux, il y a eu et il y a des expulsions des populations albanophones. Mais il s'agit d'une guerre – ce qui n'excuse en rien les Serbes –, pas d'un génocide. En l'absence d'informations précises sur ce qui se passe vraiment à l'intérieur du Kosovo, faut-il refuser d'entendre un homme dont la crédibilité intellectuelle est en jeu ? Il n'a pas tout vu ? Certes. Il avait des intentions derrière la tête ? Bien sûr. Cela signifie-t-il nécessairement qu'il mente ou qu'il ait été manipulé ?

Pour empêcher un génocide, on peut oublier le principe de souveraineté des Etats, passer outre le droit international, marginaliser l'ONU, provoquer de dangereuses et durables réactions nationalistes dans les « *pays de l'Est* », massacrer des populations civiles. Mais s'il ne s'agit pas d'un génocide ? Si les dirigeants occidentaux avaient négocié les complexes réalités serbes et kosovares ? Si l'UCK était aussi criminelle que les forces serbes ? Alors ? Alors il faut suicider Régis Debray. Bonne journée, Bernard-Henri Lévy. Et surtout, dormez tranquille.

Michel Eltchaninoff est professeur de philosophie à l'université de Dijon.

par *Lilly Marcou*

Bonjour, Régis Debray

MERCI d'avoir osé nous faire sortir d'un consensus franco-français qui n'existe guère ailleurs dans le monde : ni en Europe (Est-Ouest confondus), ni aux Etats-Unis. Merci de nous avoir aidés à débloquer un débat soutenu surtout par ceux qui sont pour les frappes et qui souhaitent l'anéantissement de la Serbie. Coûte que coûte ! Merci de nous secouer avec votre témoignage qui, comme tout témoignage humain, est fragile, fondé sur des parcelles de réalités inédites, sincère dans la quête d'une autre vérité. Et tans pis pour ceux qui n'acceptent pas l'autre volet d'une situation tragique et difficile à cerner dans toute sa complexité.

Mais quel lynchage ! Si on n'est pas sur les positions du Comité Kosovo, on perd dans la foulée et le talent et le courage, et le panache et la noblesse. Du grand intellectuel et écrivain remarquable, reconnu par tous, vous êtes devenu tout simplement un « *chevènement-fiste* » (depuis quand et pourquoi être éruche de notre ministre de l'intérieur est-il regrettable, voire nuisible ? et rester fidèle aux valeurs républicaines, une abjection ?). Par conséquent plus de talent, ni de style, ni de pensée... Quant à votre voyage à Belgrade : une infamie ; dénoncer aussi les exactions de l'UCK – pourtant bien réelles : un sacrilège ; enfin, évoquer le calvaire du peuple serbe : un scandale.

D'ici à ce que vous soyez devenu un nouveau Gide de retour, cette fois-ci, non de l'URSS, mais de Yougoslavie... Et la ritournelle (chien incongrue) qui veut que Berlin hier et Belgrade aujourd'hui soient la même chose, ne peut que confirmer le bien-fondé de votre démarche. Vous n'avez pas prétendu nous en rapporter des vérités définitives, mais le fait même de nuancer ici, de retoucher là, bref de nous apporter un autre témoignage est perçu comme un sacrilège.

principe périmé. Dire cela ne gomme pas la catastrophe humanitaire, hélas trop présente. Mais, jusqu'à preuve du contraire, ce sont les bombardements de l'OTAN qui l'ont déclenchée. Certes, la guerre civile larvée des année 80 a pris avec l'effondrement de l'URSS des formes plus violentes dans l'ex-Yougoslavie. Bien que les milices serbes aient fait plus de victimes que celles des Croates, la violence n'est pas leur apanage. Quant à l'incontournable et nécessaire intervention humanitaire, elle devait s'exprimer par la diplomatie et le dialogue continu, non pas en termes de jours ou de semaines, mais de mois et d'années.

Après cinquante-six jours de frappes, nos meilleurs spécialistes des questions stratégiques commencent à se demander quels sont les buts de cette guerre. Pour conclure qu'après tant de piétinements et de bavures, il s'agit, pour l'heure, de sauver l'OTAN ! Et nombreux sont ceux qui se souviennent qu'à Rambouillet ne fut laissée aucune porte de sortie aux Serbes. Peut-être le seul acquis de l'après-frappes sera la présence des troupes de l'ONU au Kosovo pour un temps indéterminé. Mais à quel prix !

Poser simplement ces questions, c'est hérétique. Dire que Milosevic n'est pas un dictateur sanguinaire mais un populiste post-communiste, une abomination. Faire la guerre à une guerre – fût-elle civile – n'a jamais débouché sur des issues heureuses, ni servi les bonnes causes. Merçi, Régis Debray d'avoir posé les questions que nombre d'entre nous posent tout bas sans trop oser les exprimer tout haut.

Lilly Marcou est historienne.

La Sainte-Alliance et ses serviteurs

par Alain Badiou

Il n'y a guère de raison de se réjouir d'être français, ces temps-ci. Notre armée sert de supplétif maigre dans une expédition punitive impériale, et nous fournissons le plus considérable contingent de plumitifs circibottes de ladite expédition. On n'aura sans doute pas vu, depuis la guerre de 14-18, autant de gens en pantoufles exhorter les bombardiers et les grenadiers à faire régner l'ordre moral chez les barbares balkaniques. C'est jusqu'au dernier Serbe, et jusqu'à la dernière pierre de Pristina ou de Belgrade, que nos « penseurs » assouviront dans la presse distinguée leur soif humanitaire.

Bien entendu, c'est de toujours que les puissants ont écrasé ceux qui les gênent sous le pavillon de la morale, de la religion et du droit. Pas de conquistador sans curé apportant la vraie foi, ni de colonial sans importation à coups de fouet, chez les cannibales, de la civilisation avancée, ni de parachutiste tortionnaire sans argumentaire occidental contre la subversion communiste. On s'atristera cependant, cette fois, de ce que le rôle du pourvoyeur de saintes raisons à la violence nue soit tenu, à échelle planétaire, par les idéologues français.

Ils nous disent qu'ils en ont au Mal absolu : l'épuration ethnique. Mais qui donc, dans cet interminable dépeçage de la construction titiste d'une Yougoslavie fédérale, représente une autre cause que celle des ethnies ? Nos enragés de la morale se sont successivement découverts une passion pour les nationalismes slovène, croate, bosniaque et aujourd'hui kosovar, et ils prétendent faire la leçon au monde sur les divisions ethniques ?

Le nationalisme serbe ne vaut rien. En quoi, cependant, est-il pire que les autres ? Plus vaste, plus disséminé, plus armé, il a sans doute eu plus d'occasions d'exercer sa passion criminelle. Mais ce n'est qu'affaire de circonstances. Quand, armés jusqu'aux dents par les Américains, les Croates ont fondu sur la Krajina, où les Serbes étaient majoritaires, il y a eu deux cent mille réfugiés serbes en quelques jours. A-t-on vu nos dignitaires de l'éthique journalistique proposer le bombardement immédiat de Zagreb ? Supposons que demain l'UCK des nationalistes kosovars prenne le pouvoir, s'imagine-t-on qu'il restera un seul Serbe au Kosovo ? Hors la rhétorique victi-

guerre des Américains et de l'OTAN soit le Droit, la Justice ou l'Humanité ? Qui peut imaginer qu'il y a entre ces buts de guerre et le sort des gens de cette région un rapport raisonnable ? L'armée américaine, support invincible du droit des peuples ? On a vu cela,

Il ne fait pas bon être petit et faible, par les temps qui courent, car on va « s'ingérer » chez vous, vous allez voir comme !

au Vietnam, et encore dans le Golfe ou à Cuba. Et l'armée française ? Demandons aux Algériens, et encore aux Rwandais. Sur les Anglais, on se renseignera en Irlande. Quant aux Allemands, pour ce qui est de bombarder Belgrade, ils ont déjà donné, tout comme les Italiens. Faire croire au monde que l'écrasement des villes, des ponts, des routes, des usines, des marchés, des écoles, d'un pays entier est une opération « morale » indique ce qu'il en est de cette « moralité » : un mensonge impérial pour consciences abaissées et serviles.

Une invention verbale particulièrement réjouissante est celle du « droit d'ingérence ». Dans les faits, cela veut dire : il est légitime que le puissant frappe durement le faible, que les Occidentaux s'acharnent sur quiconque ne leur obéit pas au doigt et à l'oeil. Il ne fait pas bon être petit et faible, par les temps qui courent, car on va « s'ingérer » chez vous, vous allez voir comme ! Et en plus, la morale étant du côté du fort qui frappe dur, vous pourrez vaticiner éthiquement sans le moindre risque. C'est tout bénéfice.

Trafic des mots, toujours : à quelles couvertures de vilénies sont encore appelés les mots « Europe » et « Occident » ? Mais « Occident », il y a seulement quelques années, n'était-ce pas le nom d'un groupuscule fasciste ? Il y a, comme ça, des requalifications nominales.

Il est temps de dire de quoi il s'agit vraiment. Au lendemain de l'euphorie financière qui a saisi l'Europe annonçant la naissance de son superbe euro, les Américains tenaient à montrer qu'en Europe même, et singulièrement en ce qui concerne l'expansion vers l'Est, ils restaient les maîtres absolus. Il leur était très utile de rappeler que, pour ne serait-ce qu'une simple opération de po-

Mais parce qu'une intervention militaire suppose des conditions politiques qui n'étaient d'aucune façon réunies. Et quand les conditions politiques ne sont pas réunies, alors l'intervention n'est strictement qu'une violence supplémentaire, qui aggrave la situa-

tion et sert des desseins inavoués.

Il ne fallait pas intervenir, il fallait avoir le sang-froid politique de ne rien faire, parce que la situation dans son ensemble – y compris les acteurs « occidentaux » – ne reposant que sur des propositions de dépeçage ethnique, toute intervention mili-

taire aggrave considérablement cette situation. On l'a vu, et on le verra plus encore. Certes, Milosevic est un nationaliste bestial, comme tous ses collègues de Croatie, de Bosnie ou d'Albanie.

Mais cela ne change rien aux faits : il y a, depuis l'intervention de l'OTAN, plus de réfugiés, plus de morts, incomparablement plus de destructions et de malheurs. Non parce que cette intervention était « mal conçue » mais parce que son principe même, ne proposant aucune autre solution politique véritable et cachant sous la rhétorique moralisante des desseins inavouables, était vicié.

La situation dans l'ex-Yougoslavie est misérable, mais cette misère doit être laissée à ses acteurs locaux. Tout au plus pouvons-nous appeler les gens de la région, quelle que soit leur « ethnicité » ou leur nationalité, à concevoir dès à présent la reconstitution d'une fédération balkanique,

à se réunir dans ce but, à combattre longuement tous les nationalismes. Le premier mouvement d'une initiative de ce genre sera de répudier toute intervention militaire extérieure.

Il est temps de redonner leur éclat aux principes qui régissaient la véritable époque des libérations nationales : ce n'est qu'en comptant sur ses propres forces qu'un peuple peut régler ses propres affaires par des moyens politiques. Et, dans cette voie, de petits peuples peuvent agir indétendamment des grandes puissances. Prétexter les difficultés et les violences d'un tel processus pour imposer la loi des bombardements, des occupations et des bases militaires n'est jamais qu'entériner l'immobilité du monde, telle que les grandes puissances qui en bénéficient, et elles seules, ont toujours rêvé, sous le nom d'« ordre mondial », de la congeler.

Aucune logique « victimaire » ne nous fera consentir à une Sainte-Alliance. L'époque, nous le savons, est contre-révolutionnaire. Ce n'est pas une raison pour lui vendre sa plume et sa pensée.

Il y a eu une Yougoslavie, dont on citait l'exemple en matière d'indépendance et de rayonnement mondial, la Yougoslavie de Tito. Que les peuples s'en inspirent et que, s'il le faut dans la confusion, la nuit, la longue errance, et la pensée difficile, et la violence, et la dureté des temps, ils la réinventent pour aujourd'hui. Qu'on les laisse, dans leur arène, le faire. Le reste n'est que brutalité impériale et réaction planétaire, sous le masque détestable de la moralité.

Alain Badiou est professeur de philosophie à l'université Paris-VIII, écrivain et dramaturge.

Une lettre de Peter Handke

Dans votre page « Horizons-Débats » du Monde du 11 mai 1999, un illustre écrivain-et-président-de-l'illustre « parlement-des-écrivains-européens » [NDLR: Salman Rushdie] me fait l'honneur de me consacrer un article où je suis nommé « crétin international de l'année » (avec Charlton Heston – pas mon acteur préféré). Pour cela l'illustre président-écrivain témoigne (ou, comme on dit aujourd'hui, « raconte », « confirme », « constate », « affirme ») au sujet de ma personne, de six « faits » : 1) Peter Handke a écrit « une série d'apologies pas-

sionnées du régime génocidaire de Slobodan Milosevic » ; 2) P.H., « lors d'une visite récente à Belgrade, a reçu l'Ordre du chevalier serbe pour ses services de propagandiste » ; 3) P.H. a suggéré « que les musulmans de Sarajevo se sont méthodiquement massacrés pour accuser ensuite les Serbes » ; 4) P.H. a nié le « génocide perpétré par les Serbes à Srebrenica » ; 5) P.H. « assimile les bombardements aériens de l'OTAN à l'invasion extraterrestre du film Mars attacks » ; « enfin », 6) P.H., « dans une confusion insane de métaphores, compare les souffrances des Serbes

à l'Holocauste. » Réponse : dans ce récit ou ce témoignage du président-du-parlement-des-écrivains, les épisodes 1 à 4 sont totalement faux. Dans l'épisode 6, il y a un grain de vérité : j'ai comparé les antisémites d'aujourd'hui aux antisémites d'antan. L'épisode 5, au contraire, est vrai : j'ai appelé et j'appelle la guerre de l'OTAN contre la Yougoslavie (non : « guerre au Kosovo ») MARS ATTACKS.

Peter Handke, écrivain-sans-parlement

Epargne d'entreprise

Centralisez la Gestion administrative[®]



Vous avez choisi de confier la gestion de vos dispositifs d'épargne d'entreprise à plusieurs sociétés de gestion et/ou compagnies d'assurance.

Cette pluralité de dispositifs (participation, intéressement, PEE, PELT, actionnariat, régime à cotisations définies...), répartis entre plusieurs gestionnaires, entraîne pour votre entreprise de lourdes charges administratives, et génère, pour vos salariés, une perception confuse du montant de leur épargne globale, celle-ci étant diluée à travers de nombreux relevés.

Il existe pourtant une **solution unique** pour résoudre ces **multiples problèmes** : la **Gestion Administrative Centralisée Interépargne[®]**.

La **Gestion Administrative Centralisée Interépargne[®]** présente des **bénéfices majeurs pour les salariés** :

- un interlocuteur **unique** pour la vie de tous leurs comptes d'épargne d'entreprise à travers de nombreux canaux d'information (internet, serveur vocal, minitel, assistance téléphonique...),
- un relevé **unique** pour une meilleure vision globale de leur épargne,

et de multiples avantages pour votre entreprise :

- une **réduction** significative des coûts,
- un **seul** interlocuteur,
- un **seul** reporting consolidé,
- une **externalisation** des principales tâches administratives, et la possibilité de conserver plusieurs sociétés de gestion financière, dont Interépargne possédant dans ce domaine une expertise au plus haut niveau.

Ainsi, avec Interépargne, vous pouvez choisir d'offrir moins de contraintes à votre entreprise et donner plus d'impact à sa politique sociale.

Pour toute demande d'information, contactez Catherine Sayag au **01 55 80 44 10**
E-mail : catherine.sayag@interepargne.fr
ou adressez votre carte de visite à Interépargne - 176, rue Montmartre - 75002 Paris

Nous gérons, avec vous, des solutions d'avenir.

INTERÉPARGNE



Fallait-il ne rien faire ?

Ma réponse est certainement délicate

à soutenir, mais elle est très claire :

oui, exactement. Rien n'était plus nécessaire

que de ne pas intervenir

maire, nous n'avons pas vu, jusqu'à aujourd'hui, une seule bonne raison politique de préférer le nationaliste kosovar (ou croate, ou albanais, ou slovène, ou musulman-bosniaque) au nationaliste serbe.

Oui, il faut déclarer qu'un Etat moderne ne peut, d'aucune façon, se fonder sur l'ethnie, la religion, la coutume et autres ingrédients du nationalisme réactionnaire. Et, soit dit en passant, pas plus l'Etat d'Israël que la Serbie ou la Croatie. Mais il faut appliquer cette règle politique uniformément et en conclure ceci : la seule construction rationnelle dans la région était la Yougoslavie fédérale de Tito, aidée par l'esprit de résistance aux nazis et par la discipline communiste. Tous ceux qui ont activé son dépeçage sont des épurateurs ethniques. Et nos circibottes impériaux, à qui il faut quotidiennement une bonne ration télévisuelle de malheur kosovar pour maintenir l'union des civils derrière la troupe, sont les pires de tous.

C'est que leur spécialité (ils laissent à d'autres la bombe et le couteau) est le trafic des vocables. Il s'agit de construire dans les mots un rapport inexistant dans le réel. Qui peut croire une seule seconde que le but de

lice aérienne sur un petit pays recalcitrant, la fameuse Europe ne se composait que de supplétifs implorant le commandement impérial américain.

Il fallait aussi verrouiller toute la région par le Sud, avoir l'oeil sur les routes pétrolières de la Caspienne, soutenir le porte-avions turc. Finalement, l'occasion d'installer des bases en Albanie n'est pas une chose qu'on peut refuser. Plus important encore : on va mesurer jusqu'à quel point on peut humilier les Russes, et aussi, tant qu'à faire, les Chinois. Et puis, en fin de « crise », comme au bon vieux temps, c'est avec ces mêmes Russes qu'on délibérera et qu'on réglera la question.

L'Europe compte pour du beurre. Les buts de guerre des Américains sont au fond très importants et très lisibles, même si, bien entendu, ils n'ont rien à voir avec la moralité, la démocratie ou le sort des habitants de la région.

De braves gens, légitimement impressionnés par la violence de la situation, pourront dire : votre avis est donc qu'il fallait ne rien faire ? Ma réponse est certainement délicate à soutenir, mais elle est très claire : oui, exactement. Rien n'était plus nécessaire que de ne pas intervenir. Nullement pour des raisons pacifistes.

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Téléc. : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Un jeu à somme nulle

LE plan de réforme des cotisations sociales patronales proposé – pour une fois conjointement – par Martine Aubry et Dominique Strauss-Kahn a déjà une petite allure furieusement... jospinienne. Il a visiblement été conçu pour que tout le monde y trouve son compte. Le PCF y verra une symbolique qu'il apprécie, puisque les bénéfices des entreprises les plus riches vont faire l'objet d'un nouveau prélèvement. Le patronat crie à la spoliation en oubliant que, dans le même temps, le gouvernement a choisi d'honorer son engagement de supprimer définitivement la surtaxe sur l'impôt sur les sociétés, décidée en juillet 1997. Quant à la droite, la voilà maintenant dans l'embarras, car la gauche s'est appropriée une idée dont l'opposition avait jusqu'à présent le quasi-monopole – l'allègement des charges sociales pour stimuler l'emploi –, ce qui mettra celle-ci en porte-à-faux pour dénoncer le plan.

Cependant, à courir plusieurs lièvres à la fois, le gouvernement prend le risque de n'en attraper aucun. C'est vrai sur le plan politique. Cela l'est tout autant sur le plan économique. Au bout du compte, en effet, c'est un jeu à somme nulle qu'ont proposé le ministre des finances et la ministre de l'emploi. Ce qui sera pris d'une main aux entreprises, sous la forme d'impôts nouveaux (cotisation sur les bénéfices et écotaxe) leur sera redonné, de l'autre main, sous forme d'allègements de charges sociales. Alors, quel peut bien être l'efficacité d'un tel plan, qui n'induit que quelques effets de transfert

entre entreprises à haute valeur ajoutée et entreprises de main-d'œuvre ? Par la force des choses, elle sera limitée.

Jusqu'à une époque récente, il n'était pas difficile de se repérer dans le débat, en France, sur les allègements de charge. En résumé, la droite y était favorable, estimant qu'il faut réduire le coût du travail non qualifié. Mise à part, peut-être, Martine Aubry, beaucoup plus prudente sur le sujet, les socialistes, eux, dénonçaient ces mesures comme autant de « cadeaux aux patrons », ne suscitant, selon eux, que des effets d'aubaine et pas de bénéfice palpable pour l'emploi. Dénonçant la « politique de l'offre » menée par Edouard Balladur, puis par Alain Juppé, ils ont longtemps annoncé, au moins jusqu'en 1997, qu'ils remettraient en cause cette politique et qu'ils recycleraient les crédits alloués aux allègements de charges en faveur de mesures plus efficaces.

Ce revirement, dont on n'a jamais entendu les justifications, laisse donc perplexe. D'autant plus qu'il conduit le gouvernement dans une sorte d'entre-deux, copiant certaines dispositions prises par la droite, mais sans oser aller jusqu'au bout de la logique libérale, qui exigerait de financer ces allègements non par des impôts nouveaux, mais par des mesures d'économie sur les dépenses de santé. Ce plan risque, enfin, d'être perçu davantage comme une contrepartie des 35 heures que comme un véritable outil de réduction de coût du travail. A se montrer trop politique, le gouvernement risque de faire, économiquement, chou blanc.

Téhéran et le monde arabe : ambiguïtés iraniennes

DE LA TOURNÉE que le président iranien, Mohamad Khatami, vient d'effectuer dans trois pays arabes (Syrie, Arabie saoudite et Qatar), une image restera : sa poignée de main avec les responsables saoudiens, voués aux gémonies par la République islamique d'Iran pendant près de vingt ans. M. Khatami est arrivé, samedi 15 mai, à Djeddah, mais c'est à Damas, la veille et l'avant-veille, que s'est jouée la partie la plus délicate du voyage, puisque c'est là que fut abordé l'un des aspects les plus controversés de la politique étrangère iranienne : l'opposition au processus de paix israélo-arabe.

Les diplomates, singulièrement palestiniens, israéliens, américains et européens, vont à présent décrypter les gestes qu'il a faits et les propos qu'il a tenus au cours de son séjour, l'activisme de l'Iran pour empêcher la paix entre l'Etat hébreu et ses voisins arabes étant l'une des raisons de son placement sous haute surveillance. Or les faits et gestes de M. Khatami à Damas ont été d'une ambiguïté tout iranienne.

Ses entretiens avec les dirigeants syriens n'avaient rien que de très normal, puisque la Syrie et la République islamique ont toujours entretenu les meilleures relations politiques. Mais le président iranien a conversé à Damas avec un aéroplane de personnalités qui ne sont jamais converties au processus de paix et

dont on ne sait plus très bien où s'arrête leur opposition à l'apaisement dans la région. Il s'agit des principaux chefs des organisations palestiniennes hostiles au processus de paix installées à Damas. M. Khatami a également rencontré les cheikhs Hassan Nasrallah et Mohamad Hussein Fadlallah, secrétaire général et guide spirituel du Hezbollah libanais, dont les actes de résistance au Liban sud coûtent de plus en plus cher à l'armée israélienne.

DES PROPOS QUI FONT SENS

Il est difficile de tenir grief au président iranien d'avoir rencontré ces opposants, à moins de confondre la Syrie dans la même opprobre, dans la mesure où Damas les abrite et les entretient, voire les utilise, à l'occasion, pour faire pression sur l'Etat hébreu. En revanche, ce sont les propos que M. Khatami leur a tenus qui font sens, et leur teneur n'a été rendue publique que par tiers interposés.

D'après la télévision iranienne, citée par l'agence Associated Press, M. Khatami aurait dit à ses interlocuteurs palestiniens que « l'avenir est en votre faveur et en celle de quiconque rejette toute hégémonie », ajoutant : « Votre position et la nôtre en ce qui concerne la question de Palestine sont fondées sur (...) notre exigence de voir réalisé le droit naturel de cinq millions de réfugiés

palestiniens, celui de vivre sur leur terre. » S'il a bien tenu ces propos, le président iranien réaffirmerait-il simplement une position de principe ou laisserait-il entendre que Téhéran aiderait, en conséquence, les opposants au processus de paix à le mettre en échec ?

Si l'on en croit le porte-parole du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), Maher El Taher, M. Khatami aurait affirmé que « ceux qui ont pris le chemin des négociations et des concessions envers Israël doivent en subir les conséquences ». Propos dans lesquels M. El Taher a cru lire une critique du président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, mais qui, en toute logique, peuvent aussi bien viser la Syrie, puisqu'elle est engagée elle aussi dans le processus de paix.

Nul n'a en tout cas attribué à M. Khatami des propos préconisant la destruction de « l'entité sioniste » – une expression chère aux conservateurs iraniens –, et le président n'a rien dit de ce genre lors de la seule intervention publique de son séjour à Damas, à la bibliothèque El Assad (du nom du président syrien). Le communiqué publié par la présidence syrienne, au terme de la visite, indique que l'Iran et la Syrie ont réclamer la fin de l'occupation par Israël des territoires arabes et le retrait inconditionnel de Tshahal du Liban sud. Il y est question d'une coopération dans le but de « faire barrage aux visées expansionnistes d'Israël », et non à son existence.

Quant à la visite en Arabie saoudite de M. Khatami, elle tire son importance du fait que les deux pôles de l'Islam (sunnite pour le royaume et chiite pour la République islamique) étaient à couteaux tirés jusqu'à l'accession de M. Khatami à la présidence en août 1997. Le prince héritier saoudien, Abdallah Ben Abdel Aziz, a amorcé le rapprochement en se rendant à Téhéran, en décembre de cette année-là, à l'occasion du sommet de l'Organisation de la conférence islamique. Riyad et Téhéran ont abondé en superlatifs sur la visite de M. Khatami, mais nombre de divergences sont loin d'avoir été aplanies.

UN CERTAIN CRÉDIT

L'Iran refuse la présence des forces américaines dans le Golfe et veut convaincre les Saoudiens que les riverains de cette voie d'eau devraient coordonner leurs efforts pour être seuls maîtres de la région. Il n'est pas près d'être entendu, l'intimité de la relation politique et militaire américano-saoudienne remontant au fondement même du royaume. Et s'ils sont tout à fait disposés à accorder au président Khatami un certain crédit, Riyad et Washington savent que le vent peut encore tourner en Iran, que les ultras n'ont pas jeté l'éponge ni n'ont été définitivement évincés. Si, contrairement aux Etats-Unis, l'Arabie saoudite ne tient plus l'Iran pour systématiquement responsable de tout attentat ou action anti américaine, Saoudiens et Américains sont toujours inquiets des missiles et du programme nucléaire dont se dote l'Iran – à des fins civiles affirme ce dernier. Sans convaincre.

Et puis, il y a l'affaire des îles d'Abou Moussa, de la grande et de la petite Tomb, à l'entrée du Golfe, dont les Emirats arabes unis et l'Iran revendiquent la souveraineté. Abou Dhabi ne voit d'ailleurs pas d'un très bon œil le flirt saoudo-iranien, et c'est la raison principale pour laquelle le président des Emirats, cheikh Zayed Ben Sultan Al Nahyane, n'a pas assisté au dernier sommet du Conseil de coopération du Golfe.

Condamnés à vivre ensemble malgré leurs divergences, Téhéran et Riyad – et à sa suite les autres monarchies arabes du Golfe – tentent néanmoins de cohabiter du mieux possible. C'est un raisonnement quasi inédit dans la région.

Mouna Naïm

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet
Directeur artistique : Dominique Roynette
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Rédacteurs en chef :
Alain Frachon, Erik Izraelwicz (*Editoriaux et analyses*) ; Laurent Grellsamer (*Suppléments et cahiers spéciaux*) ; Michel Kajman (*Débats*) ; Eric Le Boucher (*International*) ; Patrick Jarreau (*France*) ; Franck Nouchi (*Société*) ; Claire Blandin (*Entreprises*) ; Jacques Buob (*Aujourd'hui*) ; Josyane Savigneau (*Culture*) ; Christian Massol (*Secrétariat de rédaction*)
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Médiateur : Robert Solé
Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ; partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 985 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Léna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Le pyramidion de la Concorde

LORSQUE l'Obélisque arriva à Paris, on constata que la petite pyramide triangulaire ou « pyramidion » qui en constitue l'extrémité était mutilée. Elle avait, dit-on, essuyé le feu du ciel. L'architecte de la place de la Concorde, Hittorff, qui avait été chargé par le conseil municipal du « plan d'embellissement », fit préparer un revêtement en bronze doré pour le pyramidion.

Toutefois le conseil des bâtiments civils fut pris d'un scrupule : il demanda l'avis de l'ingénieur Lebas, qui avait procédé à l'érection du monument, et de deux anciens membres de l'Institut du Caire, Jomard et Jallois. Ceux-ci déclarèrent qu'à défaut de certitude sur la structure originelle du pyramidion, le mieux était de le recouvrir de granit. Le conseil se divisa sur cette grave affaire. Rohaut de Fleury (l'auteur des constructions du Muséum) fit prévaloir son avis : la destination de

l'Obélisque étant, sur la place de la Concorde, essentiellement décorative, on ne pouvait offrir aux Parisiens le spectacle de sa mutilation. Toutefois le pyramidion garderait la couleur du bronze : point de dorure.

Hittorff, qui tenait à ces enjolivements, en appela au ministre. La dorure faisait, selon lui, partie du plan d'embellissement de la place. L'administration, déconcertée par cette polémique, ajourna sa décision. Elle se contenta de masquer la dégradation du cône sous un enduit. Mais l'enduit se désagrégea ; le pyramidion en mastic fut déposé en mai 1838. Et l'Obélisque a gardé – tel que nous le voyons aujourd'hui – sa coiffe de travers. A cela aboutirent six ans de discussions « sur une pointe d'aiguille ».

Albert Mousset
(20 mai 1949.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30
Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Le désarroi des démocraties dans la guerre

Suite de la première page

Moyennant quoi, les bombes de l'OTAN provoquent des destructions massives, mais militairement moins efficaces qu'espéré. Et l'Alliance répète volontiers qu'« elle ne fait pas la guerre à la Serbie » en tant que telle.

Les fourvoiements de l'OTAN résultent notamment d'une double illusion : l'une politique, l'autre militaire. Au nom de la « transparence », chère aux démocraties, l'OTAN a cru qu'elle pourrait doser sa force et rythmer ses attaques en fonction des réactions rationnelles qu'elle prêtait à l'avance – et à tort – à Slobodan Milosevic. Comme si le dictateur serbe avait dû « craquer » rapidement, au seul constat de l'énorme déséquilibre des forces en sa défaveur. On sait ce qu'il advint de ce raisonnement trop candide. L'OTAN a en outre été victime de sa « technolatrie ». La guerre moderne, tout comme l'économie, utilise de plus en plus – c'est l'évidence – la force cérébrale au lieu de la force brute. Cette révolution guerrière, décrite depuis

longtemps par un spécialiste comme Alvin Toffler, repose sur la maîtrise de l'information et annonce le jour où les armées auront plus de logiciels que de fusils. Ce « raffinement technologique », comme l'appelle l'historien Pierre Hassner, a eu, au Kosovo, plusieurs effets pervers.

En engendrant une guerre à distance, une guerre « presse-boutons », purement aérienne, il a encouragé les sombres forfaits des tueurs qui, sur le terrain, s'en remettent à leur fusil ou à ce funeste « couteau », personnage central d'un célèbre roman de l'écrivain et homme politique serbe Vuk Draskovic, dont l'adaptation filmée est actuellement à l'affiche à Belgrade. Non seulement il n'a pas empêché d'inévitables erreurs de tir, malgré – ou à cause – de la précision des armes utilisées, mais il a surtout étouffé l'état-major de l'OTAN en lui faisant croire que les immenses progrès techniques le dispensaient d'une stratégie crédible.

LE SOUTIEN POPULAIRE

Tout conflit, aujourd'hui autant qu'hier, exige d'être pensé, et son dénouement d'être imaginé, même si personne ne peut prétendre totalement prévoir, encore moins contrôler, le scénario d'une guerre, une fois qu'elle fait rage. « Dans chaque conflit, il y a de l'imprévu, note Dominique David. C'est cette part d'errance que l'OTAN n'a pas

intégrée. » Cette faiblesse, jointe aux autres erreurs – militaires, politiques et médiatiques – nourrit les déconvenues. « On découvre que l'OTAN n'est pas celle que l'on croyait, ajoute le même expert. Elle semble incapable de fournir des réponses stratégiques adaptées à notre temps. » Autrement dit, l'OTAN attend son Clausewitz et suscite un doute plus général : les démocraties sont-elles encore aptes à un usage « intelligent » de la force ?

Dans les démocraties d'Occident, la guerre du Kosovo se joue d'abord à l'arrière, dans les têtes et les cœurs de chacun. Habile manœuvrier, maître en propagande, Slobodan Milosevic tente à la fois de désunir l'Alliance, en exploitant ses nombreuses bévues, et d'instiller le doute dans l'opinion. Pour l'instant, il n'y est pas parvenu, au-delà des débats qui tiraillent certains gouvernements de la coalition anti-serbe, notamment en Allemagne et en Italie. Comme le souligne Dominique Moisi, directeur adjoint de l'IFRI, « dans cette guerre, l'inadéquation des moyens n'a pas remis en cause la légitimité des fins ».

Le soutien populaire accordé à l'intervention de l'OTAN se nourrit de l'indignation suscitée par les crimes serbes. Les opinions d'Europe, dans leur majorité, partagent le sentiment de leurs gouvernants qu'il faut, au Kosovo, refuser l'inacceptable. Or rien n'est plus fugace qu'une émotion collective, fût-elle

ENTREPRISES

LE MONDE / JEUDI 20 MAI 1999

POLITIQUE MONÉTAIRE La Banque de France a rendu public, mercredi 19 mai, son rapport annuel. Dans un entretien au *Monde*, le gouverneur de l'institut d'émission, Jean-

Claude Trichet, estime que « *l'euro a aujourd'hui un fort potentiel d'appréciation* » et ajoute que « *la confiance internationale dans un euro solide est notre bien le plus précieux* ».

● M. TRICHET souligne la nécessité d'engager en Europe des réformes structurelles et de veiller à renforcer la compétitivité de l'économie. Il insiste aussi sur la responsabilité des

banques centrales en matière de stabilité financière. Il importe selon lui d'être « *très prudent pour éviter la création d'éventuelles bulles spéculatives* ». ● ÉVOQUANT les opérations

en cours menées par la BNP, la Société générale et Paribas, M. Trichet se dit convaincu que « *la sagesse des présidents et de leurs conseils d'administration* » finira par l'emporter.

Les banques centrales doivent être très prudentes face aux bulles spéculatives

Dans un entretien au « Monde », le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, estime que « l'euro a aujourd'hui un fort potentiel d'appréciation ». Il regrette que les politiques économiques menées en Europe s'intéressent plus à ceux qui ont un emploi qu'à « la création d'emplois »

« **Après un moment d'euphorie initiale, l'euro n'a cessé de perdre du terrain face au dollar. Est-ce une évolution que vous jugez logique et normale, compte tenu de l'évolution de la conjoncture économique des deux côtés de l'Atlantique, ou, au contraire, qui vous préoccupe ?**

– Soyons clairs. Nous poursuivons une stratégie de monnaie stable, solide, forte, une monnaie inspirant confiance. C'est ce que nous demande le traité. C'est ce que veulent les Européens. C'est, en particulier, ce que veulent les Français : 95 % d'entre eux, lorsqu'on les interroge, veulent que l'euro soit au moins aussi fort que le franc.

» La confiance internationale dans un euro solide est notre bien le plus précieux : c'est elle qui nous permet d'avoir des taux d'intérêt à moyen et long terme très favorables à la croissance et à la création d'emplois en Europe. N'oublions pas que le grand succès de la transition vers l'euro n'est pas que les ordinateurs aient bien fonctionné : c'est que l'euro ait eu d'emblée la même crédibilité que celle du franc, du mark, et des autres monnaies fortes d'Europe.

» Les marchés des changes ont eu tendance, à court terme, à saluer la

croissance vigoureuse des Etats-Unis par rapport à l'Europe. Mais l'euro a aujourd'hui un fort potentiel d'appréciation.

– **La baisse de son taux directeur, décrétée début avril par la Banque centrale européenne (BCE), n'a-t-elle pas contribué à affaiblir l'euro ?**

– Non, je ne le pense pas. Notre baisse de taux était justifiée par le fait que les pressions inflationnistes sont moins fortes en Europe que nous ne les avions anticipées en décembre lorsque nous avions fixé les taux à 3 %. Mais, pour éviter toute ambiguïté sur la nature de notre stratégie de solidité monétaire, nous avons en même temps indiqué qu'il s'agissait de la dernière baisse des taux. Ce message a été bien compris par les marchés : il n'y a plus d'anticipations de nouvelle baisse. Il y a naturellement quelques fluctuations de l'euro, associées, semble-t-il, au contexte politique.

– **Justement, la guerre au Kosovo et les soubresauts politiques en Russie ont-ils, ou pourraient-ils, avoir des conséquences économiques et monétaires inquiétantes ?**

– Les opérateurs internationaux ont réagi aux nouvelles qu'ils reçoivent depuis quelques semaines. Pour ma part, je crois que la prospérité économique des Onze et des Quinze et la solidité monétaire de l'euro ne sont pas affectées à terme par les événements que nous avons vécus.

– **Ne subsiste-t-il pas des réflexes nationaux au sein du Conseil des gouverneurs de la BCE ?**

– Je n'en observe pas. Tout argument national serait d'ailleurs irrecevable. Ce serait contraire à la lettre et à l'esprit du traité de Maastricht. Les membres du Conseil des gouverneurs ne représentent ni des banques centrales ni des nations. Chacun d'entre nous doit se faire une idée des besoins de politique monétaire de toute la zone, avec ses 291 millions d'habitants. C'est ce que nous faisons tous. Cela ne

veut pas dire qu'il n'y ait pas de vrais débats de politique monétaire.

– **Le fait qu'il existe de grands écarts de croissance à l'intérieur de l'Euroland ne complique-t-il pas les prises de décisions ?**

– Pas plus qu'il n'est difficile de pondérer la Californie, le Missouri et l'Etat de New York dans l'immense espace des Etats-Unis. Tous les espaces monétaires gèrent une certaine hétérogénéité. Ce qui reste vrai partout, et en particulier en Europe, c'est que les économies nationales conservent de considérables marges pour leur gestion. Une monnaie inspirant confiance, une faible inflation et donc des taux d'intérêt relativement bas constituent une condition nécessaire, mais pas suffisante, de la prospérité économique. Encore faut-il réduire la dépense publique, réduire les déficits et réformer ce qui doit l'être. Cette année, deux messages du Conseil de la politique monétaire me paraissent particulièrement importants : la nécessité des réformes structurelles – seules à même de nous permettre de réduire la dépense publique – et le renforcement de la compétitivité de l'économie.

» Je crois que nous devons tous renforcer notre pédagogie. Il n'est pas sûr que les opinions publiques d'Europe continentale soient entièrement conscientes des règles, pourtant simples, que leurs économies ont adoptées : liberté totale des consommateurs et liberté totale des entrepreneurs de localiser les emplois ici... ou bien là. Les emplois sont donc créés ici, si l'on a séduit les consommateurs par un bon rapport qualité-prix du produit et si l'on a attiré les entreprises productrices par un environnement compétitif : faibles coûts unitaires de production, environnement législatif et fiscal favorable. Sinon, les emplois sont créés ailleurs !

» Soyons encore plus clairs : tout se passe en France, mais aussi en Allemagne, en Italie, en Espagne, comme si, faute pour l'opinion de comprendre les raisons de notre

chômage, on arbitrait souvent en faveur de ceux qui ont déjà un emploi, au détriment de la création d'emplois pour ceux qui n'en ont pas.

– **Certains économistes s'inquiètent du fait que la récente baisse des taux décidée par la BCE alimente la bulle spéculative sur les marchés boursiers. Quel est votre avis sur l'inflation des actifs financiers ?**

– Les banques centrales ne peuvent ni ne doivent fixer elles-mêmes le « juste prix » sur les marchés d'actions et sur le marché immobilier. Peuvent-elles pour

banques centrales nationales. **Qu'en pensez-vous ?**

– Ce serait contraire au traité. Chaque pays et, le cas échéant, chaque banque centrale nationale, a la responsabilité de la surveillance de son propre système bancaire, en appliquant naturellement les mêmes concepts, définis internationalement par le Comité de Bâle et par les directives européennes. Cela est conforme au bon sens : dans le cas général, s'il faut intervenir pour fournir des liquidités d'urgence à telle banque particulière, c'est sur la décision – et, naturellement aux risques – de la

« **Les banques centrales sont responsables de la stabilité financière et rien ne perturbe plus celle-ci que le gonflement puis l'explosion de bulles financières** »

autant se désintéresser des prix des actifs et ne se concentrer que sur l'inflation des prix à la consommation ? Certainement pas. D'abord parce que les effets de richesse (ou de pauvreté) associés aux valeurs des actifs ont une incidence à terme sur les prix à la consommation. Ensuite, et surtout, parce que les banques centrales sont responsables de la stabilité financière et que rien ne perturbe plus celle-ci que le gonflement puis l'explosion de bulles financières.

» Nous ne devons faire preuve d'aucune complaisance dans ce domaine. L'une des raisons pour lesquelles le système européen de banques centrales a voulu éliminer les anticipations de baisses supplémentaires des taux est précisément la nécessité d'être très prudent pour éviter la création d'éventuelles bulles spéculatives.

– **Certains souhaiteraient aujourd'hui que la surveillance bancaire soit organisée au niveau de la BCE et non plus des**

banque centrale nationale concernée. Si le besoin de liquidités était exceptionnellement important, l'application simple du traité permettrait au Conseil des gouverneurs, à la majorité des deux tiers, de se saisir de la question pour en examiner l'impact sur la politique monétaire de la zone euro. Enfin, s'il s'agissait d'un problème général frappant l'ensemble du marché, nous aurions évidemment à prendre les décisions appropriées de politique monétaire au niveau du Conseil des gouverneurs.

– **Les questions de fusion entre établissements bancaires de la zone euro sont-elles abordées au niveau de la BCE ?**

– Le traité ne donne pas de compétence particulière à la BCE dans ce domaine. Les responsabilités s'exercent, comme je l'ai dit, de manière décentralisée. En France, c'est le Comité des établissements de crédit, collège indépendant de onze personnes, en coopération avec la Commission bancaire, col-

lège indépendant de six personnes, l'un et l'autre présidés par la Banque de France indépendant, qui prend les décisions.

– **Ne peut-on envisager, toutefois, des points d'accord sur de grands principes, comme sur celui des OPA hostiles dans le secteur bancaire ? La Banque d'Italie a refusé une opération de ce type alors que la Banque de France a donné son aval à l'OPPE inamicale lancée par la BNP sur la Société générale et Paribas...**

– Nous appliquons naturellement les uns et les autres les principes internationaux, en particulier les directives européennes. Il n'y a pas, pour le moment, de principe international dans le domaine que vous évoquez. Les documents soumis à la Banque d'Italie n'étaient pas conformes à la réalité du dossier. Elle a pris la décision que vous savez. Les dossiers qui nous ont été transmis ne comportaient pas ce défaut. Le Comité des établissements de crédit n'a donc rétabli ni le premier ni le second dossier de restructuration. Cela ne veut absolument pas dire qu'il a pris parti. La Banque de France n'a qu'un souci : l'intérêt supérieur de la place bancaire. J'ai indiqué moi-même publiquement que la Banque de France était neutre et qu'elle invitait expressément tous les responsables à rechercher, dans un esprit ouvert, les solutions permettant à toutes les équipes de retrouver la sérénité. Je suis en contact avec tous les dirigeants concernés. Et ils connaissent la position de la Banque de France.

– **La concentration ne se fait-elle pas dans le désordre, de manière accélérée, avec pour seul juge de paix le marché et, notamment, les investisseurs anglo-saxons ?**

– Le vrai juge de paix est la sagesse des présidents et de leurs conseils d'administration. Je ne doute pas que cette sagesse l'emporte. »

Propos recueillis par Pierre-Antoine Delhommeais, Sophie Fay et Éric Leser

« Assagir la gestion des finances publiques »

LE GOUVERNEUR de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, a, mardi 18 mai, remis au président de la République, Jacques Chirac, le rapport annuel de l'institut d'émission. Après avoir rappelé que 1998 a été marquée, en France, par « *une accélération de la reprise de l'activité* » et une « *maîtrise de l'inflation améliorée* » et, en Europe, par le succès du lancement de l'euro, le Conseil de la politique monétaire (CPM) adresse plusieurs recommandations aux gouvernements de l'Union monétaire.

Le CPM de la Banque de France estime d'abord, qu'en matière budgétaire « *un bon fonctionnement de la surveillance mutuelle de chacune des politiques budgétaires nationales (...), dans le cadre d'un strict respect du pacte de stabilité et de croissance, continue d'être indispensable* ». « *L'une des difficultés que rencontre l'Europe, comme notre pays, déplore le rapport, est que l'opinion publique n'est pas encore totalement convaincue* » de la nécessité « *d'avoir des finances publiques "proches de l'équilibre ou en excédent"* » pour favoriser la croissance, la création d'emplois et la lutte contre le chômage. Le CPM demande plus précisément au gouvernement français un « *assagissement de la gestion des finances publiques* » et une « *réduction progressive de la part des dépenses publiques dans le PIB* », qui se situe à 54,2 % en France, contre 38,1 % dans le groupe des pays du G 7.

Enfin, tout en exhortant les Etats européens à engager des réformes pour lutter contre un chômage dont elle estime qu'il « *est d'origine structurelle dans la proportion des trois quarts* », la Banque de France réclame une vigilance accrue en matière de compétitivité. Elle note à cet égard qu'avant l'euro « *toute mauvaise conduite d'une politique économique nationale était rapidement et durement sanctionnée par la dépréciation de la monnaie sur les marchés de change et par des augmentations de taux d'intérêt de marché. La création de la monnaie unique a supprimé ces indicateurs* ».

P.-A. D.

L'OCDE prévoit une croissance mondiale mieux répartie

L'ÉCONOMIE MONDIALE va mieux : désormais, l'ensemble des analystes économiques et financiers s'accordent sur ce constat. « *La situation économique mondiale et dans la zone de l'OCDE apparaît désormais plus satisfaisante qu'il y a six mois* », écrivent les économistes de l'Organisation dans leurs *Perspectives économiques* de printemps, publiées, mardi 18 mai, à Paris. Contrairement aux dernières prévisions de l'automne 1998, « *la balance des risques est plus équilibrée* », souligne Ignazio Visco, l'économiste en chef de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

« *Le calme et la confiance sont revenus sur les marchés financiers mondiaux, les prévisions les plus pessimistes concernant l'extension de la crise russe d'août dernier (...), ne s'étant pas vérifiées* ». L'OCDE note également que « *la crise du Brésil s'est pour l'essentiel limitée à l'Amérique du Sud* » et relève « *les signes indiquant que la contraction de l'activité dans les économies émergentes d'Asie est arrivée à son terme* ». La reprise devrait s'installer en Asie au cours de l'an 2000, souligne le document.

DES ÉVOLUTIONS INQUIÉTANTES

Même si l'accumulation de scénarios négatifs n'est plus à l'ordre du jour, l'OCDE n'est pas pour autant excessivement optimiste : au total, elle souligne qu'on se trouve dans un contexte de « *croissance modérée* », tant dans la zone de l'OCDE qu'à l'échelle mondiale. En 1999 et en 2000, la croissance dans la zone de l'OCDE « *restera probablement peu soutenue* », à un peu plus de 2 %.

Si l'économie des pays développés continue à croître, c'est grâce au prix modéré des matières premières – en particulier du pétrole –, ainsi qu'en raison du niveau très bas des taux d'intérêt, qui n'ont jamais été aussi faibles depuis trente ans aux Etats-Unis aussi bien qu'en Europe. Mais des évolutions inquiétantes sont toujours à l'œuvre : « *Malgré la prévision d'une plus grande synchronisation des cycles entre les principales régions de l'OCDE, les déséquilibres extérieurs devraient persister pour quelque temps encore, ce qui pourrait entraîner une augmentation des tensions protectionnistes* », souligne le document. Par le terme de « *déséquilibres extérieurs* », l'OCDE met notamment le doigt sur les déficits courants très importants qui continuent de se creuser aux Etats-Unis (ceux-ci investissent beaucoup plus qu'ils n'épargnent et importent plus qu'ils n'exportent).

Le ralentissement prévisible de l'économie américaine devrait être le principal événement de 1999 : « *Le rythme soutenu de croissance de l'économie des Etats-Unis devrait commencer à s'essouffler vers la fin de 1999, l'investissement des entreprises ralentissant (...), le dynamisme de la construction résidentielle marquant le pas et la dissipation des effets de patrimoine freinant les dépenses de consommation* », écrivent les économistes de l'OCDE. Ceux-ci considèrent que les responsables de la politique monétaire américaine « *peuvent s'offrir le luxe d'attendre le ralentissement de l'économie sans précipiter les choses* » et prévoient que la croissance améri-

caine devrait progressivement revenir de 3,5 % en 1999 à 2 % l'an prochain. L'hypothèse d'un krach boursier à Wall Street, porteur de déséquilibres pour l'ensemble de l'économie mondiale, est toujours possible selon l'OCDE.

Le Japon, de son côté, n'est pas sorti de la crise. « *Au Japon, la raréfaction du crédit pourrait avoir commencé à s'atténuer... et la contraction de la production observée l'an dernier devrait arriver à son terme en 1999* ». Mais, au total, « *l'économie japonaise paraît seulement maintenant avoir atteint le creux du cycle sans que l'on observe encore de signes manifestes de reprise* », souligne le document. La croissance japonaise devrait être de -0,9 % en 1999 et de 0 % en l'an 2000.

L'EUROPE EN DEMI-TEINTE

Dans ce tableau global de l'économie mondiale, l'Europe demeure en demi-teinte. Même si l'expansion s'y est « *ralentie quelque peu* », les dépenses des ménages demeurent soutenues et « *le récent accès de faiblesse devrait être partiellement corrigé grâce à la reprise des exportations et au raffermissement de l'investissement des entreprises – surtout en Allemagne* ».

L'Europe reste marquée par de grandes disparités, avec une France qui s'en sort bien (le PIB devrait croître de 2,3 % en 1999 et de 2,6 % en l'an 2000) et deux pays – l'Allemagne et l'Italie – qui demeurent nettement en retrait (avec des croissances autour de +1,5 % cette année et légèrement au-dessus de +2 % en l'an 2000).

Lucas Delattre

La Fed est prête à monter ses taux pour lutter contre l'inflation

NEW YORK
de notre correspondant

Refusant de se laisser impressionner par le très mauvais indice des prix à la consommation d'avril (+0,7 %), la Réserve fédérale américaine a laissé, mardi 18 mai, ses taux directeurs inchangés. Mais le comité monétaire de la Fed a pris l'initiative sans précédent d'avertir, dès la fin de sa réunion, qu'à l'avenir de nouvelles hausses des prix entraîneraient un relèvement des taux destiné à maîtriser l'inflation, présentée comme une menace bien réelle.

« *Bien qu'il se soit abstenu aujourd'hui de modifier sa politique monétaire, le comité monétaire est préoccupé par l'accumulation potentielle de déséquilibres inflationnistes, susceptible de miner les performances favorables de l'économie* », a déclaré la banque centrale dans un communiqué. La Fed a, en conséquence, « *adopté une directive en faveur d'un éventuel resserrement de sa politique monétaire* ».

Les taux directeurs actuels (4,75 % pour le taux au jour le jour, 4,50 % pour le taux d'escompte) n'ont pas été modifiés depuis le 17 novembre, après trois réductions successives. Mais il était important pour la Fed de montrer que, après avoir très attentivement veillé l'an dernier aux risques de contagion de la crise asiatique, elle ne prenait pas non plus à la légère sur le front intérieur les chiffres d'avril, qui ont enregistré la plus forte hausse de l'indice des prix à la consommation depuis neuf ans, soit depuis le début de cet étonnant cycle de forte croissance

économique et de faible inflation ; l'indice de base, qui ne tient pas compte des variations des prix de l'énergie et de l'alimentaire, a lui aussi augmenté deux fois plus que prévu en avril, avec une hausse de 0,4 %.

« DÉSEQUILIBRES »

La Bourse de New York a réagi à la mise en garde de la Fed sans dramatiser, l'indice Dow Jones clôturant en baisse de 0,15 % mardi. Les opérateurs des marchés financiers s'attendaient à ce que la Réserve fédérale manifeste sous une forme ou une autre son souci de rester vigilante face au risque de surchauffe de l'économie : le président de la Fed, Alan Greenspan, avait déjà lui-même dénoncé il y a dix jours les « *déséquilibres* » de l'expansion américaine et les risques qu'ils faisaient encourir à l'économie.

Pour l'heure, le consensus qui semble prévaloir à Wall Street, après la frayeur qui a suivi l'annonce, vendredi, de l'indice des prix d'avril, est qu'il est trop tôt pour entrer la « *nouvelle économie* » et ses miraculeux bienfaits. La hausse des prix d'avril n'est pour l'instant qu'un chiffre isolé dans lequel il serait prématuré de voir le début d'une tendance. « *C'est un très mauvais chiffre au milieu d'une foison de bons chiffres*, a commenté le *Wall Street Journal*. *Les hausses de salaires sont modérées, les prix à la production sont bénins et le prix de l'or, généralement signe d'inflation, s'effondre.* »

Sylvie Kauffmann

Lucien Douroux quitte à regret, mais satisfait, la direction du Crédit agricole

Il laisse un solide bilan à son adjoint et successeur, Jean Laurent

Organisé en douceur, le passage de relais entre Lucien Douroux et Jean Laurent à la direction générale de la Caisse nationale de Crédit agri-

cole devait avoir lieu jeudi 20 mai. M. Laurent prend la tête d'un groupe de 85 000 personnes, financièrement et commercialement très sain,

mais toujours très « politique » et difficile à piloter, dans un contexte bancaire européen en plein bouleversement.

SON DÉPART en retraite était programmé de longue date, sa succession est assurée. Malgré tout, le pas est difficile à franchir. Jeudi 20 mai, à 65 ans, Lucien Douroux, directeur général de la Caisse nationale de Crédit agricole (CNCA), l'un des banquiers les plus puissants de France, devait passer le témoin à son adjoint, Jean Laurent, le lendemain de la Convention du Crédit agricole, grand messe du groupe. M. Douroux restera président du conseil de surveillance de Crédit agricole Indosuez.

Comme la plupart des patrons dans son cas, M. Douroux en a assez qu'on rappelle sans cesse qu'il est autodidacte. Même pour souligner l'extraordinaire parcours professionnel qui a mené ce fils de petits agriculteurs du Puy-de-Dôme, de la coutellerie de Thiers au syndicalisme agricole, jusqu'à la direction générale du premier groupe bancaire mutualiste d'Europe. Le Crédit agricole est la première

banque française, avec presque un cinquième du marché des particuliers. C'est aussi le deuxième assureur-vie. Il dégage le bénéfice le plus élevé du secteur financier, un record en 1998 : 12,3 milliards de francs (1,9 milliard d'euros), trois fois plus qu'en 1988...

Beaucoup des projets et métiers qui ont porté la banque à cette position ont été mis en chantier avant l'été 1993, date à laquelle M. Douroux a pris la direction de la Caisse nationale. Mais dès 1976, en tant que directeur général de la Caisse régionale d'Ile-de-France, la plus puissante du groupe, ou dans le cadre de ses responsabilités à la Fédération nationale du Crédit agricole, il a pesé lourd sur toutes les orientations stratégiques. Y compris sur la « privatisation » du Crédit agricole par « mutualisation », lorsqu'en 1988, les caisses régionales ont racheté à l'Etat la Caisse nationale, établissement public.

Corse et le passage aux 35 heures. Les syndicats l'attendent au tournant : « Nos relations avec M. Douroux étaient difficiles. Nous espérons que ça va changer », constate la CFDT.

M. Laurent réfléchit aussi à doter le Crédit agricole d'une structure cotée en Bourse. Sans trop heurter la culture interne. Déjà, certaines voix plaident pour un retour aux sources du mutualisme et un rapprochement avec Groupama. Un point de vue qui reçoit l'appui de Fédération nationale, l'organe « politique » du groupe.

Le pilotage de la banque verte s'annonce donc toujours délicat. A force de fusionner, certaines caisses régionales sont devenues très puissantes. Ce ne sont pas des actionnaires faciles pour la CNCA, elle-même devenue une organisation complexe avec des filiales comme Indosuez et Sofinco. Autant d'acteurs à manier avec tact pour assurer l'indispensable cohésion de 85 000 personnes. M. Laurent pourra compter sur le savoir-faire du président de la Caisse nationale, Yves Barsalou. Mais le mandat de cet homme-clé expire en mai 2000.

S. F.

Aux commandes de la Caisse régionale d'Ile-de-France, M. Douroux l'a considérablement développée, créant 1 500 emplois, contribuant à sortir le Crédit agricole de son image rurale pour le lancer à la conquête d'une clientèle urbaine très réceptive. Il n'a pas évité tous les risques d'une diversification rapide. L'Ile-de-France a supporté son lot de provisions lorsque le marché de l'immobilier s'est effondré, et s'est laissé tenter par une forme de banque plus chic en rachetant la Banque de gestion privée (BGP), sans réussir à en faire une formidable affaire.

CREISSANCE EXTERNE

Premier directeur général de la Caisse nationale issu de la famille Crédit agricole – alors que tous ces prédécesseurs avaient été nommés par l'Etat ou avec sa bénédiction, et venaient de la haute fonction publique –, il a rapidement fait oublier ces petits écarts. D'abord parce qu'il n'est pas homme à supporter longtemps la critique. Et surtout parce qu'il a, depuis, signé trois grandes opérations de croissance externe : le rachat de la Banque Indosuez, une prise de participation de 23 % dans la Banca Intesa en Italie et l'acquisition du spécialiste du crédit à la consommation Sofinco. Au total, 30 milliards de francs d'investissements.

La plus spectaculaire aura été le rachat d'Indosuez en 1996 après l'échec du projet de la « très grande financière » (fusion à trois BNP-UIAP-Suez). La décision de renforcer le poids de la banque d'investissement et à l'international n'a pas été simple à emporter. Un an avant l'opération Indosuez, M. Douroux avait dû essuyer l'opposition des caisses régionales au rachat de la BFCE. Lors de l'acquisition de la filiale de Suez, certaines voix plaidaient encore pour un développement dans la banque de détail à l'international plutôt que dans la banque d'investissement. Remarquable politique, doué pour convaincre et équilibrer les grandes forces d'une organisation complexe, M. Douroux a toutefois gagné la partie.

Le regrette-t-il, alors que quelques années plus tard, la rentabilité de la banque Indosuez, devenue

Crédit agricole-Indosuez (CAI), est loin d'être au rendez-vous ? Crise des pays émergents et mauvais positionnement, CAI a essuyé une perte de 2 milliards de francs en 1998. Mais M. Douroux reste convaincu qu'il a fait une belle opération stratégique, qui ne lui a pas coûté si cher : l'investissement de 11,8 milliards de francs correspondait tout juste à la valeur des actifs de la banque, défalqués de ses dettes. Un prix raisonnable au regard de transactions bancaires plus récentes. En interne, certains estiment qu'il a toutefois commis une erreur de management : « Il savait qu'Indosuez était convalescente. Il aurait dû lui donner deux ans de transition. Mais il a exigé un rendement sur fonds propres de 12 %, qui ne pouvait être atteint sans augmenter les risques ». Son successeur devra continuer à rectifier le tir.

M. Douroux pourrait aussi regretter de ne pas avoir eu l'audace, à l'époque, d'examiner une proposition faite, au débotté, par Jean Peyrelevade : le président du Crédit lyonnais lui conseillait, pour le prix d'Indosuez, de s'intéresser à la banque publique. Trois ans plus tard, le Crédit agricole devra payer beaucoup plus cher pour obtenir à peine 10 % du capital de la banque en cours de privatisation. Et il n'est rentré dans le jeu qu'à la faveur d'un grand bouleversement du paysage financier français : il a fallu que Paribas se jette dans les bras de la Société générale et que les deux groupes en cours de fusion se fassent surprendre par une contre-offensive de la BNP...

Au fond, M. Douroux n'est pas mécontent de cette évolution par étapes. Elle est plus facile à faire accepter par l'ensemble du groupe et sera plus aisée à gérer pour son successeur. Elle permet à la banque verte de s'engager très prudemment dans un dossier compliqué, de lui laisser le temps d'en peser tous les risques.

Une approche plus conforme à sa culture, qui, même après le départ de M. Douroux, perdurerait. Jean Laurent, et surtout Yves Barsalou, qui conserve le poste déterminant de président de la Caisse nationale, s'en assureront.

Sophie Fay

Sony réfléchit à l'avenir de sa filiale cinéma

De nouvelles méthodes comptables évalueront la rentabilité de chaque activité du groupe

TOKYO
correspondance

Sony va-t-il se désengager de ses activités cinématographiques, comme l'a évoqué, mardi 18 mai, le *Financial Times*? Insatisfaits des performances boursières du groupe, ses dirigeants étudieraient plusieurs scénarios pour Sony Pictures Entertainment, la filiale de cinéma créée par des studios américains Columbia et Tri-Star, rachetés en 1989, et Sony Music Entertainment, la filiale musicale créée à partir de CBS Records. Pour sa branche cinéma, Sony songerait à une cession pure et simple, à une mise en Bourse, voire à la constitution d'une joint-venture.

« Nous n'avons pour l'instant aucun projet de vendre Sony Pictures Entertainment », assure-t-il, mercredi, Daniel Lintz, un porte-parole du groupe à Tokyo. « Nous sommes en train d'introduire un nouveau système d'évaluation à l'intérieur de la société, l'Economic Value Added [EVA, ou valeur ajoutée économique] dont le but est de maximiser les profits des actionnaires. C'est dans ce sens que le message doit être compris et l'exemple cité de Sony Pictures Entertainment était plutôt anecdotique. Nous avons beaucoup de discussions actuellement avec nos banquiers sur les différentes manières d'améliorer le retour pour les actionnaires, donc nous passons en revue toutes les options possibles. »

Annoncée lundi par le PDG de Sony, Nobuyuki Idei, l'adoption de la méthode d'évaluation comptable EVA, conçue par le cabinet américain de consultants Stern Stewart and Co., vise à estimer très précisément la rentabilité de chaque division et doit permettre à Sony de soumettre vers 2002 ses cadres à un système de rémunération indexé sur les performances de leur division d'appartenance.

Pour Sony, il s'agit à la fois de s'aligner sur les pratiques du capitalisme américain, tout en se préparant aux turbulences à venir, dès 1999. En mars, Sony a rendu public un plan de restructuration portant sur la suppression de 17 000 postes, soit 10 % de ses effectifs, d'ici 2003. Depuis le 1^{er} avril, le groupe a doté ses activités in-

dustrielles d'une nouvelle organisation, regroupant les activités en quatre sociétés autonomes, dotées chacune de son conseil d'administration, de ses laboratoires de recherche et de ses objectifs.

L'activité divertissement, qui pèse aujourd'hui près de 10 milliards de dollars en chiffre d'affaires, pourrait faire l'objet de la prochaine réorganisation. Les activités de contenu restent l'une des priorités du groupe, qui investit dans l'Internet, les bouquets satellites et le jeu vidéo. Une vente pure et simple de Sony Pictures Entertainment irait à l'opposé de cette philosophie du divertissement qui démarque l'inventeur du walkman de ses concurrents : « J'ai beaucoup de mal à croire que Sony souhaite se retirer des activités cinéma et musique », estime Kazuharu Miura, l'analyste responsable de l'électronique à l'Institut de Recherche Daiwa (DIR). « Le cas échéant, mon appréciation serait extrêmement négative, car ces deux sociétés sont rentables. Surtout, ce sont d'excellentes faire-valoir pour le groupe, et elles lui donnent une force que les autres n'ont pas ». A plus forte raison à un moment où l'activité originelle du groupe, l'électronique, est victime de la récession au Japon.

UNE ANNÉE DIFFICILE

Acquis au prix fort voici dix ans, Sony Pictures est aujourd'hui rentable : son bénéfice d'exploitation a grimpé de 11 % pour l'année fiscale 1998, mais son chiffre d'affaires est en baisse de 16 %. Quant à Sony Music Entertainment, la société a connu une année exceptionnelle aux Etats-Unis, mais sa filiale japonaise a enregistré des pertes. La situation, de toute évidence, mérite une réflexion approfondie. D'autant que 1999 risque d'être une année difficile pour le groupe, qui a enregistré une perte lors du dernier trimestre de l'exercice 1998, clos à fin mars. Les temps ont changé. Avec 40 % de son capital détenu par des investisseurs étrangers, en majorité américains, le géant nippon doit désormais se soumettre au régime de l'actionnaire-roi.

Brice Pedroletti

Sanofi-Synthélabo entrera en Bourse le 25 mai

« **DEPUIS L'ANNONCE** du projet de fusion le 3 décembre 1998, toutes les compétences ont été mobilisées pour que, le jour de votre approbation, le nouveau groupe Sanofi-Synthélabo soit tout à fait prêt. Nous sommes prêts, demain matin, à faire fonctionner ce nouveau groupe », a assuré, devant l'assemblée générale des actionnaires, Jean-François Dehecq, président de Sanofi et futur PDG de Sanofi-Synthélabo. Le rapprochement des numéros deux et trois français de la pharmacie, effectif le 19 mai, n'a pas connu les déboires rencontrés par d'autres industriels de la santé. « Nous avions annoncé nos assemblées générales pour le 21 mai, nous avons même trois jours d'avance », a remarqué Hervé Guérin, président de Synthélabo et futur vice-président et directeur général de Sanofi-Synthélabo, avant d'appeler à voter « une fusion offensive, et non pas défensive, qui fera de Sanofi-Synthélabo le seul groupe de taille mondiale avec son centre de décision à Paris ».

C'est dans un climat de sérénité, au lendemain du mariage de Rhône-Poulenc et Hoechst (*Le Monde* du 18 mai), que les actionnaires de Sanofi et de Synthélabo ont entériné, mardi, à une grande majorité, le rapprochement des laboratoires. La fusion, qui avait reçu, lundi, le feu vert des autorités européennes, est réalisée sur la base d'une action Sanofi pour un titre Sanofi-

Synthélabo et de dix Synthélabo pour treize actions du nouveau groupe. Les actionnaires de référence, la compagnie pétrolière Elf pour Sanofi et le géant mondial des cosmétiques L'Oréal, pour Synthélabo, vont détenir respectivement 35,1 % et 19,4 % de la nouvelle entité. Ils se sont engagés pendant six ans, au travers d'un pacte d'actionnaires, à assurer en commun la stabilité de la nouvelle société. Sanofi-Synthélabo sera cotée à la Bourse de Paris à partir du 25 mai, en remplacement des deux titres actuels.

AXES RENFORCÉS

Avec un chiffre d'affaires pro-forma de 35 milliards de francs (5,3 milliards d'euros) et 33 000 collaborateurs, Sanofi-Synthélabo se hisse au deuxième rang de la pharmacie française et au sixième en Europe. Quatre axes thérapeutiques majeurs sont renforcés : le cardio-vasculaire/thrombose, le système nerveux central, la médecine interne et l'oncologie, pour lesquels 50 molécules sont en développement, et trois médicaments très prometteurs. « Nous sommes au dix-huitième rang mondial », a souligné M. Dehecq, mais notre budget recherche, de 5,6 milliards de francs, nous rapproche des dix premiers ! » Le nouveau groupe dispose aussi de partenariats dans les biotechnologies avec le français Genset et l'américain Humane Genome Sciences.

Aux Etats-Unis, premier marché pharmaceutique du monde, Sanofi-Synthélabo ne pèse que 0,7 % des ventes (0,5 % au Japon et 3,8 % en Europe), et entend consolider ses positions. Le groupe prévoit de racheter en 2002 une filiale à 49 % de Synthélabo, dont l'américain Searle détient la majorité. Interrogé sur d'éventuelles acquisitions, M. Dehecq n'a pas démenti que « quelque chose soit possible aux Etats-Unis ». Sanofi-Synthélabo n'est pas endetté et son trésor de guerre doit encore grossir après la vente prévue de Sanofi Beauté à Artémis (groupe Pinault) pour 6 milliards de francs. Les cessions d'autres activités non stratégiques, tels Yves Rocher et Entremont, sont à l'ordre du jour. « Nous sommes en excellente position pour faire des opérations, aux Etats-Unis très probablement », a confirmé M. Guérin.

En France, les équipes de Synthélabo vont quitter Le Plessis-Robinson (Hauts-de-Seine) pour rejoindre le siège parisien de Sanofi. Les dirigeants de Sanofi-Synthélabo se sont engagés à ce qu'il n'y ait pas « de licenciements secs ». « La majorité des allègements d'effectifs que nous prévoyons se feront par départs anticipés à la retraite et par l'annulation de certaines embauches », a indiqué M. Dehecq.

Véronique Lorelle

Les Français voient l'avenir en noir

PARADOXE ! Les Français n'ont jamais autant consommé depuis le début des années 90, mais ils restent pessimistes. Selon un sondage réalisé par *Le Nouvel Economiste* et le Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance à paraître le 20 mai, 49,6 % des personnes interrogées disent que la France connaît toujours une situation de crise économique. Près d'un tiers des sondés (31,4 %) pensent que cette crise devrait encore durer longtemps. Et 56 % s'inquiètent

d'une prolongation du conflit au Kosovo qui pourrait déboucher, selon eux, sur une crise économique en Europe.

Toutes les améliorations enregistrées en France depuis quelque temps sont oubliées. Pour 58,8 % des personnes interrogées, l'inflation reste stable, sans plus. 41,6 % jugent que le coût de l'argent et les taux d'intérêt ne s'améliorent pas, bien que ceux-ci soient descendus autour de 4 %, le plus bas niveau depuis la dernière guerre. Enfin,

44,3 % pensent que leur pouvoir d'achat reste au mieux stable. Ils sont même 36,9 % à estimer que leur niveau de vie est en baisse.

Méfiant, plus de la moitié d'entre eux n'attendent pas d'amélioration pour l'avenir. L'absence significative de progrès dans la baisse du chômage (77 % ne voient aucune amélioration), l'inquiétude sur l'avenir des jeunes (53,4 % pensent que leur vie sera plus difficile que la leur) et sur l'avenir des retraités nourrissent ce pessimisme.

Dans ce contexte, les grands mouvements économiques en cours semblent éloignés de leurs préoccupations, même s'ils les suivent avec intérêt. L'euro leur apparaît à 58,9 % comme un excellent rempart contre les crises internationales et les grandes fusions comme un bon moyen pour renforcer la compétitivité des entreprises (87,8 %). Mais ils sont sans illusion sur leur effet : 60,7 % pensent que ces concentrations détruiront des emplois.

Philips actionnaire du sud-coréen LG

AMSTERDAM
de notre correspondant

En arrivant en 1996 aux commandes de Philips, alors en difficulté, Cor Boonstra avait promis de « réparer le toit qui fuit » avant d'« agrandir la maison ». Cette deuxième phase de croissance par acquisitions prévue par le président du groupe néerlandais est désormais ouverte. Pourtant, tous les problèmes ne paraissent pas résolus : Roel Pieper, ancien dirigeant du groupe informatique Tandem, recruté il y a un an pour développer une nouvelle stratégie et numéro deux de l'entreprise, a annoncé sa démission mardi 18 mai, alors que Philips annonçait une importante opération.

Le groupe néerlandais rachète 50 % de LG LCD, pour 1,8 milliard de dollars (1,63 milliard d'euros), une société sud-coréenne appartenant à l'un des principaux chaebols (conglomérats) du pays. Il s'agit, souligne Philips, du plus grand producteur d'écrans plats à matrice active du monde, une technologie largement utilisée par les groupes d'électronique grand public, dont Philips est le numéro un européen.

Cette acquisition sera le plus gros investissement réalisé, à ce jour, par un groupe étranger en Corée du Sud depuis son ouverture aux capitaux internationaux. LG LCD prévoit, pour 1999, un chiffre d'affaires de 1,8 milliard de dollars – sur un marché mondial de 8 milliards de dollars, en hausse de 20 % par an – et plusieurs « centaines de millions de dollars » de bénéfice. Philips, l'un des premiers fabricants mondiaux de tubes cathodiques pour téléviseurs, sait que cette technologie sera un jour ou l'autre supplantée par les écrans plats. Si les industriels savent

produire des écrans de taille moyenne, la qualité et la fiabilité pèchent encore pour les écrans de grande taille. Philips compte sur le savoir-faire de LG pour prendre une longueur d'avance.

Après avoir cédé des activités, dont la maison de disques et de films Polygram, en 1998, Philips concentre désormais l'essentiel de son énergie sur l'électronique grand public, y compris l'informatique personnelle. D'où son intérêt pour les écrans plats, mais aussi pour les composants électroniques : Philips, qui veut racheter la société américaine VLSI, vient d'augmenter son offre de plus de 20 % VLSI, qui a réalisé en 1998 un chiffre d'affaires de 548 millions de dollars (498 millions d'euros), fabrique des circuits intégrés pour l'informatique, la téléphonie mobile et l'électronique grand public. Il n'est pas certain que l'opération aboutisse : même si Philips est prêt à déboursier 1 milliard de dollars, les actionnaires de VLSI restent pour l'instant réticents.

Alain Franco

Télécopieur Multi-fonction Chez Duriez

Fax : 10 s. par page, papier ordinaire, impression jet d'encre économique, mémoire 22 pages. ● Copieur : 2 pages par minute, agrandissement réduction 70/140 ● Scanner : 200 x 200 dpi ● Imprimante pour PC 2.396 F.H.T. (2.980 F.TC).

Duriez,
112 bd St-Germain - 75006 Paris

FINANCES ET MARCHÉS

VALEURS EUROPÉENNES

L'action Daimler-Benz a grimpé de 2,93 %, mardi 18 mai, après l'annonce par Jürgen Schrempp, son président, d'une révision à la hausse des prévisions de ventes à 153 milliards d'euros en 2001 et d'un doublement des ventes d'ici dix ans.

Allianz a gagné 2,73 %, mardi 18 mai, à 273,5 euros après l'annonce que son activité en assurance-vie en Allemagne a progressé de 20 % depuis le début de l'année.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes entries for AUTOMOBILE like AUTOLIV SDR, LUCAS VARIETY, etc.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes entries for BANQUES like ABNEY NATIONAL, ABN AMRO HOLDING, etc.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes entries for TÉLÉCOMMUNICATIONS like BRITISH TELECOM, CABLE & WIRELES, etc.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes entries for CONSTRUCTION like ACCIONA, ACESA REG, AKTOR SA, etc.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes entries for PRODUITS DE BASE like ALUMINIUM GREC, ARJO WIGGINS AP, etc.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes entries for CHIMIE like ACA -A-, ACA -B-, AIR LIQUIDE/RM, etc.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes entries for PHARMACIE like ASTRA -A-, ELAN CORP, GLAXO WELLCOME, etc.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes entries for CONGLOMÉRATS like AKER RCI -A-, INVESTOR -A-, INVESTOR -B-, etc.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes entries for ÉNERGIE like AKER MARITIME, BG, BP AMOCO, BURMAH CASTROL, etc.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes entries for SERVICES FINANCIERS like 3I, ALMANJ, ALPHA FINANCE, etc.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes entries for CONSOMMATION CYCLETTE like ACCOR/RM, ADIDAS-SALOMON, ALITALIA, etc.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes entries for ALIMENTATION ET BOISSON like ALLIED DOMECQ, ASSOCIATE BRIT, BASS, etc.

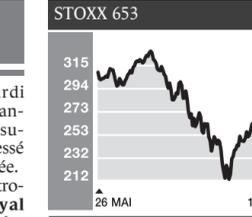


Table listing various stocks and their performance. Includes entries like FINNAIR, G WIMPEY PLC, GRANADA GROUP, etc.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like ASTRA -A-, ELAN CORP, GLAXO WELLCOME, etc.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like AKER MARITIME, BG, BP AMOCO, BURMAH CASTROL, etc.

Advertisement for Valeo ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 25 MAI 1999. Includes website URL http://www.valeo.com and contact information.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like ELF AQUITAINE, ENTERPRISE OIL, ENLISEN ENERGY, etc.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like 3I, ALMANJ, ALPHA FINANCE, etc.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like ACCOR/RM, ADIDAS-SALOMON, ALITALIA, etc.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like ALLIED DOMECQ, ASSOCIATE BRIT, BASS, etc.



Table listing various stocks and their performance. Includes entries like CHR. HANSEN HLD, CULTOR -I-, DANISCO, etc.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like ASTRA -A-, ELAN CORP, GLAXO WELLCOME, etc.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like AKER MARITIME, BG, BP AMOCO, BURMAH CASTROL, etc.

Advertisement for Valeo ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 25 MAI 1999. Includes website URL http://www.valeo.com and contact information.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like ELF AQUITAINE, ENTERPRISE OIL, ENLISEN ENERGY, etc.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like 3I, ALMANJ, ALPHA FINANCE, etc.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like ACCOR/RM, ADIDAS-SALOMON, ALITALIA, etc.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like ALLIED DOMECQ, ASSOCIATE BRIT, BASS, etc.

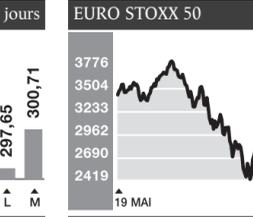


Table listing various stocks and their performance. Includes entries like CHR. HANSEN HLD, CULTOR -I-, DANISCO, etc.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like ASTRA -A-, ELAN CORP, GLAXO WELLCOME, etc.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like AKER MARITIME, BG, BP AMOCO, BURMAH CASTROL, etc.

Advertisement for Valeo ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 25 MAI 1999. Includes website URL http://www.valeo.com and contact information.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like ELF AQUITAINE, ENTERPRISE OIL, ENLISEN ENERGY, etc.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like 3I, ALMANJ, ALPHA FINANCE, etc.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like ACCOR/RM, ADIDAS-SALOMON, ALITALIA, etc.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like ALLIED DOMECQ, ASSOCIATE BRIT, BASS, etc.



Table listing various stocks and their performance. Includes entries like CHR. HANSEN HLD, CULTOR -I-, DANISCO, etc.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like ASTRA -A-, ELAN CORP, GLAXO WELLCOME, etc.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like AKER MARITIME, BG, BP AMOCO, BURMAH CASTROL, etc.

Advertisement for Valeo ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 25 MAI 1999. Includes website URL http://www.valeo.com and contact information.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like ELF AQUITAINE, ENTERPRISE OIL, ENLISEN ENERGY, etc.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like 3I, ALMANJ, ALPHA FINANCE, etc.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like ACCOR/RM, ADIDAS-SALOMON, ALITALIA, etc.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like ALLIED DOMECQ, ASSOCIATE BRIT, BASS, etc.

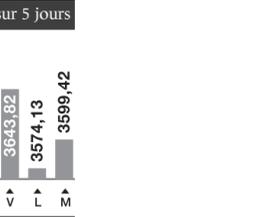


Table listing various stocks and their performance. Includes entries like CHR. HANSEN HLD, CULTOR -I-, DANISCO, etc.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like ASTRA -A-, ELAN CORP, GLAXO WELLCOME, etc.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like AKER MARITIME, BG, BP AMOCO, BURMAH CASTROL, etc.

Advertisement for Valeo ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 25 MAI 1999. Includes website URL http://www.valeo.com and contact information.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like ELF AQUITAINE, ENTERPRISE OIL, ENLISEN ENERGY, etc.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like 3I, ALMANJ, ALPHA FINANCE, etc.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like ACCOR/RM, ADIDAS-SALOMON, ALITALIA, etc.

Table listing various stocks and their performance. Includes entries like ALLIED DOMECQ, ASSOCIATE BRIT, BASS, etc.

ASSURANCES

Table listing insurance companies and their performance. Includes entries like AGF/RM, ALLEANZA ASS, ALLIANZ AG, etc.

SERVICES COLLECTIFS

Table listing utility and service companies. Includes entries like ANGLIAN WATER, BRITISH ENERGY, CENTRICA, etc.

MEDIAS

Table listing media companies. Includes entries like B SKY B GROUP, CANAL PLUS/RM, CARLTON COMMUNI, etc.

BIENS DE CONSOMMATION

Table listing consumer goods companies. Includes entries like AHOLD, ASDA GROUP PLC, ATHENS MEDICAL, etc.

AMSTERDAM

Table listing Amsterdam stock market performance. Includes entries like AIRSPRAY NV, ANTONOV, C/TAC, etc.

BRUXELLES

Table listing Brussels stock market performance. Includes entries like ENVIPOCO HLD CT, FARDEM BELGIUM ABC, INTERCO HLD, etc.

FRANCFORT

Table listing Frankfurt stock market performance. Includes entries like 1 & 1 AG & CO/KGAA, AXTRON, AUGUSTA BETEILIGUNG, etc.

HAUTE TECHNOLOGIE

Table listing high technology companies. Includes entries like ALCATEL/RM, ALTEC SA REG, BAAN COMPANY, etc.

CODES PAYS ZONE EURO

Table listing country codes for the Euro zone. Includes entries like FR: France - DE: Allemagne - ES: Espagne, etc.

VALEURS FRANÇAISES

● A la fin de la séance du mardi 18 mai, l'action BNP s'échangeait en hausse de 1,56 %, à 81,05 euros. Le titre Société générale progressait de 3,88 %, à 182 euros, tandis que celui de Paribas progressait de 2,24 %, à 104,8 euros. A ces cours, les parités proposées par la BNP dans le cadre de sa double OPE valorisaient l'action Société générale à 173,67 euros et le titre Paribas à 111,44 euros. Dans le même temps, l'OPE de la Société générale valorisait le titre Paribas à 113,75 euros. Par ailleurs, la banque espagnole Banco Santander Central Hispano a annoncé, mardi 18 mai, avoir acquis 0,15 % du capital de la Société générale. ● Les actions Synthelabo et Sanofi qui ont annoncé leur mariage sont toujours autant recherchées par les investisseurs. Mardi 18 mai, les deux titres ont progressé respectivement de 4,65 % et de 4,23 %. ● Le titre Danone a perdu 0,20 % à l'issue de la séance du mardi 18 mai. Le groupe d'agroalimentaire devait tenir son assemblée générale le mercredi 19 mai. ● Le titre Coflexip était resté stable (+0,06 %) à la fin de la journée du mardi 18 mai. Toutefois, mercredi matin 19 mai, le groupe parapétrolier a annoncé une baisse de 60 % de son résultat net au premier trimestre, à 8,1 millions d'euros. De plus, son carnet de commandes a reculé de 18,5 %, à 790 millions d'euros.

RÈGLEMENT MENSUEL

MARDI 18 MAI Liquidation : 21 mai Cours relevés à 17h35 Table with columns: France, Précédent en euros, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille, Montant coupon (€)

Table of international stock market data with columns: International, Précédent en euros, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille, Montant coupon (€)

Table of abbreviations and symbols with columns: ABRÉVIATIONS, SYMBOLES, DERNIÈRE COLONNE RM (1)

NOUVEAU MARCHÉ

MARDI 18 MAI Une sélection. Cours relevés à 17h35 Table with columns: Valeurs, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille

Advertisement for Volkswagen Passat V6 TDI. Includes text: 'Ski extrême. Saut à l'élastique. Surf. V6 TDI. Parachutisme. Rafting.' and 'PASSAT V6 TDI Disponible immédiatement' with a car image.

Table of stock market data with columns: Valeurs, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille

SICAV

Table of SICAV (Investment Funds) with columns: FCP, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille

Table of stock market data with columns: Valeurs, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille

Table of stock market data with columns: Valeurs, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille

AUJOURD'HUI

LE MONDE / JEUDI 20 MAI 1999

MÉDECINE En décidant de maintenir l'embargo édicté il y dix ans vis-à-vis des viandes bovines américaines provenant d'animaux auxquels on a administré des hor-

mones de croissance, la Commission européenne a relancé la polémique médicale et scientifique sur l'innocuité de cette pratique. ● LES EXPERTS internationaux commis par

Bruxelles sont aujourd'hui formels : la consommation des viandes américaines « hormonées » représente un risque potentiel pour la santé humaine et l'usage de ces substances

ne peut donc être recommandé. ● DE NOUVELLES DONNÉES scientifiques établissent, en outre, que l'une des hormones autorisées outre-Atlantique doit être considé-

rée comme ayant directement une action cancérigène, ce que les autorités américaines contestent. Dix-sept études complémentaires sont en cours pour compléter ce dossier.

Importations de bœuf aux hormones : la science au cœur du conflit

Y a-t-il un risque, pour la santé humaine, à autoriser, comme le font les Etats-Unis, l'administration de certaines substances hormonales de croissance aux bovins ? Forte d'une nouvelle lecture de la littérature scientifique, Bruxelles le postule. Washington le conteste

BRUXELLES

de notre envoyé spécial

Peut-on, au titre du principe de précaution ou, plus simplement, à des fins économiques et protectionnistes, faire dire à la science et à la médecine plus qu'elles ne savent ? Telle est la question qui sous-tend le violent conflit opposant l'Union européenne aux Etats-Unis et au Canada au sujet du « bœuf aux hormones ».

C'est en effet au nom de la science et de la santé publique que

L'anonymat des experts de la Commission

Bruxelles n'a pas, pour l'heure, donné le nom des huit experts qui ont rédigé le rapport concluant à la toxicité potentielle des hormones de croissance administrées, outre-Atlantique, aux bovins. « Nous sommes aujourd'hui soumis à d'intenses pressions de la part des autorités américaines qui nous réclament le nom de huit experts scientifiques auteurs de ce rapport, a-t-on confié au Monde, dans l'entourage de Emma Bonino, commissaire européen en charge des questions relatives à la protection de la santé des consommateurs. Nous serons peut-être contraints, pour des raisons juridiques, à donner ces noms alors même que plusieurs des scientifiques concernés sont très inquiets à l'idée que leur identité puisse être rendue publique du fait des pressions dont ils pourraient faire l'objet. »

la Commission européenne vient de décider de maintenir son embargo, édicté en 1989, sur les importations de viandes bovines « hormonées » en provenance d'Amérique du Nord (*Le Monde* du 13 mai). Et c'est au nom de cette même science que les Etats-Unis affirment que cette viande est sans risque pour le consommateur et qu'elle ne doit donc pas, de ce fait, faire l'objet de restrictions commerciales.

DOUBLE STRATÉGIE

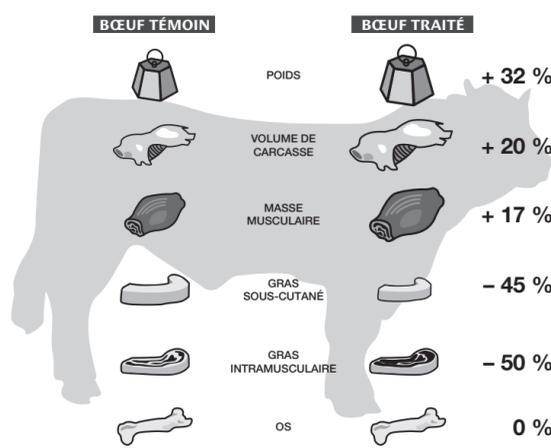
Les meilleurs spécialistes internationaux de biologie, de pharmacologie et de toxicologie sont donc aujourd'hui au centre de ce formidable conflit opposant l'Amérique du Nord à l'Union européenne depuis la demande formulée en janvier 1998 par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à la Commission européenne.

Aux termes d'une procédure d'arbitrage, l'OMC n'avait alors laissé à l'Union européenne que jusqu'au 13 mai 1999 pour établir la démonstration que l'administration d'hormones de croissance à des bovins destinés à la consommation pouvait être nuisible à la santé.

La logique scientifique eût voulu que cette instance demande aux Etats-Unis (où de tels « traitements » hormonaux sont autorisés et mis en œuvre) d'apporter la preuve que ces pratiques sont sans effets sanitaires pour l'homme. Tel ne fut pas le cas. La Commission européenne décida alors de développer une double stratégie.

Dans un premier temps, Bruxelles demanda à un groupe de huit scientifiques de haut niveau

Les effets biologiques des administrations hormonales



Infographie : Le Monde • Source : Science & Vie

Administrées sous forme d'implants, les hormones stéroïdiennes, qu'elles soient naturelles ou synthétiques, entraînent une série de modifications biologiques. Elles permettent notamment d'augmenter le poids des animaux tout en diminuant proportionnellement les rations alimentaires, d'augmenter le rendement en viande, de diminuer le volume des graisses sous-cutanées tout en maintenant un squelette de masse équivalente (les pourcentages donnés ici sont des données maximales pouvant être obtenues avec des substances bêta-agonistes). On observe aussi, chez les animaux « hormonés », une réduction importante des tissus graisseux intramusculaires (ceux qui caractérisent la viande « persillée ») ainsi qu'une modification des qualités organoleptiques de ces aliments.

— dont quatre Américains — de faire une analyse. Ils se sont appuyés, pour cela, sur la littérature récente et les rapports intermédiaires des travaux en cours. Les conclusions de ces experts, totalement avalisées par le Comité scientifique vétérinaire

de la Commission européenne, sont claires. Rien en l'état actuel des connaissances ne permet d'affirmer que l'administration à des bovins de l'une des six hormones de croissance — 17-bêta-œstradiol, progestérone, testostérone,

zéranol, trenbolone et acétate de mélangestrol — qu'ils ont étudiées (et qui, pour cinq d'entre elles, sont autorisées aux Etats-Unis) peut être considérée comme une pratique sans risque pour les consommateurs.

Le rapport laisse toutefois ouverte la question des seuils de concentration à partir desquels de tels risques existent. Le verdict est sans appel pour l'une de ces substances : le 17-bêta-œstradiol. Des travaux récents soulignent que cette substance doit impérativement être considérée comme cancérigène du fait de ses propriétés génotoxiques.

EFFETS BIOLOGIQUES

Les experts soulignent, plus généralement, qu'il conviendrait d'envisager tous les effets biologiques (immunologiques, neurobiologiques, immunotoxiques, cancérologiques) de la consommation de ces substances hormonales, qui pourraient, en outre, avoir un impact sur le développement dès lors qu'elles seraient administrées chez des enfants n'ayant pas atteint l'âge de la puberté.

Ces conclusions et ces observations bouleversent ce qui, ces dernières années, était souvent tenu pour acquis dans les milieux scientifiques vétérinaires internationaux : à savoir qu'un usage raisonnable de certaines hormones de croissance, sorte d'« engrais biologique », permet de manière économique d'améliorer la « récolte » de protéines animales (*Le Monde* du 4 janvier 1989) sans faire courir de risque sanitaire aux consommateurs.

« Pour comprendre, il faut savoir que les données sur lesquelles on raisonnait jusqu'à ces derniers temps remontaient aux années 60, que la toxicologie a progressé. On sait aujourd'hui que certains de ces médicaments peuvent être directement cancérigènes, explique le professeur François André, directeur du laboratoire français de référence de recherche des anabolisants (Ecole vétérinaire de Nantes). On ne peut qu'être frappé par la progression de certaines pathologies humaines aux Etats-Unis. On observe aussi que, dans ce pays, les autorités en charge de l'environnement retirent des produits phytosanitaires ayant des effets hormonaux bien moindres que ceux autorisés par la Food and Drug Administration chez les bovins. »

A Bruxelles, on précise que les conclusions des huit experts seront bientôt complétées par les travaux en cours, épidémiologiques et expérimentaux, menés par dix-sept laboratoires européens et américains.

Il s'agit notamment d'approfondir la question de la génotoxicité du 17-bêta-œstradiol. « Les résultats préliminaires communiqués à nos instances scientifiques font que, d'ores et déjà, notre position quant au caractère potentiellement dangereux de la consommation de viandes ainsi hormonées est définitive », confie-t-on à Bruxelles. Contestant les affirmations européennes, les autorités américaines réclament dès à présent un nouvel examen à partir des données scientifiques disponibles et d'autres à venir.

Jean-Yves Nau

Club Med
N°-azur 0801 802 803

ou Club Med Voyages, Forum Voyages, Havas Voyages et agences agréées

Coup de soleil sur les prix au Club :

- **6.800F les 14 jours aux Caraïbes** (village de Sainte-Lucie), vol compris, tout compris*.
- **9.900F les 14 jours en Thaïlande** 11 jours au village de Phuket et 3 jours de découverte de Bangkok, vol compris, tout compris*.
- **12.500F les 14 jours en Indonésie** 9 jours au village de Bali et 5 jours de découverte de l'île, vol compris, tout compris*.

Dépêchez-vous, vous avez jusqu'au 30 juin pour réserver !

l'Asie ou
les Caraïbes
au prix de la
Méditerranée*

re-oooh !

Etre-re

* Sur une sélection de villages Club Med en Asie et aux Caraïbes au prix de certains villages Club Med en Méditerranée sur la base uniquement de Forfaits de 14 jours, transports compris. Prix par adulte à partir de, à certaines dates uniquement, logement standard en occupation à 2, au départ de Paris. Taxes d'aéroport en supplément, pour les séjours de 14 jours en village (par exemple, 200F pour Sainte-Lucie, soit un total de 7000F). Offre soumise aux conditions de note brochure Trident Été 99. **Prix appel local.

Club Méditerranée. Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 375.237.425 FF - 11, rue de Cambrai 75019 Paris - 572 185 684 RCS Paris - Licence LI 075 95 0333 - RCP N° 160 127 094- Axa Global Risks : 4, rue Jules Lefebvre 75426 Paris Cedex 09 - Garantie Financière APS 6 rue Villaret de Joyeuse 75017 Paris.

L'Espagne des conquistadors

CACERES
de notre envoyé spécial

Enclavés entre l'Andalousie, la Manche et la Castille, les vastes plateaux de l'Estrémadure, parcourus de moutons et plantés de chênes verts dont les glands engraisent des porcs noirs, ces fameux *pata negra* aux jambons parfumés. Au cœur de cette province rustique adossée au Portugal, Trujillo somnole à l'ombre d'un château ancré dans le granit. Au centre de la ville ancienne, fortifiée par les Maures au XIII^e siècle, la plaza Mayor, qui, tel un décor de théâtre, offre l'écrin de ses nobles demeures à la statue équestre de Pizarro (1475-1541). La même qui, à des milliers de kilomètres de là, se dresse sur une place de Lima. Lieu fantasque où se mêlent roman, gothique, Renaissance, mudéjar et plateresque. Place complice qui déroule, sous les sabots du fier destrier, une volée d'escaliers et de terrasses, vagues de pierre où, coulé dans le bronze, chevauche pour l'éternité celui qui, en 1533, conquiert le Pérou.

Nombreux sont les acteurs de la « Conquista » nés en Estrémadure. De retour d'Amérique, les plus fortunés légueront à leurs villes natales des palais qui, aujourd'hui, évoquent leur épopée

zones », Diego Garcia de Paredes, surnommé « le Samson de l'Estrémadure », et, bien sûr, Francisco Pizarro, ce porcher qui régnera sur Cuzco et sera assassiné à Lima. Des fils prodigues qui, fortune faite, n'oublieront pas leur ville natale, ainsi qu'en témoignent les pa-

La fortune et la gloire

Qui étaient-ils ces quelques milliers d'hommes qui, en moins d'un quart de siècle, donnèrent à l'Espagne son empire américain ? Au-delà des polémiques (paladins de la croisade outre-mer ou soudards assoiffés de sang et de pillage ?) et des visions réductrices (pour quelques capitaines comblés, combien de soldats désabusés et brisés), ils furent d'abord, comme le souligne l'*Encyclopédie Universalis*, le fruit du contexte social de l'Espagne du XVI^e siècle. Originaires, en majorité, des régions les plus pauvres, celles qui, faute de pouvoir nourrir un excédent d'hommes, ont toujours fourni émigrants et soldats. L'Estrémadure, par exemple, terre natale des Cortés, Balboa, Alvarado, Hernando de Soto, Valdivia, Orellana et autres Pizarro. Des gens qui avaient faim. De richesse mais aussi de gloire. Tels ces cadets de familles nobles qui avaient des fourmis dans les jambes. Mais également des paysans, des orphelins ou des vagabonds. Des assoiffés en quête de fontaines de jouvence. Des obstinés en quête d'eldorados. Une croisade, la conquête ? Une affaire d'Etat ? En fait, une succession d'initiatives individuelles souvent financées par de riches « sponsors ».

De quoi rappeler au visiteur qu'avant d'aller labourer les mers et explorer le Nouveau Monde nombre de ces conquistadors s'inventèrent d'abord un destin pour échapper à ces terres austères et ingrates, incapables de les nourrir. Des terres propices à l'éclosion de ces graines de conquérants qui, un beau jour, prenaient la route de Séville. « *Vingt nations d'Amérique ont été conçues ici* », dit-on à Trujillo. Légitime fierté d'une ville qui, à l'instar de Medellín (patrie de Cortés), Mérida ou Santiago, allait essaimer son nom aux quatre coins de l'Amérique. Une ville qui s'enorgueillit surtout d'avoir vu naître Francisco de Orellana, parti explorer, en 1542, le légendaire « pays des Ama-

lais qu'aux XVI^e et XVII^e siècles ces « *Indians* » y bâtirent avec l'or des Incas. Si, du sommet du clocher de l'église San Martin, les cigognes semblent jeter un oeil indifférent sur ce précieux héritage, le visiteur, lui, détaille les façades des palais des ducs de San Carlos, du marquis de Piedras Albas et d'Orellana Pizarro. En vedette, le Palacio del Marques de la Conquista, érigé, sur l'emplacement de la maison paternelle, par Hernando Pizarro, dont le buste ainsi que ceux de son frère, Francisco, et de leurs épouses respectives (la princesse inca Inés Yupanqui Haylas et sa fille, Francisca) encadrent une belle fenêtre d'angle. En contrebas du Castillo, l'église Santa Maria abrite sous ses voûtes



Venelles se faufilant entre les austères façades des palais de Cáceres. Un ensemble médiéval exceptionnel, inscrit depuis 1986 sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco (ci-contre).

A mi-chemin entre l'Alsace et le Maroc, les cigognes se sont ici, sédentarisées, s'appropriant tours, clochers (ci-dessus).

Terres austères et ingrates de l'Estrémadure d'où partirent des milliers d'hommes, dans le sillage des conquistadores (ci-dessous)

PHOTOGRAPHIES
KOLDO CHAMORRO/TURNER & TURNER



gothiques des deux chaires en pierre d'où les Rois catholiques assistaient aux offices quand ils séjournèrent dans la ville. A 50 kilomètres de là, une autre Plaza Mayor, celle de Cáceres, blotit son élégant rectangle bordé d'arcades, au pied des remparts qui encerrent ce que les spécialistes considèrent comme l'ensemble médiéval le mieux préservé d'Europe. Jugement confirmé par l'Unesco, qui, dès 1986, a inscrit ce lieu éton-

nant sur la liste du patrimoine mondial de l'humanité. Qui connaît Cáceres ? Une poignée de Français peut-être, échappés des gros bataillons qui, chaque été, envahissent les plages espagnoles sans même un regard sur la superbe Valence. Alors, Cáceres ! Au fin fond de l'Espagne ! On la découvre ainsi avec un mélange de honte (mais comment ai-je pu ignorer si longtemps un tel lieu ?) et de ravissement, tant sa perfection esthétique tient de l'état de grâce.

Impression décuplée lorsque, la nuit venue, on la parcourt à la lueur argentée de la lune. Avec la troublante impression d'avoir franchi un miroir et d'évoluer dans une autre époque. Qui n'a jamais rêvé de remonter ainsi le temps pour débarquer, brutalement, en plein Moyen Age, dans ce Barrio monumental où l'urbanisme tient de la mise en scène ? De la Plaza Mayor, cœur de la ville « moderne » qui, au crépuscule, voit ses rues piétonnes enva-

hies par une foule bon enfant, il suffit de franchir l'Arco de la Estrella et l'imposante enceinte almohade pour plonger dans l'univers silencieux et feutré de venelles étroites se faufilant entre les façades austères des palais-forteresse érigés, aux XV^e et XVI^e siècles, après quatre siècles d'occupation arabe, par les chevaliers engagés dans la lutte contre les infidèles. Rien d'ostentatoire dans cette symphonie gothique, hormis de fiers blasons et

EVASION
Publicités

Directours.
Dépensez moins, voyagez plus !
achetez en direct au tour opérateur.
Prix valables en Juin de Paris, base 2 pers.
CRETE 8j en 1/2 pens. : **3 620 F**
1/2 pension à l'hôtel MINOS PALACE 5*. Situé à Agios Nikolaos. Taxes aéroport : à partir de 210 F.
TUNISIE 8j en 1/2 pens. : **2 990 F**
Départs et retours quotidiens. 1/2 pension à l'hôtel PALM MARINA 4*. Port El Kantaoui.
Taxes aéroport : à partir de 140 F.
BROCHURE GRATUITE sur demande au **01.45.62.62.62** de province au **08.01.63.75.43** Minitel 3615 Directours (2,23 F/min) Internet : www.directours.fr
90, av. des Champs-Élysées, PARIS 8^e Membre SNAV - Garantie APS

PÉRIGORD
AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS
**NN LOGIS DE FRANCE
TENNIS - PISCINE CHAUFFÉE
24550 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD
☎ 05.53.29.95.94 - Fax : 05.53.28.42.96
www.cle-des-champs.com

ANY WAY
Vols A/R*
Promos Printemps
NEW YORK **1550F**
POINTE A PITRE **2580F**
BUENOS AIRES **3095F**
CANCUN **2925F**
EDINBURGH **1090F**
Bons Plans Juillet Août
MIAMI **4035F**
ATLANTA **4095F**
LOS ANGELES **4325F**
DAKAR **2770F**
Et hôtels, locations de voiture à prix moindres...
0 803 008 008
NOUVEAU !
Réservez et achetez vos billets d'avion en ligne sur <http://www.anyway.fr> et **3615 ANYWAY**
Cliquez, vous décollez !
Le plus défilé !
ANY WAY

JUSQU'AU BOUT DU MONDE...
Des steppes mongoles aux sentiers de l'Atlas marocain, du Rupshu indien au chemin de l'Inca, de l'Isolo malgache au Kamtchaka...
ZIG ZAGUEZ.
☎ **01.42.85.13.93**
Minitel : 3615 ZIG ZAG VOYAGES.
<http://www.zig-zag.tm.fr>

ONLINE
EGYPTE FF 1990
(Croisière) 8 Jours/7 Nuits
Vol + Bateau 4* pension complète
RUSSIE FF 5 970
St. Petersburg/Moscou 11J/10N
Vol + Croisière pens. comp. + visites
01 47 42 26 37
3615 OLT

FORUM VOYAGES
Vols réguliers et charters vers 1500 destinations

ROME	1 220 F*
NEW YORK	1 710 F*
WASHINGTON	1 710 F*
CHICAGO	1 825 F*
MONTREAL	1 825 F*
MIAMI	2 055 F*
ORLANDO	2 055 F*
LOS ANGELES	2 165 F*
BEYROUTH	2 185 F*
CARACAS	2 505 F*
MEXICO CITY	2 850 F*
RIO DE JANEIRO	2 965 F*
BANGKOK	2 965 F*
PEKIN	3 125 F*
JOHANNESBURG	3 195 F*

FLORIDE
Location de voiture en Floride, à partir de **1 385 F la semaine cat EC, Km illimité, assurances CDW et LIS, un plein d'essence, un conducteur supplémentaire, taxes incluses.**
Vous trouverez également dans toutes nos agences les produits du Club Med et d'autres tour opérateurs.
Renseignements et réservations au : 0803 833 803**
ou dans toutes les agences **FORUM VOYAGES**
** 0,99 F TTC/mn

Licence LI 075980018 - RCS Nanterre B 306591520
RCP Axa Global Risks - Garantie Financière Crédit Lyonnais

CUBA Tropical
SPÉCIALISTE DE LA DESTINATION
Circuits à thème : à partir de **5 960 F*** (villes, fiesta, salsa, cigares, plongée...)
Circuits à la carte : autotours
Séjours à Varadero : à partir de **6 350 F***
* avec vol aller-retour
50, passage des Panoramas 75002 Paris
Tél. : 01 40 39 06 27
Fax : 01 40 39 93 36
E mail : cuba@latitdubca.com

Prix sacrifiés pour plus de 2000 VOYAGES DE DERNIERE MINUTE !!!
Spécial départs immédiats !
Prix exceptionnels à saisir : + de 11 000 départs !
Vols, séjours, circuits, croisières à prix discount !
Voyages aux enchères !
Mise à prix : **100F**
3617 airévasion
3617 écovoyage
3617 AIRPORT

Clio, l'agence spécialiste du voyage culturel
vous propose cet été une palette de riches circuits dans le monde entier.
Vous voyagez en petits groupes, accompagnés par des conférenciers historiens ou historiens de l'art.
34 rue du Hameau 75015 PARIS
Tél : 01 53 68 82 82 - Fax 01 53 68 82 60 - LI 075 95 0468

HAUTES-ALPES
VOTRE SÉJOUR EN QUEYRAS
300 jours de soleil par an
ST-VERAN
Piscine, tennis, balnéo, jeux d'enfant
hébergement : Hôtels 2 ou 3***
résidence hôtel ou studios
Plus haute commune 2040 m.
Site classé, chalets du XVIII^e
1800 m.
ARVIEUX
Au pied du fameux col de l'Ézard
1/2 Pension de **255 à 390 F/jour**
Pension de **317 à 451 F/jour**
Résidence à partir de **2000 F/semaine**
Tél. 04.92.45.82.62
Se recommander du "Monde"

PROFESSIONNELS DU TOURISME, POUR COMMUNIQUER DANS CETTE RUBRIQUE
APPELEZ LE :
01.42.17.39.40



H. GRUBERT/MAGNUM

La ville natale de Pizarro, conquérant du Pérou, sommeille à l'ombre d'un château ancré dans le granit (ci-dessus). « Vingt nations d'Amérique ont été conçues ici », dit-on à Trujillo. Avec l'or des Incas, les fils prodiges, appelés « indianos », bâtirent aux XVI^e et XVII^e siècles des palais aux noms ronflants.

L'aqueduc romain de Mérida, l'« Emerita Augusta, capitale de la Lusitanie » (ci-contre).



BRUNO BARBEY/MAGNUM

d'orgueilleuses tours crénelées qui, à l'exception de celle qui coiffe la Casa de las Cigüenas, seront décapitées, en 1477, sur l'ordre d'Isabelle la Catholique. Décor spatiate et épuré qui évoque l'atmosphère ascétique des toiles d'un Zurbaran, autre enfant du pays. Avec des places que l'on dirait sorties de l'imagination d'un Shakespeare ou d'un Hugo, tant elles sont théâtrales.

A l'image de la plaza Santa Maria, bordée d'une église gothique, du palais épiscopal au portail encadré de deux médaillons figurant l'Ancien et le Nouveau Monde et du Palacio de los Golfines de Abajo, qui par deux fois hébergera les Rois catholiques. Autre oasis dans ce désert ocre, l'ensemble constitué par l'église San Mateo et la Casa de las Veletas, siège d'un maigrichon musée pro-

vincial situé à l'emplacement de l'alcazar maure, dont subsiste une citerne souterraine.

Ici, gravée sur les façades blondes, l'histoire se feuillette comme un livre. Du Palacio de los Toledo-Mocetzuma, construit par un noble espagnol avec la dot de son épouse (la fille du célèbre roi aztèque), à l'église Santiago, siège de l'ordre militaire des Frères de Caceres, qui donnera naissance à celui de Saint-Jacques-de-Compostelle. Sans oublier les Romains, dont quelques beaux vestiges (théâtre, arènes) et un étonnant Museo nacional de Arte Romano (son superbe écran de briques rouges, signé Rafael Moneo Vallés, est à la hauteur d'un exceptionnel contenu) rappellent que la fade Mérida d'aujourd'hui fut, jadis, Emerita Augusta, capitale de la Lusitanie. Une grandeur dont, ça et là, témoignent encore quelques élégantes arcades des aqueducs qui, à l'époque, approvisionnaient la fière cité.

Patrick Francès



salle capitulaire, la collection de chasubles et d'ornements d'autel et la sacristie baroque où sont exposées une dizaine de toiles de Zurbaran.

■ **Etapes.** Les célèbres paradores sont présents en Estrémadure notamment à Trujillo, Cáceres, Mérida et Guadalupe. Parfois surcotés, ils permettent néanmoins de séjourner dans de beaux édifices historiques (couvents, hôpitaux, palais et châteaux), souvent très bien situés mais qui mériteraient mieux qu'une décoration généralement conventionnelle et triste. Comptez autour de 700 F (107 €) la chambre double avec petits déjeuners. D'octobre à juin, réduction de 35 % pour les seniors (60 ans et plus) et de 20 %, toute l'année, à partir de deux nuits en demi-pension. Forfait à 2 300 F (350 €) pour cinq nuits en chambre double dans des paradores différents. Réservation au 0800-503-777 (numéro vert gratuit).

■ **Voyagistes.** Pour un voyage « à la carte », consulter, dans les agences, les brochures de Donatello, Frantour, Iberica, Iberrail, Marsans, Mundicolor et Tourisme chez l'habitant.

■ **Livres.** Les guides Bleu, Voir et Le Routard (Hachette), Vert et Rouge (Michelin), Hermé et le Grand Guide de l'Espagne (Gallimard). Le Voyage en Espagne, une anthologie des voyageurs français (collection « Bouquins », Laffont).

■ **Renseignements.** A l'Office espagnol du tourisme, 43, rue Decamps, 75016 Paris ; tél. : 01-45-03-82-50 et sur Minitel (www.espagne.infotourisme.com).

Carnet de route

■ **Accès.** En avion, plusieurs vols quotidiens de Paris à Madrid (à partir de 1 700 F TTC, A/R, 259 €), avec Iberia (tél. : 0802-075-075) ou Air France (tél. : 0802-802-802), puis en voiture via la N5 pour Trujillo et Cáceres respectivement à 250 et 300 km de la capitale espagnole.

■ **Visites.** Outre Trujillo, Cáceres et Mérida (en juillet, Festival international de théâtre classique dans le théâtre romain), le monastère-forteresse de Guadalupe, édifié au XIV^e siècle pour honorer une Vierge noire découverte par un berger. Voir la

UNE FAÇON UNIQUE DE DÉCOUVRIR LE CHARME DE L'ITALIE.

Partout dans le monde, en louant votre voiture chez Europcar, vous bénéficiez de services performants et adaptés à tous vos besoins. Pour profiter des tarifs les plus avantageux, contactez votre agence de voyages ou appelez le **N° Indigo 0 803 352 352**

Europcar

VOUS LOUEZ PLUS QU'UNE VOITURE.

DÉPÊCHES

■ **BEAUX JARDINS.** Spécialisé depuis quinze ans dans les voyages consacrés à l'univers des jardins (lire *Leçons de jardin*, une déambulation dans douze jardins d'Europe, Editions Alternatives), Mondes & Merveilles (tél. : 01-42-60-34-54) propose sur ce thème une trentaine de circuits. Citons, jusqu'à l'été, la Vénétie (26 au 30 mai, 8 950 F, 1 356 €), la Toscane (21 au 25 mai, 8 150 F, 1 235 €), l'Angleterre (2 au 7 juin, 8 900 F, 1 348 €) et l'Ecosse (16 au 20 juin, 8 250 F, 1 250 €). Ainsi que des week-ends à Anvers, avec l'exposition Van Dyck (13 au 16 mai, 5 250 F, 795 €) et dans les Midlands (13 au 16 mai, 6 250 F, 947 €) pour découvrir *country houses* et jardins.

■ **LES POISSONS FONT RECETTE.** Après sept ans et demi d'existence, Nausicaa, le centre national de la mer situé à Boulogne-sur-Mer, vient de franchir le cap des 5 millions de visiteurs. En 1998, il avait accueilli 800 000 personnes. Deux facteurs ont largement contribué à ce succès : l'extension de l'aquarium en mai 98 et l'ouverture de l'autoroute A 16.

Il était une fois
des vols longs courriers à destination
de l'Amérique à
partir de **2032 F***

Vous avez envie de vous envoler vers d'autres horizons ? Partez à la découverte de l'Amérique ! Nord ou Sud ? Nord et Sud ? Caraïbes ? C'est à vous de choisir parmi les 26 destinations et les 121 vols par semaine que vous propose Iberia à des tarifs très compétitifs. Contactez votre agence de voyage ou Iberia au 0 802 075 075 (0,99F la mn) ou 36 15 Iberia.

*Prix aller-retour Paris-New York TTC. Conditions spéciales d'application. Promotion valable jusqu'au 15/06/99.

IBERIA
N° 1 des vols long-courriers de l'Amérique Latine

Willy Voet révèle des détails accablants sur les étranges pratiques du peloton cycliste

L'ancien soigneur de l'équipe Festina se confesse dans son livre « Massacre à la chaîne »

Moins d'un an après son interpellation en flagrant délit de transport de produits illégitimes à la frontière franco-belge, Willy Voet

revient en détail, dans son livre *Massacre à la chaîne*, sur les étonnantes pratiques du peloton cycliste. L'ancien soigneur de l'équipe

Festina décrit des astuces auxquelles il avait recours pour contourner les contrôles antidopage.

AFFAIRES de dopage aidant, la littérature sportive connaît depuis quelques mois un regain éditorial d'un nouveau genre. Les ouvrages hagiographiques décrivant les exploits de champions se raréfient, tandis que se multiplient les récits sur les dessous d'un univers qui apparaît de plus en plus trouble. Après le brûlot de l'ancien coureur Erwann Mentheour, *Secret défoncé* (Jean-Claude Lattès Ed.), paraît *Massacre à la chaîne* (Calmann-Lévy, 213 p., 92 F, 14 €), signé Willy Voet, l'ancien soigneur de l'équipe cycliste Festina, interpellé par les douanes le 8 juillet 1998 en flagrant délit de transport de produits illégitimes. L'homme est l'un des

cycliste professionnel. Des scènes à la fois banales et sordides. Ainsi, au soir de la victoire de Luc Leblanc aux Championnats du monde sur route de 1994 à Agrigente (Sicile), l'auteur raconte : « *Tout le monde s'était retrouvé dans une chambre d'hôtel : les coureurs, l'encadrement, le sélectionneur technique national, Patrick Cluzaud. La plupart des participants s'injectèrent un échantillon de pot belge pour faire la fête et tenir la nuit. On "baptisa" Luc Leblanc, qui n'avait encore jamais pris d'amphétamines.* » Dans toutes les circonstances, et pas seulement en course, le recours à la pharmacopée est complètement banalisé.

« *A 4 heures du matin, je quittai ce petit monde* », poursuit l'ancien soigneur dans son ouvrage. « *Je devais conduire l'Australien Stephen Hodge à l'aéroport avant de repartir chez moi. Agrigente-Veynes d'une traite, soit plus de vingt heures de voiture après une nuit blanche. Je ne voulais pas m'endormir au volant : une injection d'amphétamines toutes les quatre heures.* » Au moment de son arrestation à la frontière franco-belge, alors qu'il transportait plus de 200 doses d'EPO (érythropoïétine) et de flacons de produits divers, Willy Voet craignait plus pour les deux flacons de pot belge qu'il avait dissimulés dans sa serviette.

A cette époque l'EPO se répand. Les Italiens et les Néerlandais détiennent avec les autres les secrets de cette molécule à l'efficacité redoutable. Il ne faudra pas longtemps aux coureurs français pour s'enquérir de cette potion miracle et trouver les sources d'approvisionnement. Willy Voet évoque les réticences de Bruno Roussel, son directeur sportif, lesquelles ne résisteront pas aux réa-

lité. « *Voulait-on courir pour suivre ou courir pour rivaliser, voire gagner ?* », explique-t-il. Coureurs et staff des Festina ne s'interrogent pas longtemps. C'est en juin 1993, au départ du Critérium du Dauphiné libéré, que le clan français de la nouvelle formation Festina s'initie à ce rite et que se met en place autour du docteur Erik Rijckaert le système que les policiers mettront au jour cinq ans plus tard. « *Quelques jours avant le départ de la course, le docteur Rijckaert a tenu à me mettre au parfum de certaines "dispositions" qui*

avaient cours dans le clan hollandais. » Trois semaines plus tard, au départ du Tour au Puy du Fou, « *Lino, Virenque ou Dojwa étaient tout excités par [la] perspective [de l'EPO], d'autant que les doses étaient gratuites, entièrement à la charge de l'équipe.* » Même si son usage se taille toujours un franc succès, l'EPO est largement concurrencé par une nouvelle génération de produits. En 1996 l'IGF-1 (*insuline growth factor*) entre dans l'armoire à pharmacie des Festina. Cette hormone de croissance, plus performante que celles qui l'ont précédée dans les laboratoires, devient le dernier produit à la mode. « *Les coureurs n'aspiraient plus qu'à devenir les cobayes de nouvelles formes de dopage.* », explique Willy Voet. « *Nous l'avons expérimenté (...)* sur trois sujets consentants : Laurent Dufaux, Pascal Hervé et Laurent Brochard... Richard Virenque s'y est essayé avec Dufaux lors du Tour de Romandie 1997, mais sans réussite. »

Yves Bordenave

Amore e Vita atténue ses accusations à l'égard de Marco Pantani

Ivano Fanini, manager de l'équipe italienne Amore e Vita, a précisé, mardi 18 mai, « *ne pas avoir déclaré* », lors d'une émission radiophonique, deux jours plus tôt, « *qu'il y a eu un échange d'éprouvettes* » entre Marco Pantani et son équipier Riccardo Forconi lors d'un contrôle inopiné sur la dernière étape du Giro 1998, course contre la montre. Forconi avait été exclu pour un taux d'hématocrite supérieur à 50 %. Niant toute volonté de « *se venger* » parce qu'Amore e Vita n'a pas été retenue au Giro 1999, M. Fanini a rappelé que l'équipe Mapei, dont le coureur Pavel Tonkov disputait la victoire à Pantani en 1998, s'était interrogée sur la performance de ce dernier (Le Monde daté 16-17 mai).

M. Fanini a relevé que, après son exclusion, Forconi lui avait parlé (il avait été dans son équipe), émettant « *des doutes sur la validité du contrôle car, le soir, son hématocrite était de 47 %* ». Pour M. Fanini, il revient aux carabinieri de Florence, qui ont entendu Forconi voici quelques jours, d'« *élucider cette affaire* ».

POTION MIRACLE

Le dopage bien sûr, sous toutes ses formes, même les plus surprenantes, constitue au dire de Willy Voet l'une des activités majeures des coureurs et de leur entourage. A tel point qu'entre soigneurs et médecins on peut parfois « *se dépasser* » en cas de pépin. Ainsi ce médecin qui manque de Kenacort (un corticoïde) et demande à Willy de lui en procurer : « *C'était Armand Mégret. Il s'occupait alors de l'équipe de France amateur et est actuellement le médecin attitré de la FFC.* »

Mais il ne suffit pas de s'injecter des doses les unes après les autres, il faut aussi échapper aux contrôles ou aux tests d'hématocrite. Dans ce domaine également, cyclistes et soigneurs font preuve d'ingéniosité. Willy Voet livre sa recette : « *Il fallait se munir d'un tuyau en caoutchouc... A une extrémité on fixait un bouchon de liège et à l'autre un préservatif* ». Ensuite, il ne restait plus qu'à « *glisser dans l'anus le bout du tuyau muni du préservatif, injecter avec une grosse seringue de l'urine "ordinaire", boucher le tuyau et le coller à la peau.* » Lors des contrôles les coureurs remplissaient les échantillons avec ce « *produit* » en se dissimulant des médecins. « *J'ai usé de ce stratagème pendant trois ans en toute tranquillité* », précise l'auteur. C'est en 1993 que Willy Voet, Bruno Roussel et Richard Virenque rejoignent l'équipe Festina.

personnages par qui le scandale du Tour de France 1998 est arrivé.

Mis en examen avec Bruno Roussel, l'ancien directeur sportif de Festina, Willy Voet est régulièrement convoqué dans le cabinet du juge Patrick Keil, en charge de l'affaire. Il a fallu ces interrogatoires et un séjour en prison pour que le soigneur échappe aux règles du silence. Dans un milieu où le mensonge, la fourberie et la fraude font la loi, la parole d'un repentant risque de briser un mythe déjà passablement écorné.

Dans son livre, Willy Voet offre une description détaillée du milieu

TROIS QUESTIONS À...

DANIEL BAAL

1 Après les affaires révélant des comportements délictueux dans le cyclisme, la Fédération française, que vous présidez, a-t-elle songé à ne pas organiser les championnats de France (du 23 au 27 juin à Clermont-Ferrand) afin de signifier qu'il fallait que les choses changent ?

Si l'on arrêta, il faudrait arrêter toutes les épreuves. Ce n'est pas la meilleure chose à faire. Le contexte n'est pas favorable, mais je pense qu'en ce qui concerne les coureurs français, nous sommes dans une situation nettement meilleure que l'an dernier. J'ai la conviction que la grande majorité a fait des choix différents. Je ne vois pas pourquoi on les pénaliserait. S'il y a une épreuve à maintenir, c'est justement le championnat de France.

2 Gérard Dine, qui réalise, à l'Institut de biologie de Troyes, les examens sanguins du suivi médical, instauré en début d'année, a pourtant jugé que l'état sanitaire des coureurs français ne s'est pas amélioré...

Je n'ai pas moyen de le vérifier. Mais si les coureurs ont renoncé à certaines pratiques, ne faut-il pas les encourager à continuer dans cette voie ? Ne vaut-il pas mieux être derrière cette démarche, plutôt que de leur donner un nouveau coup sur la tête ?

3 Prendrez-vous, pour ces championnats, des mesures particulières, à l'image du Tour de France, qui pourrait, selon sa direction, refuser d'inscrire certaines équipes ?

La Société du Tour de France a les moyens d'inviter qui elle veut. Nous ne pouvons pas interdire de participation ceux sur lesquels il y aurait des soupçons. Cela étant, les groupes cyclistes professionnels français ont adopté une charte contre le dopage et semblent l'appliquer, comme en témoignent les suspensions qui ont fait suite aux récentes affaires. Nous veillerons à ce que le troisième examen sanguin du suivi médical soit réalisé à peu près au moment du championnat. Le projet étant de le faire à Clermont-Ferrand, si cela est possible.

Propos recueillis par Philippe Le Coeur

Première ascension française du Gurla Mandata, au Tibet

UNE EXPÉDITION menée par Jean-Michel Asselin, alpiniste et rédacteur en chef de la revue spécialisée *Vertical*, a réussi, lundi 17 mai, la première ascension française du Gurla Mandata, un sommet qui culmine à 7 760 mètres au Tibet. Partis du camp 2, installé à 6 800 mètres, la cordée de six alpinistes a atteint le sommet après neuf heures d'ascension. Cette montagne a été vaincue en 1986 par une lourde expédition sino-japonaise. La première tentative date de 1905. Depuis la première de 1986, ce sommet n'avait été gravi qu'à trois reprises. L'expédition française n'a eu à installer que deux camps intermédiaires, contre quatre ou cinq pour les expéditions précédentes. Le Gurla Mandata est situé à proximité du mont Kailash (6 700 mètres), lieu sacré de pèlerinage pour les bouddhistes et les hindouistes, et dont l'ascension est interdite.

DÉPÊCHES

■ **OMNISPORTS** : l'avocat général près la Cour européenne de justice, Georges Cosmas, a donné raison, mardi 18 mai à Luxembourg, aux fédérations francophone et belge de judo dont la judoka Christelle Delière avait contesté les quotas et critères de sélection. Privée d'équipe nationale et de Jeux olympiques, la jeune femme avait saisi la justice internationale afin de dénoncer, notamment, l'existence de quotas de nationalités dans les compétitions (Le Monde du 24 février). Ces réglementations ne « *sont pas contraires au droit communautaire* » et « *ne portent pas atteinte aux règles permettant une saine concurrence* », a indiqué l'avocat général dont l'avis est souvent suivi par la Cour.

■ **CYCLISME** : Laurent Jalabert s'est imposé au sprint dans la quatrième étape du Tour d'Italie, mardi 18 mai, entre Vibo Valentia et Terme Luigiane (180 km). Le Néerlandais Jeroen Blijlevens conserve son maillot rose de leader.

■ **DOPAGE** : Luis Felipe Sainz, le président de la société organisatrice du Tour d'Espagne cycliste, a déclaré, mardi 18 mai, que le dopage « *est un problème français, créé par la France avec ses lois, et que la France doit résoudre, sans impliquer les autres* ». Ses propos sont similaires à ceux déjà formulés sur le sujet par son compatriote Manolo Saiz, directeur sportif de l'équipe ONCE et président de l'Association internationale des groupes sportifs.

■ **Le parquet de Chambéry a décidé** d'ouvrir une information judiciaire à l'encontre de l'équipe cycliste belge Vlaanderen 2002, suspectée de s'être débarrassée de substances dopantes sur une aire d'autoroute en septembre 1998.

1618* vos appels

VERS LE MONDE ENTIER

à PRIX

IRRÉSISTIBLES.

7 jours/7, 24 heures/24

Avec One.Tel, économisez sur vos appels internationaux et d'un téléphone fixe vers un téléphone portable. Comment ? C'est très simple vous composez **GRATUITEMENT** le **1618** devant le numéro de votre correspondant et le tour est joué !

APPELEZ VITE LE

01 53 53 75 18**

COMMENT TÉLÉPHONER AVEC One.Tel®

COMPOSEZ GRATUITEMENT LE 1618 — CODE PAYS — NUMÉRO D'APPEL

One.Tel®
100% Télécoms.

AUCUN
ABONNEMENT

AUCUNE CONSO
MINIMUM

AUCUNE
INSTALLATION

* Utilisable depuis les agglomérations de Paris, Lille, Lyon, Marseille et Strasbourg ** Coût d'un appel vers Paris. Les tarifs sont valables le jour de leur publication.



CULTURE

LE MONDE / JEUDI 20 MAI 1999

CANNES 99

de nos envoyés spéciaux

Il y avait, ce jour-là, au Festival, un cinéaste venu d'ailleurs. De Bailleul, une petite ville du nord de la France. Bruno Dumont, quarante et un ans, y est né. C'est banal. Il est plus singulier qu'il y soit retourné enseigner, qu'il revendique son appartenance à un terroir, en acceptant son lien avec un paysage géophysique et humain, au sein duquel il trouve ses interprètes, tous non-professionnels. Dumont avait été une des révélations de Cannes en 1997 avec son premier long métrage, *La Vie de Jésus*, qui se passait dans les bourgs et les campagnes du Nord, tout comme *L'Humanité*, ce deuxième film qui va susciter enthousiasme et rejet car il prend le parti, et fait le pari, d'étudier une question et une seule : c'est quoi, l'humanité ? Bruno Dumont répond par une fable théorique et métaphysique, par un film terriblement physique. Un film qui a transporté la Croisette au Nord. C'est aussi au Nord qu'était, le même jour, la Quinzaine des réalisateurs, avec *Cui plume la lune ?*, de Christine Carrière, un film pas tout à fait réussi en dépit d'une interprétation remarquable.

ILS SONT PARTOUT, d'un bout à l'autre de la Croisette ; ils sont extrêmement populaires, chargés de l'animation quotidienne et urbaine du Festival ; ils sont recherchés, courtisés, choyés par tout ce que le cinéma compte de servants en quête de reconnaissance... Canal+ à Cannes, c'est l'« autre festival », celui auquel tout le monde, ou presque, peut avoir accès.

Il y a d'abord un parallélisme aux couleurs de la chaîne, posé discrètement sur un quai du Vieux-Port. Ici, pas d'enseigne. Ce sont les bureaux, ordonnés autour d'un agréable patio de bois où l'on travaille d'arrache-pied, le jour comme la nuit. Il y a encore un podium, grande architecture blanche, qu'on a posé délibérément à l'écart, sur la plage du Martinez – être présent, mais pas trop. C'est là que se succèdent, sur le plateau quotidien de « Nulle part ailleurs » (« NPA ») et en direct, cernées par une foule joyeuse et expressive, les équipes artistiques, venues pour la promotion de leurs films ou pour celle des productions prochaines de Canal. Il y a enfin une boîte de nuit, Le Rendez-Vous de Jean-Yves Bouvier, creusée dans les entrailles d'un hôtel en plein centre. C'est l'« after » le plus couru de Cannes, le lieu des derniers verres, des ultimes négociations, des prémices amoureuses...

Le grand ordonnateur des cérémonies cannoises est Alain de Greef, incarné à l'antenne par une

marionnette bougonne dont le leit-motiv est devenu fameux – « Ça va pas..., ça va pas... ». L'homme est affable, souriant, autrement séduisant que sa version de latex. C'est à Cannes que Monsieur Canal+ pousse dans leurs derniers retranchements les producteurs et anima-

LA PHRASE DU JOUR

« Almodovar et Ripstein sont comme mes deux nouveaux amants, et je ne sais pas lequel des deux choisir... Je suis profondément infidèle, moi »

Marisa Paredes, actrice

teurs de la chaîne qui, loin de leurs bases parisiennes, sont totalement à sa merci et sommés de faire preuve d'imagination à l'orée d'une nouvelle année de télévision. Là encore que se prennent des décisions importantes, comme l'an passé quand Alain de Greef est convenu de l'arrivée sur la chaîne de l'animateur Nagui.

Canal+ emploie sur la Croisette budget de trois cents personnes. Le budget consacré par la chaîne à sa présence au Festival est de quelque 12 millions de francs – plus du quart du budget du Festival lui-même, une somme de 6 à 7 millions de francs

supérieure à celles des émissions ordinairement présentées aux mêmes heures dans la grille des programmes... C'est ainsi que l'enseigne est devenue, en quinze ans, le canal officiel de Cannes, ce qui est tout naturel pour « la chaîne du cinéma ». Depuis 1994, elle retransmet

INSTANTANÉ CROISSETTE

La fille de Vénus

LE SUCCÈS a ceci de précieux qu'il vous rend plus fort. Tonie Marshall vient d'en faire à son tour l'exaltante expérience, trois mois après la sortie de son quatrième film, *Vénus beauté (Institut)*, conte noir des effrois amoureux, comédie juste et émouvante qui a déjà séduit près d'un million de spectateurs en salles. Du coup, elle a réalisé le 17 mai à Cannes un rêve d'enfant : mettre ses pas dans les pas de sa mère, Micheline Presle, et gravir à son tour sous les vivats et les flashes les marches du Palais des festivals, accompagnée de la plupart des actrices de son film. « Un pur moment de gaieté jubilatoire », dit-elle dans un rire juvénile.

A l'exception de *Pas très catholique*, son deuxième opus, Tonie Marshall n'avait pas trouvé les mots qu'il fallait pour séduire un vaste public quand, pourtant, critiques et cinéphiles lui étaient acquis. Et puis est venu le succès de *Vénus beauté (Institut)* qui, dit-elle, « est quelque chose qui lui échappe totalement ». Hier, personne ne voulait de ce film, « pas une télé, pas un partenaire ». Tonie et son producteur, Gilles Sandoz, à la tête d'Agat Films et Cie, ont dû être patients pour qu'à l'ultime moment, Arte entre dans la danse. « Je l'aurais fait de toutes les façons car les équipes de Gilles Sandoz ont un tel savoir-faire qu'elles peuvent donner l'impression qu'un film de 8 millions de francs a coûté beaucoup plus cher. »

Le succès fait du bien. « On se demande toujours si ce que l'on a envie de raconter va intéresser quelqu'un. » Tonie Marshall est rassurée : « Au départ, je n'avais qu'une certitude : un institut de beauté est un endroit mystérieux qui fascine beaucoup de gens ; c'est aussi un lieu poétique et cinématographique. Ce mystère a touché le public. Des gens très différents sont venus vers moi pour me le dire – une actrice belle comme le jour, une vieille avec un cabas qui m'a assuré, dans une charcuterie de mon quartier, être allée le voir deux fois... »

Après un bref séjour cannois, Tonie Marshall s'apprête à regagner Paris pour continuer l'écriture de son prochain film. Elle ne sait pas encore si l'engouement de *Vénus* va vraiment l'aider. « Je suis heureuse mais pas grisée – cette reconnaissance intervient à un moment très calme de ma vie. Et je sais qu'il va tout falloir remettre en jeu dès le prochain film. Je trouve ça plutôt exaltant. » Au point que la cinéaste aimerait bien monter les marches à nouveau, mais cette fois en compétition. Et tant pis pour la grande peur !



TONIE MARSHALL

Olivier Schmitt

A la recherche de ce qui fait l'humain

L'Humanité. Entre l'archaïsme de la terre, grasse, lourde, et la haute technologie de l'Eurostar, un bourg du Nord est frappé par le meurtre d'une fillette de onze ans. Les hommes vus à travers le regard de Pharaon, jeune lieutenant de police au commissariat local

SÉLECTION OFFICIELLE. EN COMPÉTITION. Film français de Bruno Dumont. Avec Emmanuel Schotté, Séverine Canele, Philippe Tullier, Ghislain Ghesquière, Ginette Alègre. (2 h 28.)

Le deuxième film de Bruno Dumont étudie une question et une seule : c'est quoi, l'humanité ? Question théorique, physique et métaphysique ? Exactement. *L'Humanité* est une fable théorique et métaphysique, parce que c'est un film terriblement, magnifiquement physique.

Et *L'Humanité* est un film extraordinaire, car il se consacre littéralement, obstinément, courageu-

sement, à ce que son titre annonce. La fable se passe à Bailleul, chef-lieu de canton du Nord. Son personnage principal porte le nom peu commun de Pharaon de Winter. Il habite rue Pharaon de Winter, célébrant la mémoire de son grand-père, peintre né à Bailleul (en 1849, portraitiste estimé, mort à Lille en 1924).

DANS LA CAMPAGNE PAISIBLE

Le Pharaon du film n'est pas peintre, mais jeune lieutenant de police au commissariat local. Dans un pavillon comme on en voit par rues entières dans cette région de coronas, il vit seul avec sa mère depuis que sa compagne et leur bébé sont morts, peu de temps auparavant.

Un peu plus loin dans la même rue loge Domino, forte et belle femme, qui attire d'autant plus Pharaon qu'elle se montre très prévenante avec lui, et que comme il fait très chaud, elle prend volontiers les frais en petite tenue sur le seuil de sa maison.

Mais Domino a un amoureux, Joseph, le chauffeur de car. Ils font souvent l'amour, avec un bruyant enthousiasme. Souvent, Domino et Joseph emmènent Pharaon dîner, ou au bord de la mer, pour lui changer les idées. Mais quand le film commence, il en faudrait plus, beaucoup plus. Dans la campagne verte et paisible, on vient de découvrir le corps d'une fillette de onze ans, violée et assassinée. Pharaon n'est pas arrivé sur les

lieux aussi vite que son devoir le lui imposait.

On l'a vu courir à travers la campagne, à travers l'écran, comme s'il avait voulu fuir jusqu'au bout du monde devant cette horreur. Mais on ne peut pas, il n'y a pas de bout du monde, juste le monde, et le cadre de la caméra. Pharaon en est comme estourbi.

Ensuite, il se passera encore plein de choses, dans ce film qui semble toujours traîner en route, méditatif sur la réalité des gens et des choses, et qui est en fait bourré de rebondissements, de scènes fortes, d'instant burlesques ou tragiques.

C'est Pharaon qui donne cette impression de lenteur, c'est le regard de Pharaon que le film épouse. Pharaon est une sorte d'innocent, dans cette région où la diction est naturellement lente il parle deux fois plus lentement que les autres (sauf son supérieur, le gros commissaire, recordman en la matière). Pharaon est un témoin, et à sa manière, sensuelle, terrienne, sans phrase, un saint : celui qui prend en charge la douleur du monde. C'est depuis ce point de vue, au ras des pâquerettes et de la pâte humaine, que le scénario multiplie les péripéties. Et chacune conduit à se demander si ce qui vient d'arriver relève de la nature humaine.

L'INSTINCT OU LA RÉGLE

Est-ce l'expression du désir, le besoin d'épuiser son excès d'énergie, les comportements de groupe exigeant des solitaires qu'ils fassent allégeance à la horde, la pulsion de prouver sa propre existence par l'agression, l'exhibition ou la séduction ? Le bilan est plutôt maigre, chauffards, clients de bistrot, bons et mauvais bougres qui peuplent le monde se comportent selon les instincts animaux bien davantage que selon des règles strictement humaines.

Il suffit d'une scène de dîner au restaurant, d'une blague égrillard, d'un geste, pour poser, et reposer sans relâche la question. Le sexe et la mort hantent le film, et les rituels, la parade, aussi bien que les sécrétions. On doit cette insistance lourde, dense, volontairement massive, à la sidérante mise en présence physique que suscite la mise en scène de Bruno Dumont, sa façon d'étirer les plans en insistant sur les corps, d'éclairer les peaux, de rendre palpable la chaleur, perceptibles les odeurs.

Entre l'archaïsme immémorial de la terre, grasse, lourde, et la haute technologie de l'Eurostar, le choc est si brutal, si peu amorti par

l'humanité, ce fantôme, qu'une petite fille en est morte. Pharaon s'en étouffe, il en dégueule.

Où est-elle, l'humanité de ces humains si fiers de leur unicité sur terre ? Dans l'exigence de dignité des ouvriers qui refusent la délocalisation de l'usine ou dans leur poltronerie qui les fera capituler bientôt ? Dans l'impuissance à témoigner que montre le père de la gamine morte ou dans le geste évident et improbable du commissaire qui accepte de repousser l'interrogatoire ?

LA CAMÉRA, BIEN DROIT

Dans l'art de Pharaon senior, sans doute, et dans le processus compassionnel développé par son petit-fils.

Dumont est là, campé dans ce séisme, il se contrefiche d'intrigue policière, de chronique villageoise ou de psychologie. Il plante sa caméra bien droit, face aux hommes et aux femmes, aux corps, à la peur d'être seul ou de mourir. Il regarde. On voit. On voit les humains, comme chez Villon.

On n'est pas toujours très content ou très fier de voir ce qu'on voit, le film met mal à l'aise parfois. Et alors ? Il touche juste, il frappe fort. servi par des interprètes incroyables de puissance émotionnelle. Peu à peu, par les plus inhabituelles des voies, sur les motifs a priori les moins émouvants qui soient, il bouleverse.

Jean-Michel Frodon



Emmanuel Schotté dans « L'Humanité ».

PROFIL

UN HOMME À PART

Le premier long métrage de Bruno Dumont, *La Vie de Jésus*, avait été une des révélations du Festival de Cannes 1997 juste après avoir obtenu le Prix Jean-Vigo. Dans les mêmes décors de bourg et de campagne du nord de la France que dans *L'Humanité*, il était déjà question du trouble d'exister comme humain parmi les humains quand rien ne vous y a préparé. Il s'agissait déjà de chute et de rédemption. Figure atypique, le réalisateur avait reçu pour ce projet non moins atypique

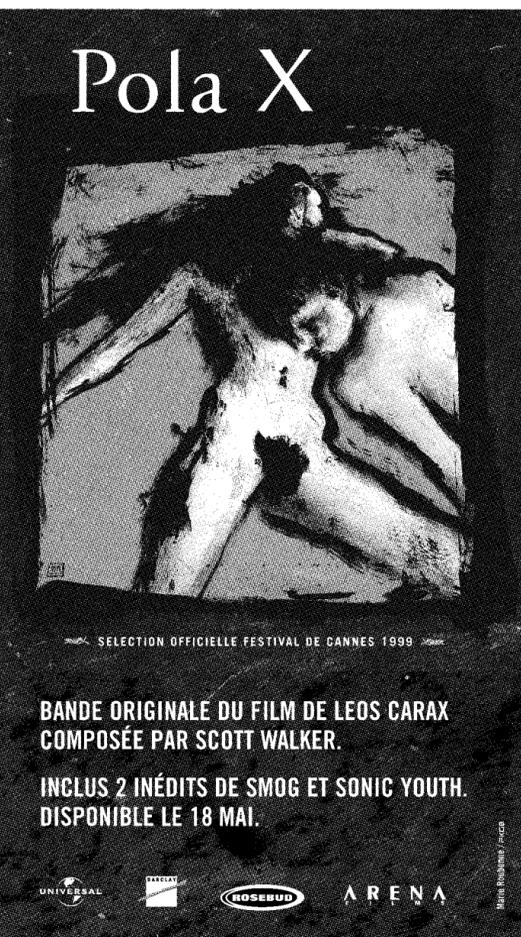
le soutien des producteurs Jean Bréhat et Rachid Bouchared (3B Productions), qu'il a retrouvés à ses côtés pour son nouveau film. Lorsqu'il était remarqué à Cannes, Bruno Dumont avait trente-neuf ans. Il n'était pas un cinéaste débutant mais un cinéaste issu d'un autre monde, celui du documentaire et des films institutionnels, dont il a réalisé quelque quarante titres.

Dans la profession du cinéma français, Bruno Dumont est un homme venu d'ailleurs. Venu de Bailleul, non parce qu'il est né dans cette petite ville du Nord, mais parce qu'il y est retourné travailler. Venu de la philosophie, qu'il a étudiée avant de repartir enseigner dans sa région natale, dans un lycée

technique. Venu aussi, donc, d'un terroir, ce qui est peu courant dans le cinéma contemporain, surtout de manière aussi peu folklorique : d'un paysage géophysique, mais aussi humain, au sein duquel il trouve ses interprètes, tous non-professionnels.

Puisque Bruno Dumont est aussi un cinéaste venu d'une idée, qui se réclame à juste de titre de Robert Bresson, des puissances singulières et des exigences spécifiques du cinématographe, où le phénomène de l'incarnation n'a guère à voir avec la technique du jeu d'acteur telle qu'on l'entend habituellement.

J.-M. F.



LA PHOTOGRAPHIE DE DEREK HUDSON

Loin de Madrid

Pause-café avec attitude pour Pedro Almodovar et sa ravissante actrice Penelope Cruz. Ay que calor mi corazon e viva la libertad tambien !

Orson Welles contre Rockefeller : victoire par KO

Cradle Will Rock. L'art au secours du prolétariat dans l'Amérique anticommuniste

SÉLECTION OFFICIELLE. EN COMPÉTITION. Film américain de Tim Robbins. Avec John Cusack, Susan Sarandon, Bill Murray, Hank Azaria, Emily Watson. (2 h 03.)

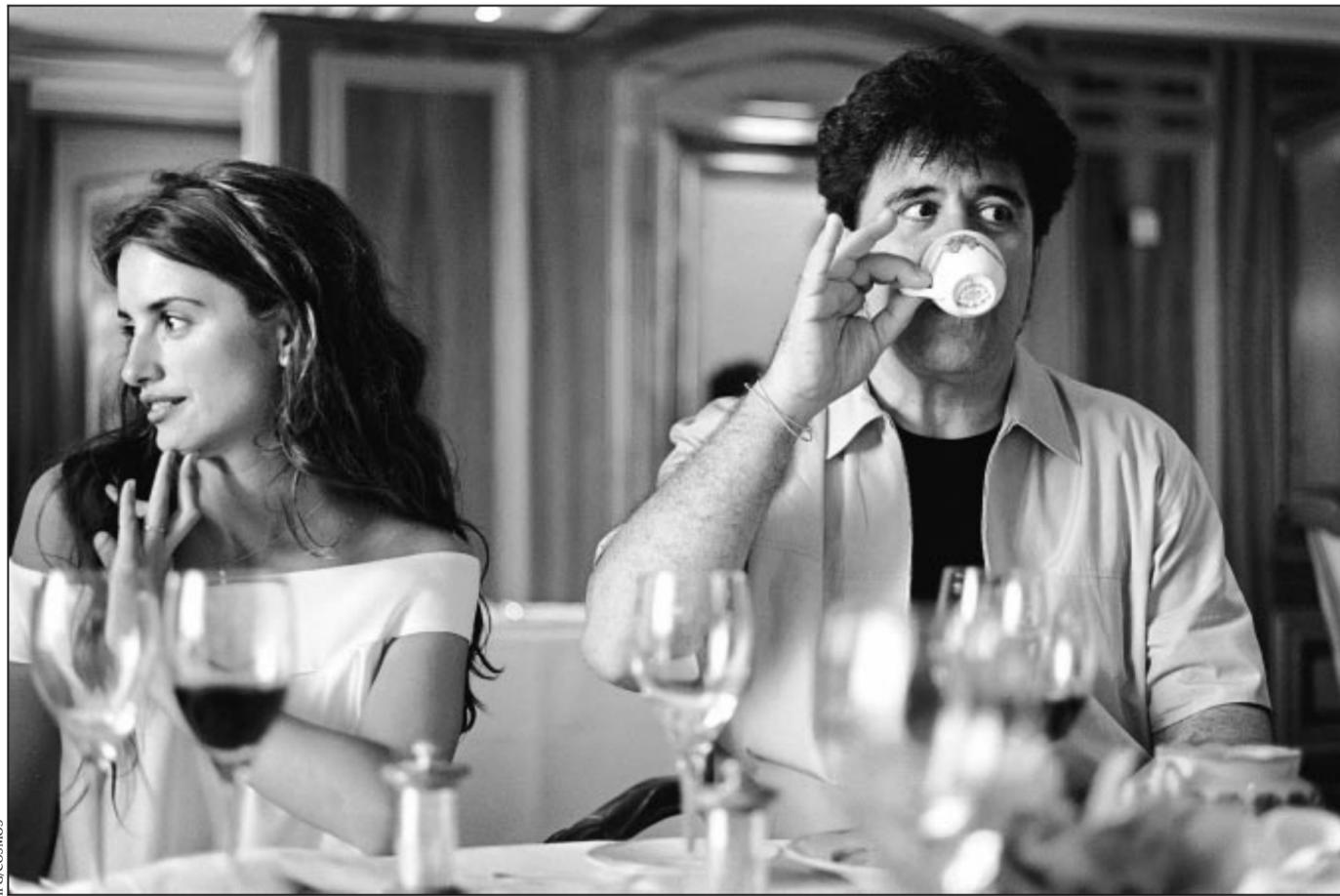
New York 1936. L'Amérique commence à se remettre de la crise économique. Nelson Rockefeller propose à Diego Rivera de peindre une grande fresque destinée à l'entrée du Rockefeller Center. Une dame élégante, italienne et juive (Susan Sarandon), cherche à nouer des liens entre industriels américains et Mussolini. Orson Welles vient de mettre en scène un *Macbeth* mâtiné de vaudou. Marc Blitzstein (Hank Azaria) vient de terminer *The Cradle Will Rock*, un opéra où des ouvriers d'une usine sidérurgique cherchent à fonder leur syndicat. Orson Welles va le diriger avec une troupe et un théâtre subventionné par le gouvernement américain. Pendant ce temps, le comité des activités anti-américaines poursuit ses auditions. Signe de cette paranoïa anti-communiste grandissante, un ventriloque (Bill Murray) dépourvu de tout talent soupçonne sa marionnette de sympathies marxistes.

Pour maîtriser un tel kaléidoscope, il aurait peut-être fallu un metteur en scène d'une autre trempe que Tim Robbins. Bien que décevant, *Cradle Will Rock* demeure un projet estimable. Dans ses meilleurs moments, le film offre une vision assez effrayante du climat de suspicion anti-communiste qui régnait aux Etats-Unis et qui préfigure le maccarthysme.

Mais Tim Robbins veut trop souligner le rôle social que peut jouer la scène à travers la représentation de *The Cradle Will Rock*, que les comédiens décideront de jouer malgré l'interdiction du gouvernement. La manière dont il met en scène les divergences idéologiques et artistiques entre Diego Rivera et Nelson Rockefeller ressemble à des images d'Epinal à la gloire du prolétariat et des artistes. Tim Robbins s'extirpe de son histoire grâce à un montage parallèle, où toutes les intrigues du film trouvent leur résolution au même moment.

Reste une très bonne direction d'acteurs, avec une Susan Sarandon parfaite en aventurière fasciste, et un Bill Murray hilarant en ventriloque névrosé.

Samuel Blumenfeld



IPG/COSMOS

Un tramway nommé amour

Les passagers. Un film de Jean-Claude Guiguet qui zigzague à plaisir sur une trame en forme de tram

UN CERTAIN REGARD. Film français de Jean-Claude Guiguet. Avec Fabienne Babe, Philippe Garziano, Bruno Putzulu, Stéphane Rideau (1 h 32.)

Moteur. Action. Nous voici dans le film, pardon, dans le tramway. Ce qui revient au même, puisque ce film est une affaire qui roule à train régulier, comme le fait le tram dans la ville et la pellicule dans la caméra. Un film à hauteur d'homme, qui regarde par la vitre la vie qui défile quand elle ne se défile pas, et dont les personnages-passagers se croisent au hasard des arrêts et des reprises de ce récit locomoteur. Il ne faut sans doute pas chercher plus loin la raison pour laquelle Jean-Claude Guiguet, cherchant un dispositif adéquat à la fable moderne que constitue son quatrième long métrage, a porté son dévolu sur cet engin. Sa désuète et apaisante réapparition dans les villes et les banlieues surchauffées coïncide très exactement avec le propos de son film.

On pourrait le ramener à cette question pressante, posée ici avec candeur : comment retrouver la simplicité du sentiment de vivre ? Commentée en regard-caméra par une charmante vieille dame assise dans le tram, la mise en scène fragmentée tente d'y répondre, en entremêlant au hasard les itinéraires de ses personnages. Ici, un jeune homme qui se meurt à l'hôpital, veillé par une infirmière à l'angélisme érotique ; plus loin, l'apologue drôlatique sur un fétichiste du pied, qui se marie à un laideron, ou le monologue burlesque d'un usager du tram, petit bourgeois cultivant les paradoxes comme d'autres les clichés... C'est encore la rencontre d'un vigile onaniste, amoureux de sa chienne, et d'une

jeune femme brune, belle comme une louve aux yeux verts, ou bien celle de deux hommes que réunit, par-delà leur condition sociale, le désir de la chair.

Entre l'éternelle résurgence de la vie, du sexe et de la mort, Guiguet aura entrelacé quelques considérations sur l'architecture moderne et le sida, sur le cinéma et la chanson populaire, sur la meilleure façon de regarder une ville, de s'y aimer, de s'y rater, de s'y morfondre ou d'y mourir. Son itinérance accuse parfois le poids de la parabole ou de la vieille rengaine, mais elle dispense de tels moments de liberté, de beauté, de lyrisme, qu'on n'y prête guère attention. L'ancien assistant de Paul Vecchiali cultive un regard distancé sur le monde et un

sens de l'artifice qui lui permettent de remettre sur le tapis de la modernité les formes apparemment les plus surannées.

UN ROUSSEAU DU CINÉMA

Depuis son premier film, *Les Belles Manières* (1979), jusqu'à son court métrage *Une nuit ordinaire* (1997), toute son œuvre est parcourue par l'amour et son mystère, par l'épanouissement et l'exultation sensuelle des corps dans leur relation vitale à l'environnement et à la nature. On a donc le droit de penser que Guiguet est un Jean-Jacques Rousseau du cinéma, à condition de ne pas commettre la même erreur à son sujet, en prenant son utopie pour de la naïveté, et sa vertu pour de l'innocence.

L'allure candide des *Passagers* ne saurait tromper : elle est l'expression de la radicalité d'un projet qui consiste à mesurer la liberté de l'homme dans un monde incurablement désaccordé. A Strasbourg ou à Bobigny, décors naturels du film, le jour ou la nuit, qui se succèdent sans transition, dans le regard d'un chien qui lappe le visage de son maître ou dans la voix de Ferré sur les mots de Baudelaire, tandis que la caméra s'élève à fleur de montagne et de peau sur les paliers de notre sensibilité. Si la seule raison valable de ces rapprochements était la démonstration de leur possibilité, on n'en serait pas moins ému.

Jacques Mandelbaum

Histoires du fond du jardin

Qui plume la lune ? Un conte sans fée ni prince charmant

QUINZAINE DES RÉALISATEURS. Film français de Christine Carrière, avec Jean-Pierre Daroussin, Garance Clavel, Elsa Dourdet, Michèle Emou, Michelle Brousse. (1 h 40.)

Dans cette maison au fond du jardin, dans un bourg du nord de la France, il y a un bonhomme un peu fou, gentil mais qui parfois s'énerve. Lucien est triste. Sa femme est morte d'un cancer. Il a ses deux filles avec lui. Au début du film, ce sont des gamines. Elles grandissent. Elles sont complices, aiment leur père éperdument, le défendent de leur mieux – leur mieux de gamines – contre le désespoir. Contre le temps qui les transforme en femmes, elles ne

peuvent rien, et contre le refus du père de cette réalité-là, pas grand-chose non plus. Ça fera des histoires, forcément. Les histoires que raconte *Qui plume la lune* ?

Elles sont comme Lucien, ces histoires, un peu folles, tristes souvent, zébrées de drôleries, de tendresse. Christine Carrière, découverte en 1994 avec un premier film beau et rectiligne, *Rosine*, a écrit cette fois un récit sinueux, d'une grande authenticité tout en empruntant les détours du conte. Guère de prince charmant dans ce conte-là et à peine de fées – encore qu'une réjouissante grand-mère et une pute au grand cœur fassent de leur mieux – mais des châteaux dont les donjons retiennent d'autant mieux leurs captifs que leurs murailles sont entièrement dans

les têtes, des forêts où on risque moins de se faire dévorer par un ogre que le quotidien.

Pourtant *Qui plume la lune* ? n'est pas tout à fait la hauteur des espérances qu'il suscite. La faute à quoi ? Sûrement pas à l'interprétation, remarquable. Plutôt à cette impression que l'essentiel du film existait déjà sur le papier, qu'à de rares exceptions près – comme lorsque Daroussin s'en va, vêtu et grimé de rouge, danser devant un taureau à l'inébranlable placidité – l'idée de la scène est supérieure à la scène elle-même. Il y a beaucoup d'invention, de générosité et de justesse d'observation dans ce film. Mais il y manque un peu de cinéma.

J.-M. F.

GEMIDE

Semaine de la critique

■ Au cours d'une équipée nocturne sur le port, quatre marins kidnappent une femme. La frustration sexuelle va pousser deux d'entre eux à la violer. Faut-il alors la relâcher ou la faire disparaître ? *Gemide* est le premier film – déplaçant, mais curieux – d'un jeune réalisateur turc qui semble avoir voulu s'inspirer du goût d'un certain cinéma occidental pour la dérision et le cynisme. Sur un argument faussement transgressif, quatre imbéciles perpétuellement défoncés passent leur temps à s'insulter et à faire étalage de leur bêtise et de leur machisme, que semble partager le cinéaste, si l'on en croit la façon dont il filme la femme et l'humour douteux de l'ensemble. *Jean-François Rauger* Film turc de Serdar Akar. Avec Erkan Can, Aldun Boysan, Yildiray Sahinler. (1 h 42.)

QUI SAIT ?

Programmation de l'ACID

■ *Qui sait* ? était à l'origine une commande : Nicolas Philibert devait réaliser un film avec les élèves du Théâtre national de Strasbourg. Plutôt que de diriger la manœuvre, le réalisateur les a laissés élaborer un projet de spectacle dont le thème devait être la ville de Strasbourg. Très vite, les élèves, livrés à eux-mêmes, se heurtent à la difficulté de s'entendre, à quinze, sur un projet commun. *Qui sait* ? est un film à la recherche d'un sujet qu'il ne trouve jamais. Sans chef d'orchestre, les quinze élèves confrontent des expériences qui apparaissent à chaque fois inconciliables. Mal à l'aise dans ce dispositif déconcertant, ils en viennent à faire de leur propre vie le sujet de l'histoire, prouvant – c'est l'un des enjeux de ce film passionnant – qu'une fiction ne peut fonctionner sans dimension documentaire.

S. Bd Film français de Nicolas Philibert. Avec les élèves comédiens et scénographes de l'école du Théâtre national de Strasbourg. (1 h 36.)

FORUM présente

PLANÈTE

Télévision :

Un service public, pour quoi faire ?

à l'occasion du débat sur la loi Trautmann devant l'Assemblée

FORUM

PLANÈTE

la chaîne des débats sur le câble et sur Canalsatellite

Cette semaine sur Forum Planète

Pour comprendre les enjeux de la loi sur l'audiovisuel, Stéphane Paoli et Paule Gonzalès, "Le Figaro", vous proposent un documentaire : "Que la Reine sauve la BBC" suivi d'un débat avec la participation de : Catherine Trautmann, Marc-André Feffer, Monique Dagnaud, Jacques Peskine, Jean-Louis Missika.

Absolute

EN VUE

■ Le bébé de **Sanije** et **Enver Bislimi**, Kosovars réfugiés à Glasgow, a été prénommé **Tony**.

■ La Croix-Rouge s'interdit de distribuer des cigarettes aux réfugiés kosovars, grands fumeurs : « *Leurs besoins doivent être pris en considération* », proteste **Jill Palmer**, membre de l'Association pulmonaire de l'Ontario.

■ « *Il est inadmissible qu'à notre époque on puisse reconstruire un camp de la mort* », a déclaré **Brigitte Bardot**, indignée par le projet d'un élevage de chiens de laboratoire, à Montbeugny, dans l'Allier.

■ **Bill Clinton** s'est gratté le nez « *0,26 fois par minute* », devant le grand jury, dans l'affaire **Monica Lewinsky**. **Alan Hirsch**, chercheur à la Fondation sur le traitement de l'odorat et du goût, à Chicago, explique : « *Lorsqu'une personne ment, certains tissus à l'intérieur du nez enflent. Nous appelons cela l'"effet Pinocchio"* ».

■ Les avocats de **Jean-Louis Galland**, restaurateur à Thonon-les-Bains, poursuivi pour avoir mis au menu de son établissement, où se bousculait la clientèle, une « *piccata de bœuf sauce Viagra* », relevée de pilules bleues, demandent le report du procès, « *pour mieux étudier le dossier* ».

■ Cinq gendarmes, poursuivis pour violences devant le tribunal correctionnel de Lyon, nient avoir menacé avec une poignée électrique, dont l'un d'eux se servait pour dresser son chien, les parties génitales d'un jeune délinquant en garde à vue.

■ Le succès des ateliers de danse hip-hop destinés aux jeunes détenus se heurte à la brièveté des séjours : « *Les mineurs ne passent en moyenne que deux ou trois mois ici* », explique **Jean-Paul Bouttier**, responsable du service prévention et probation à la maison d'arrêt d'Aix-en-Provence.

■ Huit millions de téléspectateurs britanniques ont suivi **Crimewatch**, une émission sur les énigmes judiciaires, consacrée, mardi soir, au meurtre de **Jill Dando**, présentatrice de **Crimewatch**.

■ Depuis l'arrivée de la télévision sur les îles, les vahinés qui se trouvent trop grosses se font vomir pour suivre la mode, déplore **Anne Becker**, professeur d'anthropologie de la faculté de médecine de Harvard, spécialiste des habitudes alimentaires des Fidjiens.

■ **Charles Taylor**, président du Liberia, qui, en 1989, a déclenché la guerre civile pendant la nuit de Noël, vient de licencier onze ministres pour ne pas avoir assisté à une messe en l'honneur de la nation.

Christian Colombani

La presse israélienne salue la victoire « historique » de M. Barak

En 1996, s'en tenant aux premières estimations de la nuit, le « Jerusalem Post » avait titré sur la victoire des travaillistes ! Cette fois-ci, M. Nétanyahou a reconnu très vite son échec, facilitant ainsi la tâche des journaux

BENYAMIN NÉTANYAHOU s'est montré beau joueur. En reconnaissant sa défaite seulement trente minutes après la clôture du vote et la publication des premières estimations, il a sans doute levé les dernières appréhensions des rédacteurs en chef et journalistes israéliens qui avaient tous en mémoire l'annonce prématurée de la victoire de Shimon Pérès en 1996. Si le premier ministre sortant avait choisi de nier l'évidence des premiers chiffres, combien auraient prudemment retenu leur plume, de peur d'un

nouveau rebondissement ? En 1996, le *Jerusalem Post* avait été trop rapide. En « une », sur six colonnes, il avait titré sur le succès du chef travailliste en agrémentant cette première page d'une photo d'un jeune sympathisant de M. Pérès brandissant un portrait de Yitzhak Rabin, le premier ministre assassiné. Cette photo était bonne... mais elle avait trois ans d'avance, puisque c'est ce lundi 17 mai qu'à nouveau les portraits de l'ancien chef travailliste ont fleuri, dans l'euphorie de la victoire, sur la place qui lui a été



consacrée à Tel-Aviv. Mardi 18 mai, le *Jerusalem Post* a cependant choisi de publier un portrait du triomphateur, Ehoud Barak, les bras levés en signe de victoire. Passé l'hommage à M. Nétanyahou pour la noblesse de sa réaction (et sans doute aussi pour sa promptitude rassurante), les journaux israéliens considèrent tous la victoire de M. Barak comme

« historique ». Pour le *Jerusalem Post*, il s'agit d'un événement comparable à la première alternance, en 1977, après la défaite des travaillistes. Le quotidien de langue anglaise voit s'ouvrir un boulevard devant M. Barak qui devra cependant compter avec des petites listes qui ont pu émerger à la faveur de la crise des grandes formations et qui vont devenir « *les meilleurs protecteurs* » d'un système électoral qui les favorise.

Le journal de centre-gauche *Ma'ariv* évoque, lyrique, « *une*

nouvelle ère ». Pour le *Ha'aretz*, la victoire de M. Barak est historique en ce qu'elle permet à Israël de refermer une sombre parenthèse. A côté de son éditorial, un dessin montre d'ailleurs le pays sortant d'une mer de bulletins de vote pour serrer la main à une Terre bienveillante. Le quotidien invite le chef travailliste au travail en équipe, mais dans une libre opinion, une intellectuelle israélienne rappelle que si Shimon Pérès a l'habitude de saluer les gens en leur demandant ce qu'ils pensent de telle ou telle affaire, Ehoud Barak, lui commence invariablement par dire ce que lui pense du sujet.

Dans le *Yedioth Ahronoth*, le commentateur Nahum Barnea donne comme tout premier conseil à M. Barak de ne pas prendre « *la grosse tête* ». Nahum Barnea, qui dresse un bilan impitoyable des trois années de M. Nétanyahou, conclut son article par une anecdote. Peu après la retraite politique de David Ben Gourion, un homme se présente à son domicile et demande à parler « *au premier ministre* ». L'épouse de celui-ci, Paula, lui fait remarquer qu'il n'est plus premier ministre. L'homme la remercie et revient tous les quarts d'heure en posant exactement la même question. Exaspération de Paula qui demande à la fin s'il comprend que Ben Gourion n'est plus premier ministre. « *Parfaitement, réplique l'homme, mais c'est tellement bon à entendre.* »

Gilles Paris

DANS LA PRESSE

EUROPE 1
Alain Duhamel
■ La priorité absolue de la diplomatie française se concentre sur la préparation de la résolution du Conseil de sécurité des Nations unies. Paris a le sentiment que les choses progressent substantiellement, sur la base des conditions fixées par le G 8 et auparavant par les Occidentaux. L'apport spécifique de Paris a consisté depuis le départ à tout faire pour maintenir la Russie au centre du jeu diplomatique, à la fois par souci d'équilibre vis-à-vis des Etats-Unis et par souci d'efficacité, puisque Moscou reste l'interlocuteur incontournable de Belgrade. L'impression est qu'aujourd'hui la Russie, même si elle souhaite l'arrêt immédiat des frappes aériennes, accepte largement l'analyse européenne, à la seule condition, cela

va de soi, que la Yougoslavie n'y fasse pas explicitement obstacle.

LCI
Pierre Luc Séguillon
■ L'image la plus appropriée pour figurer la situation dans laquelle se trouvent aujourd'hui les protagonistes de la crise des Balkans est celle de la ligne de partage des eaux, cette crête hésitante entre deux pentes. A de multiples signes, il paraît que l'on est tout proche de basculer dans la diplomatie, donc dans la discussion politique, donc dans le retour cahin-caha à une paix négociée. Mais il est autant de symptômes qui indiquent que l'on n'est sans doute pas loin de passer à une guerre totale, donc à une intervention terrestre lourde, donc à une confrontation qui, brève ou longue, ne pourra s'achever que par la capitulation et la chute du président serbe Slobodan Milosevic. Les jours qui viennent seront

cruciaux. La moindre initiative, la moindre anicroche sera déterminante. Il s'en faut de peu que l'on bascule dans la guerre totale. Il s'en faut de peu que l'on bascule dans la paix négociée.

LIBÉRATION
Jacques Amalric
■ En faisant dire, par l'un de ses collaborateurs qu'il ne dément pas, que les propositions du G 8 pour la solution du conflit au Kosovo seraient « *acceptables malgré certaines réserves* », Milosevic se montre une fois de plus égal à lui-même : ne pas s'engager personnellement pour mieux se dédire plus tard et transformer la négociation la plus longue et la plus tortueuse possible en prolongation du fait accompli. Cela mérite sans doute clarification, mais le plus tôt sera le mieux, si l'on ne veut pas que l'expression « *solution diplomatique* » se transforme

en synonyme de débâcle à peine masquée.

THE TIMES
■ Le meilleur atout de M. Milosevic réside, depuis une décennie, dans le fait que la répugnance de l'Occident à aller au-delà de manœuvres tactiques a toujours assuré sa survie par des compromis politiques. Cet atout doit être détruit, par la démonstration que ce cycle de compromis a été brisé. C'est pourquoi la meilleure réponse à la demande de Belgrade de « *clarifications* » à propos de la déclaration de principes du G 8 consiste en une intensification de la pression militaire. Le leadership, pour le moment, repose sur Londres. L'empressement du gouvernement à l'exercer mériterait mieux que l'accueil reçu hier d'un côté comme de l'autre d'une Chambre des communes à moitié vide.

www.upian.com

Les mésaventures des gendarmes d'Ajaccio ont inspiré une équipe de concepteurs d'animations

« *CHEZ FRANCIS, le jeu qui met le feu.* » L'action de ce jeu en ligne se situe sur une plage méditerranéenne, par une belle nuit printanière. En fond sonore, le roulement des vagues, puis le célèbre thème musical des films de James Bond et, de temps à autre, le bruit d'un chargeur qu'on enclenche dans un revolver. La mission assignée au joueur est simple dans son principe, mais, comme on l'a vu dans le monde réel, délicate à mettre en œuvre : il s'agit d'incendier une paillote, le plus vite possible. Le drame se déroule en trois actes : il faut enfiler une cagoule, puis asperger d'essence la construction, craquer enfin une allumette. S'allume alors un splendide incendie rouge et jaune, sur fond de nuit bleue...

Depuis le début de l'année, la petite équipe du webmagazine satirique *Upian* publie chaque mois sur Internet une nouvelle animation interactive, pour amuser ses quelques centaines de lecteurs - et aussi pour montrer son savoir-faire aux clients potentiels, car *Upian* est édité par la société de *webdesign* Mo-



vimento Multimédia. Alexandre Brachet, responsable de Movimento et fondateur d'*Upian*, habite Paris, mais il est d'origine corse par sa mère, et va régulièrement voir sa famille à Ajaccio : « *Je connais bien la paillote Chez Francis, j'y suis souvent allé boire un coup.* » Pour

son animation du mois de mai, il n'a pas résisté à la tentation de s'inspirer de la fameuse affaire des gendarmes incendiaires.

Sur la dernière image du jeu, le traditionnel mot « Fin » est remplacé par « Affaire à suivre ». Pourtant, Alexandre Brachet n'a pas

l'intention de réaliser un « *Chez Francis 2* » : « *Il ne faut pas qu'Upian s'enferme dans un seul ton ; nous voulons varier notre travail au maximum, et progresser à chaque fois au niveau technique et artistique, en réalisant des animations de plus en plus complexes. La prochaine n'aura rien à voir avec la politique, ce sera un jeu pour les jeunes enfants.* »

Les animations des mois précédents restent affichées sur le site : s'il a du temps à perdre, le visiteur est invité à trouver la fève dans une galette des rois en folie, puis à bronzer devant son écran transformé en émetteur de rayons ultraviolets virtuels, à trouver une clochette de muguet dans un décor ultrakitsch, ou à découvrir des Cupidons dans un ciel de Saint-Valentin : « *Nous aimons beaucoup créer des sites pour les clients de Movimento, mais notre travail pour Upian est de loin le plus palpitant. Il nous permet de délier, c'est ce qui nous maintient.* »

Yves Eudes

SUR LA TOILE

RÉOUVERTURE DU SERVEUR GRATUIT ALTERN

■ Le serveur associatif Altern, qui héberge plus de trente mille sites Web français, est à nouveau ouvert depuis le 18 mai. Altern avait fermé ses serveurs au mois de mars, à la suite d'une série de procès visant des sites considérés comme diffamatoires par les plaignants, qui avaient décidé de poursuivre l'hébergeur comme s'il s'agissait de l'auteur (*Le Monde* du 17 février). Les nombreuses manifestations de soutien en faveur d'Altern et de son fondateur, M. Valentin Lacambre, ont permis d'obtenir des retraits de plainte ou des solutions de compromis. www.altern.org

LINUX

■ La nouvelle version (6.0) du logiciel d'exploitation libre et gratuit Linux est disponible sur le site de téléchargement de la société Red Hat. La version CD-ROM, qui contient également la suite bureautique Star Office et une sélection de logiciels, peut être commandée sur le site pour le prix de 40 dollars. www.redhat.com

Abonnez-vous au Monde pour seulement **173F** par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à : **LE MONDE**, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc - 60646 Chantilly Cedex

Oui, je souhaite recevoir *Le Monde* pour 173F (26,37€) par mois par prélèvement automatique.

M. Mme Prénom : Nom :

Adresse :
Code postal : [][][][][][] Localité : 901MOPA1

Autorisation de prélèvements

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal *Le Monde*.

Je resterai libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

Date :
Signature : []

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc : Téléphonez au **01.42.17.32.90** de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.
Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : **0 803 022 021 (0,99F/mn)**

Le Monde (USPS-000972) is published daily for \$ 892 per year *Le Monde* 21, bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. U.S. and additional mailing offices, POSTMASTER : Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919-1518
Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23-451-2983 USA - Tel. : 800-428-30-03

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR N° 134031	ORGANISME CRÉANCIER : LE MONDE 21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05
TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER	
Nom :	
Prénom :	
N° :rue	Code postal [][][][][][] Ville :
NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE À DÉBITER (votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)	
N° :rue	
Code postal [][][][][][] Ville :	
Code Etablissement	DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER
Code Guichet	N° de compte
Clé RIB	

Le spleen du vagemestre par Alain Rollat

AVEZ-VOUS des nouvelles de Tetije, mon général ? Je vous parle de cette jolie brune aux cheveux courts qui ressemble à Jeanne d'Arc. Oui, souvenez-vous... Je vous parle de cette jeune cancéreuse filmée par TF 1, mardi, au moment de son évacuation de Macédoine par le Samu mondial. Est-elle bien soignée chez nous ? Quand sera-t-elle opérée ? Qu'en feront, ensuite, nos bureaucrates ? La renverront-ils dans un camp de réfugiés ? Faudra-t-il qu'elle se mette à poil devant une caméra, encore une fois, pour bénéficier de notre suivi hospitalier ? Fallait-il vraiment exhiber sa tumeur ? Fallait-il vraiment lui demander de remonter la manche de son tee-shirt pour montrer aux téléspectateurs, en gros plan, ce mal qui lui ronge le bras gauche ? Ce n'était pas beau à voir. Pourquoi l'avoir ainsi humiliée ? Était-ce le prix médiatique à payer pour justifier sa prise en

charge après un mois de formalités ? Avez-vous remarqué les larmes qui lui sont montées aux yeux à ce moment-là ? C'étaient aussi les miennes, mon général, j'ai eu honte. Oui, je sais, je devrais plutôt être fier que mon pays ne pratique pas la discrimination médicale. Bravo ! Mais ne comptez pas sur moi pour applaudir. J'ai un poids sur l'estomac depuis que l'émissaire de notre ministère des affaires sociales m'a appris, au cours de ce reportage, que certains de nos alliés refusent d'accueillir chez eux « *les cas médicaux* ». De quels pays parlait-il ? J'aimerais leur en toucher deux mots. Excusez ma mauvaise humeur. J'ai un mauvais pressentiment. J'ai déjà trop vu la bureaucratie mondialisée dans ses œuvres humanitaires. Elle est très performante dès qu'il s'agit d'écrêter les réfugiés. Elle a de l'expérience en la matière. Elle pratique la générosité

comme le saucissonnage : en la découpant en tranches statutaires. Elle a même inventé une belle expression administrative pour qualifier le regroupement des réfugiés médicalement incorrects : le « *hard core* », le « *noyau résiduel* ». On y trouve, pêle-mêle, les tuberculeux, les infirmes, les mutilés, les handicapés, les débilés, les séniles, les inemployables, bref, les trop peu rentables pour les accueillis potentiels. Le « *noyau résiduel* » de 1949 comptait encore près de deux cent mille personnes. Tetije ne risque-t-elle pas de faire partie du « *résidu* » de 1999 ? Rassurez-moi, mon général. Je ne fais pas la guerre au nom de l'universalité de l'homme, et de son corollaire, le droit d'asile, pour que cette universalité redonne sélective quand nous aurons remporté la victoire. Je ne combats pas le nettoyage ethnique pour finir complice d'autres épurations.

